

=== Actualité 2010 ===

--- novembre 2010 ---

--- lundi 1 novembre 2010-2 ---

--- 01/11/2010 07:27 ---

[source: <http://www.france-info.com/economie-entreprises-secteurs-2010-10-29-la-haute-cour-de-londres-rejette-la-plainte-d-alsom-contre-eurostar-494156-22-23.html>]

La Haute cour de Londres rejette la plainte d'Alstom contre Eurostar
France Info - 29 octobre 2010

La justice déboute Alstom. Le groupe industriel français cherchait à obtenir la suspension d'un appel d'offres de la compagnie ferroviaire transmanche Eurostar pour l'achat de 10 trains à grande vitesse. Le contrat avait été remporté par son grand rival allemand Siemens.

France Info - Un tribunal britannique a rejeté une demande d'injonction déposée par Alstom contre la commande de trains à grande vitesse Siemens par Eurostar

Un tribunal britannique a rejeté une demande d'injonction déposée par Alstom contre la commande de trains à grande vitesse Siemens par Eurostar

A l'issue de près de près d'une semaine d'audience, le juge Geoffrey Vos a estimé les arguments du groupe français insuffisants, ajoutant qu'il était "improbable" qu'il puisse l'emporter lors d'un procès sur le fond.

"Accorder une suspension (de l'appel d'offre) serait injuste pour Eurostar et contre l'intérêt public", a conclu le juge.

Alstom avait déposé une plainte devant la Haute cour de justice de Londres, ville où est basé Eurostar, pour obtenir la suspension de l'appel d'offres au terme duquel la compagnie transmanche a choisi dix nouveaux trains à grande vitesse Siemens, pour quelque 600 millions d'euros.

Alstom arguait notamment que les spécifications des trains voulus par Eurostar ne sont pas conformes aux normes de sécurité en vigueur dans le tunnel sous la Manche, estimant en outre la commande contraire aux règles européennes sur les appels d'offres.

Eurostar avait contesté vigoureusement cette plainte, considérant que le recours "avait pour unique objectif de retarder la finalisation d'un contrat passé avec un des concurrents, sélectionné au terme d'un appel d'offres conduit dans le respect des procédures".

Siemens, qui n'était pas concerné par la plainte d'Alstom, avait décidé de soutenir Eurostar dans le litige.

--- 01/11/2010 07:27 ---

[source: <http://www.france-info.com/sciences-environnement-2010-10-30-le-jour-de-la-nuit-stop-aux-pollutions-lumineuses-494240-29-31.html>]

"Le jour de la nuit" : stop aux pollutions lumineuses France Info - 30 octobre 2010

Près de 500 manifestations auront lieu ce samedi partout en France à l'occasion de l'opération "Le jour de la nuit." Objectif : sensibiliser le grand public aux nuisances dues à l'excès de luminosité la nuit.

Trop de lumière la nuit peut être source de nuisances, notamment sur la biodiversité. Ce constat a donné lieu à l'opération "Le jour de la nuit," seconde édition, initiée par Agir pour l'environnement et l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturne.

Partout en France, plusieurs évènements auront lieu pour convaincre le public de la nécessité de lutter contre ces gaspillages, et lui faire redécouvrir les richesses du ciel, vierges de tout éclairage artificiel. 2010 étant l'année internationale de la biodiversité, l'occasion était toute trouvée pour ouvrir plusieurs parcs naturels, avec pour hôtes de marques les chauve-souris, papillons et autres chouettes.

Certaines communes françaises n'ont pas attendu cette opération pour tenter de réduire leur consommation énergétique la nuit. C'est le cas de Fontaine, en Isère : pendant six mois, les éclairages y ont été coupés de 2h à 4h du matin. Conséquence, outre les 7 000 euros d'économie : l'apparition d'un sentiment d'insécurité chez les habitants. La municipalité a donc mis fin à l'opération, et réfléchit désormais à d'autres solutions.

A Fontaine, la municipalité tente de réduire sa facture énergétique depuis six mois. Reportage Stéphane Milhomme. (1'56")

"Le jour de la nuit" sera l'occasion pour les Parisiens de découvrir la Grande arche de la défense sous un autre jour : dès 20 h 15, elle sera éteinte par le ministère de l'Environnement, partenaire de l'évènement. Toutes les manifestations sur ce site.

--- 01/11/2010 07:28 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-du-cote-des-etoiles-2010-10-30-alma-le-reve-prend-forme-494277-29-33.html>]

Serge Brunier

Reporter-photographe et écrivain d'ouvrages scientifiques, il est spécialisé dans l'astronomie et la conquête spatiale

France Info - Chroniques - Du côté des étoiles
horaires de diffusion

Serge Brunier

France Info - Le réseau Alma, sur le plateau de Chajnantor

Le réseau Alma, sur le plateau de Chajnantor - Alma/NSF/ESO

Alma : le rêve prend forme
Serge Brunier - 30 octobre 2010

C'est le premier télescope international. Alma, soutenu par l'Europe, les Etats-Unis et le Japon, est entré en phase de tests ; dans quelques années, cet immense réseau d'antennes sera l'un des plus puissants instruments astronomiques de la planète.

A plus de 5000 mètres d'altitude, sur un plateau immense et désertique gardé par d'immenses pyramides de basalte et de cendres, huit corolles immaculées dansent un étrange ballet. C'est comme un mirage dans l'air vibrant de ce désert d'altitude battu par les vents, une hallucination imposée à l'esprit par l'air raréfié de la cordillère des Andes chilienne. Huit antennes, se mouvant au même rythme, pointant un point invisible du ciel puis, sans crier gare, dans un bel ensemble, se tournant ailleurs, vers le nord, le sud, l'est ou l'ouest, au dessus de l'horizon des volcans Licancabur, Cerro Chascon, Cerro Toco, Cordon Honar, Cerro Chajnantor, Lascar, Cerro Miscanti, Cerro Miniques... Nous sommes au coeur d'Alma, le plus invraisemblable des chantiers, pour le plus extraordinaire projet scientifique actuel. Alma, pour Atacama Large Millimeter Array, est un réseau de soixante antennes, mesurant 7 à 12 mètres de diamètre, et fonctionnant toutes en phase, destinées à observer le rayonnement submillimétrique et millimétrique (entre 0,3 mm et

9,6 mm de longueur d'onde). Ce rayonnement est situé à la frontière de l'infrarouge observé par les télescopes et du rayonnement radioélectrique étudié par les radiotélescopes. Alma, un projet de près de 1 milliard d'euros, est soutenu par l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Alors, antenne, ou télescope ? Peu importe, tout le rayonnement électromagnétique étant de même nature, on peut à bon droit utiliser l'une ou l'autre expression... A terme, dans trois ou quatre ans, le réseau, relié spatialement par fibre optique et temporellement par des horloges atomiques, fonctionnera comme un interféromètre, c'est à dire un « télescope virtuel », constitué de la somme des surfaces de chaque antenne, et offrant le pouvoir de résolution, c'est à dire la capacité de détecter des détails à la surface des astres, donné par le diamètre de l'ensemble. Or, le plateau de Chajnantor, où se trouve Alma, est un endroit presque unique au monde ; à plus de 5000 m d'altitude, il offre une surface de plus de 200 kilomètres-carrés, permettant au réseau de s'étendre sur une quinzaine de kilomètres ! Un télescope de 15 km de diamètre, dans le domaine de longueur d'onde submillimétrique, offre une résolution, comme disent les astronomes, de l'ordre de 0,005", c'est dix fois mieux que le télescope spatial Hubble ! Aujourd'hui, techniciens, ingénieurs et scientifiques testent les huit premières antennes, sur le plateau de Chajnantor, tandis qu'une vingtaine d'autres sont en cours d'assemblage au centre de contrôle du réseau, situé à 2900 m d'altitude, sur le flanc de la cordillère. Lorsqu'il fonctionnera à plein régime, dans quelques années, le réseau Alma sera capable d'observer en détail la naissance des étoiles et des systèmes planétaires et la formation de la toute première génération de galaxies, quelques centaines de millions d'années seulement après le big bang.

--- 01/11/2010 07:28 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-le-vrai-du-faux-2010-10-30-les-mythomanes-494260-9-11.html>]

Les mythomanes

Les mythomanes sont souvent à l'origine des rumeurs.

Le 10 octobre 2010, une joggeuse est portée disparue après avoir quitté son domicile familial en fin de matinée à Saint-Germain-sur-Morin (Seine-et-Marne). Retrouvée, la jeune fille dit avoir été enlevée. Mais quelques jours plus tard, elle avoue avoir tout inventé.

En septembre, une affaire similaire a eu lieu aux Etats-Unis. Une jeune femme dit avoir été agressée dans la rue, par une femme lui ayant jeté de l'acide au visage. Mais, par la suite la victime avoue s'être jetée elle-même de l'acide à la figure.

Pour Roland Coutanceau, psychiatre et auteur de Les blessures de l'intimité aux éditions Odile Jacob, cela s'explique par le fait qu'aujourd'hui devenir victime c'est un peu comme devenir le héros d'un fait divers.

--- 01/11/2010 07:30 ---

[source: <http://www.france-info.com/le-fil-actu.html#Honduras-14-personnes-assassinees-pendant-un-match-de-football>]

Il y a 10 heure(s) - Monde - Moyen Orient

Irak : sept otages tués et au moins 13 blessés dans une église à Bagdad

Sept otages ont été tués et au moins 13 blessés ce soir dans une église à Bagdad, selon des sources au sein des ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Cette prise d'otages, par des insurgés, de fidèles et de deux prêtres dans une église syriaque catholique à Bagdad n'est pas un acte isolé : les chrétiens d'Irak sont régulièrement la cible de violences, de meurtres ou d'enlèvements.

Il y a 11 heure(s) - Monde - Moyen Orient

Irak : fin de la prise d'otages dans une église chrétienne de Bagdad

Les forces de sécurité irakiennes ont libéré ce soir des fidèles catholiques retenus en otage dans une église

chrétienne de Bagdad par un commando qui serait lié à Al Qaïda. "L'opération est terminée et nous avons libéré tous les otages", a annoncé le commandant de la police fédérale pour le sud-est de Bagdad. Information confirmée par des militaires américains qui ont suivi l'opération.

Il y a 13 heure(s) - Monde - Moyen Orient

Des fidèles pris en otage par des insurgés en Irak

Deux prêtres et des fidèles sont actuellement retenus dans une église syriaque catholique du centre de Bagdad. Les insurgés ont exécuté deux gardes et réclament la libération de terroristes en Irak et en Egypte.

--- 01/11/2010 07:30 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-afrique-2010-10-31-les-ivoiriens-ont-vote-pour-la-premiere-fois-depuis-10-ans-494482-14-18.html>]

Les Ivoiriens ont voté, pour la première fois depuis 10 ans France Info - Hier, 19:20

Les Ivoiriens ont voté ce weekend pour le premier tour d'une élection historique, censée tourner la page d'une décennie de crise et de violences. Une élection présidentielle d'autant plus attendue qu'elle a lieu avec cinq ans de retard sur le calendrier institutionnel initial. Les observateurs font état d'une forte participation et surtout d'un calme remarquable...

Election présidentielle en Côte d'Ivoire : un scrutin qui s'est déroulé dans le calme et la dignité Écoutez le témoignage de l'envoyé spécial de France info sur place, Emmanuel Leclerc. Il a passé la journée dans un bureau de vote d'Abidjan, au cœur d'un quartier populaire (0'53")

(c)REUTERS/Luc Gnago

Quelque 5,7 millions d'Ivoiriens étaient appelés aux urnes dimanche pour une élection présidentielle historique qui doit clore une décennie de crise politico-militaire, après six reports depuis 2005.

©REUTERS/Luc Gnago

C'est la première élection présidentielle en Côte d'Ivoire depuis 10 ans. Près de 6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes aujourd'hui pour le premier tour de ce scrutin historique, repoussé à six reprises depuis 2005. Quatorze candidats étaient en lice, dont le président sortant Laurent Gbagbo, l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara (voir notre article associé).

Les 20.000 bureaux de vote du pays ont fermé un peu avant 18h30 (heure française). Certains d'entre eux avaient ouvert parfois avec retard ou dans la confusion ce matin, soit que les membres du bureau de vote étaient arrivés au dernier moment, soit encore qu'il manquait du matériel électoral (voir notre article associé). Conséquence, certains Ivoiriens ont dû patienter plusieurs heures dans des queues interminables avant de pouvoir voter. Mais ils ont pu le faire partout, y compris dans l'ancienne "capitale" rebelle de Bouaké au nord. L'important "c'est que tous les électeurs qui le souhaitent puissent voter, qu'à la fin du scrutin le dépouillement soit correct et que bien-sûr les résultats soient acceptés par les différents candidats en lice", explique sur France info Cristian Dan Pedra, le chef des observateurs de la mission européenne en Côte d'Ivoire.

Le scrutin est également observé par des représentants de la société civile qui, pour l'instant, n'ont pas le droit de s'exprimer officiellement. Mais déjà, les observateurs font état d'une forte participation, et surtout d'un calme remarquable, dont se sont d'ailleurs félicités les trois ténors de la politique ivoirienne.

(c)REUTERS/Luc Gnago

De longues file d'attente ont été observées devant les bureaux de vote, comme ici devant le lycée technique d'Abidjan.

©REUTERS/Luc Gnago

"Je suis heureux qu'aujourd'hui, ce vote se déroule normalement", a ainsi déclaré le chef de l'Etat sortant. "Les élections se déroulent dans le calme. Nous sommes satisfaits", avait auparavant dit Henri Konan Bédié, qui porte les couleurs du PDCI de feu Félix Houphouët-Boigny. "Bien entendu, nous demandons que cela se passe dans la paix et que cela conduise également au changement dont les Ivoiriens ont tant besoin", a pour sa part déclaré Alassane Ouattara, surnommé "ADO" par ses compatriotes.

Des incidents ont en revanche été signalés en marge du vote des ivoiriens de France, en région parisienne. Des urnes ont été saccagées, des bureaux de vote ont même dû être fermés à Sevran, Saint Denis, Aubervilliers, Nanterre, ainsi qu'à Paris. Il y avait 19 bureaux de vote installés au total en Ile-de-France pour permettre aux Ivoiriens résidant dans l'hexagone de voter. Ils sont 10.000 en région parisienne.

--- 01/11/2010 07:31 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-l-europe-au-quotidien-2010-10-30-tracer-les-precursseurs-de-drogue-494182-14-15.html>]
Tracer les précurseurs de drogue

Les 3 et 4 novembre 2010, le Groupe Pompidou rassemblera à Strasbourg, au Conseil de l'Europe, les ministres européens chargés de la lutte contre la toxicomanie. Ils vont évoquer les "précurseurs de drogue", des substances chimiques utilisées pour transformer l'opium ou la coca en stupéfiants.

Les douaniers et les policiers surveillent leur commerce de près, pour mieux cerner l'activité des trafiquants. Ainsi les entreprises qui utilisent, vendent ou achètent des précurseurs de drogue doivent le signaler directement au ministère de l'Industrie. En France, le ministère en surveille 23. Un exemple, l'anhydride acétique, qui permet de fabriquer de l'héroïne. Si une société afghane commande ce produit en Europe, les douaniers savent qu'il va servir à transformer le pavot en héroïne.

Mais comme l'anhydride acétique permet aussi de fabriquer de l'aspirine et du paracétamol, on ne peut pas interdire son commerce. Autre exemple, l'acétone. On trouve ce solvant dans tous les supermarchés. Pour repérer les ventes suspectes et remonter jusqu'aux trafiquants, il faut de bonnes compétences techniques. Pour Claude Gillard, qui représente le ministère belge de la Justice au sein du Groupe Pompidou, l'Europe doit bâtir un réseau de procureurs spécialisés dans le détournement de précurseurs de drogue. Ajoutons que le Groupe Pompidou facilite la coopération au-delà des frontières de l'Union européenne. Il compte en son sein des experts venus de la Fédération de Russie et d'autres pays de l'Est traversés par la « route de l'héroïne », utilisée dans un sens pour acheminer cette drogue, dans l'autre pour livrer ses précurseurs.

--- 01/11/2010 07:32 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-afrique-2010-10-31-terrorisme-le-yemen-sous-surveillance-494429-14-18.html>]
Terrorisme : le Yémen sous surveillance France Info
- Hier, 12:51

Après la découverte vendredi de colis piégés à destination des Etats-Unis et en provenance du Yémen, la recherche des suspects se poursuit dans ce pays. Une femme a été arrêtée. Le Yémen semble occuper maintenant une place centrale dans l'exportation du terrorisme. L'implantation d'Al Qaïda dans ce petit pays de la péninsule arabique est de plus en plus forte.

France Info - La fouille a été renforcée à l'aéroport international de Sanaa

La fouille a été renforcée à l'aéroport international de Sanaa
©Reuters/ Khaled Abdullah Ali Al Mahdi

Les transporteurs américains UPS et FedEx ont mis fin vendredi soir à leurs services à partir du Yémen.

La France et l'Allemagne ont suspendu le transport de fret aérien en provenance du Yémen.

Les forces de sécurité ont établi hier soir des barrages de contrôle dans la plupart des quartiers de Sanaa, vérifiant l'identité des passagers des voitures. La fouille des passagers et de leurs bagages personnels a été renforcée à l'aéroport international de Sanaa.

Le Yémen sous surveillance, explications de Dominique Thomas, spécialiste des mouvements islamistes à l'école des hautes études en sciences social avec Grégory Philipps (2'03")

La jeune femme interpellée est "suspectée d'avoir envoyé des bombes dans des colis", son numéro de téléphone portable figurait sur les bordereaux des paquets.

Des centaines d'étudiants yéménites ont manifesté ce dimanche à Sanaa pour réclamer la libération de cette personne qui serait une étudiante en cinquième année d'ingénierie, selon l'organisation yéménite de défense des droits de l'Homme Hood. "Où est la justice, où est la sécurité ? Libérez Hanane", scandaient les étudiants, dont des jeunes filles entièrement voilées.

--- 01/11/2010 07:45 ---

[source: http://www.lepoint.fr/economie/les-retraites-en-or-de-l-europe-19-05-2009-344867_28.php]
Lundi 1 novembre 2010

Vous êtes ici : Accueil > Economie

Publié le 19/05/2009 à 19:20 - Modifié le 19/05/2009 à 19:34 Le Point.fr 495

HAUTS FONCTIONNAIRES - Les retraites en or de l'Europe

Par Patrick Bonazza

Les retraites en or de l'Europe

Lire l'intégralité du rapport : "Les retraites de nababs des hauts fonctionnaires européens"

D'accord, rien de comparable avec les retraites en or des pdg, mais les 129 - très - hauts fonctionnaires de l'Union européenne (commissaires, juges, greffiers...) n'ont vraiment pas à se plaindre. Aucun régime de retraite de la fonction publique dans les 27 États membres n'est aussi favorable. Et pour cause, un commissaire européen, un juge, un avocat général de la Cour de justice... n'acquiescent aucune cotisation, contrairement au fonctionnaire européen lambda qui, lui, verse 10,90 % de son traitement de base.

Mais pour ce tarif zéro, les hauts fonctionnaires de l'Union bénéficient de prestations luxueuses détaillées dans un rapport que s'apprête à publier Sauvegarde Retraites, association connue pour son obstination à traquer les abus. Ainsi, quand ils abandonnent leurs fonctions, les maîtres de l'Union peuvent toucher jusqu'à 70 % d'un dernier traitement très confortable. Les émoluments de ces "superfonctionnaires" s'élèvent, en moyenne, à 21.260 euros mensuels. Au bas de l'échelle, le greffier du Tribunal de la fonction publique touche 16.327 euros. En haut, le président de la Cour des comptes perçoit 23.405 euros et celui de la Cour de justice 26.651 euros, et cela, sans indemnités et autres suppléments familiaux (par exemple, plus de 2.000 euros par mois pour 3 enfants à charge !).

Pour obtenir les 70 % de leur dernier salaire pour leurs retraites, les hauts fonctionnaires de l'Union n'ont pas besoin de trimer 40,5 ans, comme dans le privé, en France. Il suffit de "tenir" 16 ans. La vérité oblige à dire qu'il est assez rare de parvenir à ce seuil fatidique compte tenu de la durée des mandats, mais même un court passage reste avantageux. Ainsi, Jacques Barrot, vice-président de la commission chargée des transports, au terme de seulement 5 ans de mandat, aura droit, en octobre, à une pension de 4.728,20 euros.

Les partants peuvent espérer toucher entre 300.000 et 500.000 euros

La vérité oblige à dire là aussi que ces retraites sont cumulables avec celles obtenues dans les pays d'origine. Et qu'en cas de départ avant l'âge - 65 ans -, les 129 privilégiés de l'Union touchent de confortables parachutes. Sous forme d'une "indemnité de déménagement", sachant que tous les coûts (transports, assurances...) sont, en plus, pris en charge par l'Union. S'ajoute une "indemnité de transition" servie mensuellement pendant 3 ans en proportion du salaire de base et de la durée du mandat effectué (40 % pour moins de 2 ans, jusqu'à 65 % au-delà de 15 ans). Une restriction toutefois : une fois le mandat achevé, si le haut fonctionnaire européen exerce une nouvelle activité, sa rémunération ne doit pas dépasser, y compris l'indemnité de transition, ce qu'il percevait à Bruxelles ou à Luxembourg.

Au total, en cumulant les deux indemnités, les partants peuvent espérer toucher entre 300.000 et 500.000 euros, ce qui n'altère en rien les prestations de retraite à venir. Pas mal pour des responsables mieux que bien payés (le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, avec 29.504 euros, touche plus que le président des États-Unis) et qui, le plus souvent, réintègrent leur administration d'origine, reviennent à la politique ou pantouflent dans le privé. Conclusion de Sauvegarde Retraites : "C'est un comble, l'administration européenne, garante de l'orthodoxie budgétaire et si prompt à jouer les gendarmes vis-à-vis des États membres qui ne respectent pas les principes de bonne gestion et de rigueur économique, mène, pour elle-même, aux frais des contribuables, une politique laxiste totalement coupée des réalités."

--- 01/11/2010 07:52 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/132841/nicolas-sarkozy-a-ruine-le-dialogue-social-juge-francois-bayrou/>]

RETRAITES

Nicolas Sarkozy a ruiné le dialogue social, juge François Bayrou
PARIS (Reuters) - Le conflit sur la réforme des retraites débouche sur une situation "perdant-perdant" en France, a déploré dimanche le président...

REUTERS | RMC.fr | 31/10/2010

14
réactions

Envoyer
par mail
s'abonner
aux newsletters
imprimer
l'article
Partager |

François bayrou estime que nicolas sarkozy a ?ruiné? le dialogue social
© Reuters Manifestation contre la réforme des retraites à Toulouse, vendredi. Le conflit sur la réforme des retraites débouche sur une situation "perdant-perdant" en France, déplore le président du MoDem, François Bayrou, qui estime que Nicolas Sarkozy a "ruiné la
PARIS (Reuters) - Le conflit sur la réforme des retraites débouche sur une situation "perdant-perdant" en France, a déploré dimanche le président du MoDem, François Bayrou.
Lors du "Grand rendez-vous Europe 1/Le Parisien", le dirigeant centriste a estimé que Nicolas Sarkozy avait "ruiné la perspective de dialogue social", déplorant qu'il n'y ait pas eu de référendum sur cette "question de société" après le débat parlementaire.

Puisque la loi qui repousse l'âge légal de la retraite à 62 ans a été votée mercredi, "il serait inimaginable que la promulgation n'intervienne pas", comme le réclament les syndicats et l'opposition, a déclaré François Bayrou.

"Je considère dans cette affaire qu'il y a des dégâts très importants qui sont faits. Il y a des situations où on dit 'tous gagnants', 'gagnant-gagnant'. Là, on est dans une situation où je crois qu'on peut dire 'tous perdants', 'perdant-perdant'", a-t-il estimé.

"Les syndicats auront du mal à relancer un mouvement de cette ampleur puisque le mouvement n'a rien obtenu, encore qu'ils aient été responsables et modérés en face d'une partie de leur base", a jugé le fondateur du MoDem.

"Le pouvoir se trouve dans une situation où il a ruiné la perspective du dialogue social dont pourtant il faisait un totem, verbal certes, mais un certain nombre de gens l'avait cru", a-t-il attaqué. "Je pense que la France n'a pas avancé ces dernières semaines : elle a reculé".

Il est revenu sur la méthode choisie par l'exécutif qui aurait dû commencer selon lui par "une solide séquence de discussions dans laquelle chacun amène ses questions et ses réponses" avec les partenaires sociaux.

"Après ça, le gouvernement fait ses choix, il les expose au pays. Ces choix sont examinés devant le Parlement et, après, si c'est une grande question qui engage le destin du pays, c'est le peuple qui tranche", par le biais d'un référendum, a fait valoir François Bayrou.

Les Français auraient été appelés à approuver ou rejeter "le projet de loi qui a été voté par les députés et les sénateurs".

Les députés ont mis un terme mercredi à un marathon législatif en adoptant la réforme qui portera progressivement de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite et de 65 à 67 ans l'âge pour une retraite à taux plein, quel que soit le nombre de trimestres cotisés.

Jedi, la contestation s'est essoufflée mais les syndicats n'en ont pas moins réaffirmé leur détermination à poursuivre la lutte contre un texte qu'ils jugent injuste et inefficace

Laure Bretton, édité par Clément Guillou

--- 01/11/2010 08:16 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/132315/ces-publicites-vous-choquent-elles/#diaporama>]

MEDIAS

Ces publicités vous choquent-elles ?

Censurées ou pas, certaines campagnes publicitaires, sur affiche ou à la télévision, ont choqué, souvent délibérément. Découvrez-en une sélection, en photos et vidéos, et donnez votre avis !

Considérée comme une « incitation au viol », la dernière campagne pour les jeans Calvin Klein vient d'être interdite en Australie. L'occasion de redécouvrir ces publicités qui ont choqué. Que ce soit pour vendre un parfum, un vêtement, ou pour défendre une grande cause comme le sida, la sécurité routière... certains publicitaires ont choisi la carte de la provocation. Découvrez leurs créations, photos ou vidéos, dans le diaporama ci-dessous et dans le sondage qui suit, dites-nous laquelle vous choque le plus !

--- lundi 1 novembre 2010-2 ---

LE DIAGRAMME DATES-DATES (DDD)

Il est souvent cité, beaucoup en ont entendu parler, mais peu s'en servent réellement.

Pourtant son efficacité est redoutable. C'est un maître outil du management de projet, comme peuvent l'être par ailleurs les indispensables et fameuses Courbes en S.

Voici le Diagramme Dates-Dates, nommé aussi Courbe Temps-Temps ou encore Courbe à 45°.

Principe du Diagramme Dates-Dates

L'idée géniale qui a prévalu à la conception de cet outil déjà ancien, c'est de représenter graphiquement l'évolution, au cours du temps, des dates prévisionnelles des différents jalons ou points de visibilité d'un même projet. Avec ce type de diagramme, on voit ainsi d'un seul coup d'oeil à quelles dates il est prévu de franchir chacun des jalons mis en évidence et surtout si ces dates prévisionnelles, telles qu'annoncées depuis le lancement du projet, sont convergentes ou pas.

Ce graphique réussit ainsi à caractériser les résultats du processus de planification dans sa fonction de "production de la prévision de référence" et garde la mémoire des annonces faites en matière de dates prévues concernant un projet. C'est donc un puissant outil de détection des dérives et de reporting de projet. De plus, il qualifie efficacement les processus de planification et de conduite de projet.

On fabrique un graphique dont les deux axes sont des échelles de temps. Un des axes sert à repérer les valeurs des dates annoncées des différents jalons prévus du projet. L'autre axe sert lui à repérer les dates auxquelles les prévisions sont progressivement mises à jour.

Il est possible de construire le graphique de deux façons selon que c'est l'axe horizontal ou l'axe vertical qui représente le calendrier des mises à jour du prévisionnel. Dans la suite, la convention suivante est adoptée :

* l'axe des X (horizontal) représente le calendrier des mises à jour du planning prévisionnel,

* l'axe des Y (vertical) représente le calendrier du projet ou échéancier des jalons. C'est sur cet axe que sont positionnées les dates prévues des différents jalons du projet telles que calculées lors de chaque mise à jour du planning.

Diagramme Dates-Dates : les axes et la diagonale

Chaque point porté sur le graphique représente la date prévue de réalisation d'un jalon (Y) telle qu'elle était estimée à un moment donné du projet (X).

On trace ensuite des lignes pour relier entre elles les différentes estimations de chaque jalon, de façon à mettre le cas échéant en évidence des fluctuations ou des comportements anormaux susceptibles d'alerter les organes de contrôle du projet.

Le Diagramme Dates-Dates représente ainsi la trace de l'échéancier du projet tel qu'il évolue au cours du temps.

Haut de la page

La diagonale du Diagramme Dates-Dates :

La diagonale d'un tel graphique a toute une signification. Par sa définition mathématique ($Y=X$), elle correspond à des événements dont la date prévisionnelle de réalisation ou d'achèvement (Y) et celle du jour où on en fait la prévision (X) sont identiques. La diagonale accueille donc les jalons au jour de leur franchissement, lequel est souvent le jour où ils sont annoncés terminés.

On peut aussi la voir comme la matérialisation du présent au cours du temps, chacun de ses points ayant à un moment précis signifié "maintenant".

Il y a donc un côté de la diagonale du graphique qui ne sert pas. En effet, et avec notre convention préalable sur la répartition des axes, sous la diagonale ne pourraient figurer que des jalons dont on afficherait

une date de réalisation prévisionnelle antérieure à la date d'annonce. Cela n'est autre que la définition du passé. Donc, pour schématiser, au dessus de la diagonale se trouve l'espace des jalons à venir (futur), au dessous l'espace des jalons terminés (le passé), les deux étant séparés par le présent.

Diagramme Dates-Dates - La diagonale sépare les jalons à venir des jalons terminés

Par souci de lisibilité, dès qu'un jalon est réputé "terminé" ou "franchi", on cesse de le faire figurer dans les mises à jour ultérieures. Le dernier point qui le représente se trouve donc sur la diagonale.

La diagonale est a priori représentée avec une pente à 45° , ce qui suppose que les deux échelles de temps horizontales et verticales soient identiques. Mais les écrans de nos ordinateurs et le papier sur lequel nous imprimons étant de format rectangulaire, il est possible d'utiliser deux échelles de temps adaptées aux dimensions du support et d'obtenir une diagonale proche de la diagonale de ce dernier. En format paysage, l'axe des X est plus long que l'axe des Y, ce qui sied bien à la situation la plus fréquente où le nombre de mises à jour du projet à représenter est supérieur au nombre de jalons à suivre (ce qui illustre aussi que les occasions de mettre à jour un planning sont hélas plus nombreuses que les occasions de franchir un jalon).

Haut de la page

Illustration de l'utilisation du Diagramme Dates-Dates au cours du projet :

Prenons un exemple très simple. Soit un projet avec deux jalons J1 et J2, tels que, si tout va bien, J1 précède J2.

Au lancement du projet (instant T0), les dates prévues des deux jalons sont D10 et D20 (premier indice pour le numéro du jalon, second indice pour le numéro de la mise à jour du planning).

Le DDD à l'instant T0 a l'allure suivante :

Diagramme Dates-Dates au lancement du projet

Commentaire :

* le jalon J1 précède le jalon J2, il est situé plus bas sur l'axe vertical. Plus les jalons sont haut placés sur le graphique, plus ils sont lointains dans le temps.

Supposons que le planning soit mis à jour une première fois à la date T1. A cette date T1, le planning indique D11 comme date prévue de réalisation du jalon J1 et la date D21 pour le jalon J2. Ces nouvelles informations sont portées sur le DDD qui prend donc à l'instant T1 l'allure suivante :

Diagramme Dates-Dates à la première mise à jour du planning

Même scénario à la mise à jour suivante (instant T2) : les nouvelles dates prévues pour nos deux jalons sont maintenant D12 et D22.

Diagramme Dates-Dates à la troisième mise à jour du planning

Et ainsi de suite, aussi longtemps que le dernier jalon de la liste n'est pas franchi.

Le Diagramme Dates-Dates de ce projet terminé pourrait avoir la configuration suivante :

Représentation Diagramme Dates-Dates - projet terminé avec deux jalons

Commentaire :

* le jalon J1 a été atteint entre les deux mises à jour du planning faites à T3 et T4 : sa représentation est figée sur la diagonale. Inutile de continuer à le représenter lors des reportings suivants.

* les points successifs représentant l'évolution de la prévision de chaque jalon ont été reliés par une ligne.

Au moment de l'élaboration du Diagramme Dates-Dates, se pose la question de la sélection des jalons à mettre en évidence.

Une des grandes forces de ce diagramme est de garder au grand jour tout l'historique des prévisions.

Ce qui peut également s'avérer très utile au moment du bilan.

Haut de la page

LE DIAGRAMME DATES-DATES (DDD)

Le Diagramme Dates-Dates pour communiquer sur le respect des délais du début à la fin du projet

Il s'agit donc, nous venons de le voir, d'un outil de reporting qui permet de présenter en un seul visuel toute l'évolution de la prévision de dates et ce depuis le lancement du projet.

Il répond immédiatement aux questions principales que tout le monde se pose en réunion d'avancement :

- * " Les dates annoncées jusqu'à maintenant sont-elles confirmées ? "
- * " Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière réunion d'avancement de projet ? "

La force de cet outil, c'est de contraindre celui qui le produit à afficher et pouvoir justifier en permanence l'état courant de ses prévisions, ce qui l'oblige inévitablement (pour le salut de son projet !) à :

- * avoir identifié et défini des points de visibilité pertinents, intermédiaires et finals,
- * disposer d'un planning détaillé et régulièrement mis à jour pour connaître précisément son avancement réel et son reste à faire,
- * replanifier régulièrement pour être en mesure de confirmer chacun des engagements de délai pris précédemment.

Dans tout type de relation client-fournisseur, cet outil crée les conditions du dialogue et permet au client de :

* discuter avec son fournisseur du contenu des points de visibilité qui lui sont proposés et de prévenir l'effet tunnel,

* avoir de la visibilité sur la progression courante des travaux et du respect des prévisions initiales de délais,

* apprécier comment son prestataire peut garantir ses engagements à venir et le questionner sur son dispositif de maîtrise des délais en fonction du diagramme présenté.

L'examen attentif du Diagramme Dates-Dates doit permettre de relever les anomalies du projet relatives au respect des délais et d'amener des questions comme celles-ci :

- * pourquoi la courbe prévisionnelle de tel jalon est-elle si rectiligne ? Est-il réellement replanifié ?
- * pourquoi ce jalon JB qui vient en principe après ce jalon JA ne dérive-t-il pas en même temps que lui ?
- * voici un jalon dont la trajectoire est quasiment parallèle à la diagonale depuis quelque temps : sa date de fin recule donc à la même vitesse que le temps qui passe. Que fait-on pour stopper la dérive ?

Concernant la représentation de l'avancement du projet, le Diagramme Dates-Dates met en évidence les éventuels cas d'avancement résultant nul ou négatif sur la période écoulée.

Si le segment de droite, reliant deux points représentant la prévision de date d'un même jalon, a une pente :

- * inférieure à 45°, l'avancement est positif (le jalon se rapproche),
- * égale à 45° (parallélisme avec la diagonale), l'avancement est nul (la distance au jalon est stable),
- * supérieure à 45°, l'avancement est négatif (le jalon s'éloigne).

Le Diagramme Dates-Dates est un excellent outil d'alerte des dérives naissantes, résolument tourné vers l'avenir. A exiger des co-contractants et à faire figurer dans tout reporting d'avancement qui se respecte !

Dans un projet très vaste où des lots de travaux sont donnés en responsabilité et planifiés séparément, le Diagramme Dates-Dates de chaque lot permet d'assurer que les plannings détaillés locaux demeurent cohérents entre eux et avec le planning global. Il suffit en effet de définir comme points de visibilité les points d'adhérence des différents plannings entre eux avec le planning global pour savoir instantanément si des actions correctives sont nécessaires sur un lot particulier.

Idem pour le pilotage d'un projet avec plusieurs sous-projets, le pilote du projet global peut assurer une bonne partie de son suivi d'avancement de projet avec le Diagramme Dates-Dates de chaque sous-projet dont il aura pris soin de spécifier précisément chacun des points de visibilité mis en évidence.

Haut de la page

LE DIAGRAMME DATES-DATES (DDD)

Toute l'évolution des dates prévues des jalons du projet sur un seul graphique !

Graphique automatique du Diagramme Dates-Dates avec EXCEL

Voici un utilitaire tout simple pour fabriquer des diagrammes dates-dates.

Il propose deux écrans : un pour la saisie des jalons et de leurs dates prévisionnelles, l'autre (ci-dessus) pour la représentation graphique du Diagramme Dates-Dates.

Il s'agit d'un fichier de type EXCEL doté d'une macro réalisant le graphique à partir d'un tableau de données. Une documentation complète et intégrée décrit les modalités d'usage (cf. onglet A lire, qu'il vous est vivement recommandé de lire avant la saisie de vos données).

Il faut donc disposer de Microsoft EXCEL pour l'utiliser. Une version Open Office est en cours de préparation et sera mise en ligne dès que disponible.

Avertissement : en procédant au téléchargement de l'utilitaire DDD, vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepter les conditions d'utilisation.

Téléchargement du Diagramme Dates-Dates : version Microsoft Office 2007 - version Microsoft Office 2003

Amélioration permanente : toutes les suggestions d'amélioration seront prises en considération : postez les ici, merci de votre contribution.

Haut de la page

LE DIAGRAMME DATES-DATES (DDD)

L'astuce pour faciliter la collecte des informations des dates des jalons du projet

Renseigner le Diagramme Dates-Dates (DDD) pour l'insérer dans chaque compte rendu d'avancement de projet peut devenir fastidieux, tant la masse d'informations à rassembler est importante et dispersée. L'idéal serait bien évidemment de ne pas avoir à recopier les données de dates des différents jalons mais cela ne sera disponible que dans une des prochaines versions.

Pour vous faciliter la tâche, suivez ce conseil :

* dans votre logiciel de gestion de projet, tout en bas à la suite des données du projet, insérez une tâche récapitulative intitulée "Diagramme Dates-Dates" ;

* dans cette tâche récapitulative tout à fait fictive, rajoutez autant de jalons qu'il y a de points de visibilité affichés dans le DDD ;

* identifiez ces jalons avec un libellé spécifique pour qu'ils ne soient pas confondus avec les autres (par exemple, préfixe "DDD - " suivi du libellé du point de visibilité du DDD) ;

* pour chaque jalon ainsi ajouté, créez les relations d'antécédence avec les tâches et jalons du projet (prédécesseurs directs) pour que les dates de ce jalon/point de visibilité soient automatiquement calculées avec les autres dates des éléments du projet ;

* trie ces jalons/points de visibilité dans l'ordre de présentation des points de visibilité correspondants du DDD,

* à chaque mise à jour du DDD, copiez les dates ainsi calculées des points de visibilité dans la feuille de saisie du DDD.

Vous aurez ainsi toutes les dates nécessaires au Diagramme Dates-Dates rassemblées en un même endroit du planning et facilement exportables.

Copyright © 2010 PROJECT PLANNING OFFICE. Tous droits réservés.
Joomla! est un logiciel libre sous licence GNU/GPL.

--- samedi 6 novembre 2010-5 ---

--- 06/11/2010 18:31 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523011/firefox-4-0-la-version-quasi-finale-repousee-a-2011/>]
Firefox 4.0 : la version quasi finale repoussée à 2011
Initialement prévue à la fin d'octobre, la Release Candidate de Firefox 4.0 n'arrivera pas avant l'année prochaine.
Stéphane Long
01net
le 02/11/10 à 16h30
laisser un avis
laisser un avis
envoyer
par mail
imprimer
l'article
Partager |
Six bêtas en un peu plus de deux mois, et puis plus rien. Depuis le 14 septembre dernier, date de publication de Firefox bêta 6, la diffusion des versions de test a marqué un coup d'arrêt. Initialement prévue pour la seconde quinzaine de septembre, la bêta 7 du navigateur n'a toujours pas vu le jour.
Un délai qui ne correspond pas au planning de développement de Mozilla qui tablait sur une production espacée de quelques semaines tout au plus. La fondation ne fournit pas d'explications sur ce retard, mais elle a réajusté son calendrier pour en tenir compte.
Le calendrier prévisionnel de Mozilla
agrandir la photo
La date de disponibilité de la version finale n'est pas encore évoquée, mais celle de la RC (Release Candidate), quasi-finale, est désormais programmée pour le début d'année 2011. Entre-temps, quatre versions bêta devraient se succéder, la première d'entre elles (la bêta 7) étant annoncée pour le début du mois de

novembre.

Cette mouture est capitale puisque c'est à ce stade que Mozilla figurera une bonne partie de l'évolution du navigateur, comme les interfaces. Après cette étape, aucune nouveauté majeure ne sera introduite. C'est sans doute l'importance de cette édition qui explique le dérapage sur le calendrier initial. Les trois bêtas suivantes serviront au débogage du logiciel, avant l'arrivée de la RC.

Téléchargement

--- 06/11/2010 18:33 ---

[source: [http://www.01net.com/editorial/523150/bien-protéger-son-pc-sans-rien-dépenser-le-guide-\(1re-partie\)/](http://www.01net.com/editorial/523150/bien-protéger-son-pc-sans-rien-dépenser-le-guide-(1re-partie)/)]

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (1re partie)

Utiliser un PC sans prendre de précaution vous expose aux virus, au vol de données, voire à une intrusion dans votre vie privée. Une poignée de logiciels gratuits et du bon sens suffisent souvent pour parer aux risques courants.

Clément Joathon
L'Ordinateur Individuel
le 05/11/10 à 17h01

envoyer
par mail
imprimer
l'article

Partager |
sommaire

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (1re partie)

Deux gestes élémentaires de sécurité

Sécuriser son poste de travail

Réduire les risques d'attaques

Voir tout le sommaire

Vers le milieu des années quatre-vingt, les premiers créateurs de virus informatiques étaient motivés par la reconnaissance, le défi ou la provocation. Mais l'appât du gain a rapidement changé la donne. Aujourd'hui, la plupart des attaques, infections, logiciels malicieux, virus et arnaques constituent une importante source de revenus pour les personnes et les groupes mal intentionnés. On peut même parler d'une véritable activité mafieuse : plus le nombre d'ordinateurs infectés est important, plus les créateurs de programmes malveillants touchent d'argent.

Mais quels sont vraiment les risques ? Un programme malveillant, ou malware, installé sur votre machine peut voler des données : documents sensibles, mots de passe, numéros de série de vos logiciels. Mais il peut aussi enregistrer ce que vous saisissez au clavier (les keyloggers), afficher des publicités sur votre écran et en envoyer (de votre part et à votre insu) à d'autres personnes, vous rediriger vers des sites frauduleux ayant l'apparence de sites officiels afin de récupérer vos informations bancaires (le phishing), entraîner une défaillance de votre ordi et la suppression de documents personnels (comme des photos) pour vous forcer à acheter un remède miracle, etc.

Il convient donc de se protéger sérieusement contre toutes ces menaces qui peuvent transformer votre PC en passoire, vous faire perdre des données importantes et dévoiler votre vie privée au monde entier. Or, pardonnez-nous d'être directs, mais le maillon faible, en termes de sécurité, c'est vous ! La plupart des infections sont, en effet, le résultat de la naïveté, du laxisme ou de l'imprudence des utilisateurs. Certaines pratiques sur Internet sont ainsi à éviter. Première règle d'or : réfléchissez à deux fois avant de cliquer sur un lien. Pour télécharger un logiciel, préférez toujours le site de l'éditeur ou les plates-formes officielles (notamment 01net.com). Lisez attentivement les étapes lors de l'installation d'un programme : certains d'entre eux peuvent modifier à votre insu les réglages de votre navigateur. Ne cliquez pas sur les liens reçus par mail ou messagerie instantanée de personnes inconnues. N'utilisez jamais de crack ou de keygen (key generator) pour retirer les protections d'un logiciel commercial téléchargé illégalement. Ces outils sont en effet de véritables pièges.

Sécuriser l'accès à vos données

À côté de ces règles de bon sens, Windows met à votre disposition de nombreux outils pour sécuriser vos

données et l'accès à vos documents sur votre ordinateur. Cela commence par la simple mise en place d'un mot de passe sécurisé, l'installation d'un antivirus et des mises à jour régulières du système via le service Windows Update, la désactivation des fichiers dangereux et le verrouillage de votre connexion Wi-Fi. Pour augmenter encore la protection, vous pourrez configurer le pare-feu intégré à votre système. Vous empêcherez ainsi les pirates de se connecter à votre machine et les logiciels installés d'envoyer des informations sur Internet.

Si vous manipulez des données sensibles qui ne doivent pas tomber entre de mauvaises mains, cryptez-les. En cas de vol de votre PC, de votre disque dur ou de votre clé USB, les éléments qui s'y trouvent seront illisibles pour qui n'en possède pas la clé. C'est ce type de cryptage que vous pouvez mettre en place lorsque vous vous connectez à Internet via un point d'accès public. À l'aide d'un certificat numérique, vous pouvez également signer vos mails pour assurer à vos correspondants que vous en êtes bien l'auteur, et les crypter pour qu'ils ne puissent être lus que par leur destinataire.

Logiciels gratuits à télécharger

Pour vous garantir une sécurité sans faille et ne pas vous faire avoir par des sites ou logiciels frauduleux, vous pourrez compléter votre protection avec de nombreux outils gratuits... à télécharger en toute sécurité sur 01net.com ! Et si, malgré toutes vos précautions, votre PC est victime de gros ralentissements, affichage des publicités intempestives et des messages d'alerte à l'écran, et que vous soupçonnez une infection, pas de panique. Vous pouvez lancer un nettoyage en profondeur de votre ordinateur et ce, même si Windows ne démarre plus à cause d'un malware retors. À noter que, sauf indication contraire, les manipulations décrites dans ce guide sont applicables à toutes les versions de Windows. Pour XP, certains menus peuvent être un peu différents.

Quant au réseau Facebook, qui peut faire courir de graves risques à vous ou votre entourage, il n'a pas été oublié : le prochain Guide pratique lui sera intégralement consacré !

page suivante

Deux gestes élémentaires de sécurité

--- 06/11/2010 18:34 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523196/deux-gestes-elementaires-de-securite/>]

Deux gestes élémentaires de sécurité

Avant d'aller plus loin, voici des précautions à prendre dès maintenant. Elles serviront à lancer un antivirus et à récupérer système et données en cas d'infection.

Clément Joathon

L'Ordinateur Individuel
le 05/11/10 à 17h00

laisser un avis
laisser un avis

envoyer
par mail
imprimer
l'article

Partager |
sommaire

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (1re partie)

Deux gestes élémentaires de sécurité

Sécuriser son poste de travail

Réduire les risques d'attaques

Voir tout le sommaire

Créer un CD de récupération antivirus

Si votre PC est infecté par malwares et virus, vous aurez peut-être du mal à prendre la main sur le système pour le nettoyer. La solution : graver préventivement un CD de récupération antivirus. C'est ce que permet AVG Rescue CD qui vous offre également des outils permettant de sauvegarder vos fichiers importants si Windows ne démarre plus. AVG Rescue CD est disponible sous la forme d'une image disque que vous pouvez graver sur un CD avec les outils intégrés à Windows 7 ou avec un logiciel comme Nero, CDBurnerXP pour les autres Windows. Téléchargez le Rescue CD à l'adresse www.avg.com/fr-fr/avg-

[rescue-cd](#). Ouvrez ensuite le fichier téléchargé. Lorsque le Graveur d'image disque Windows s'ouvre, il suffit d'insérer un CD vierge dans le lecteur et de cliquer sur le bouton Graver. Au bout de quelques minutes, votre CD est prêt. Mettez-le en lieu sûr jusqu'au jour où vous en aurez besoin.

Sauvegardez le système
agrandir la photo

Ouvrez le Panneau de configuration. Cliquez sur Système et sécurité puis sur Sauvegarder et restaurer. Dans le volet de gauche, cliquez sur Créer une image système. Sélectionnez le dossier (un disque dur externe par exemple) ou le CD/DVD sur lequel mettre la sauvegarde. Cliquez sur Suivant puis sur Démarrer la sauvegarde. Cliquez enfin sur Fermer. Mettez les disques de sauvegarde en lieu sûr. Pour restaurer votre image système, vous devrez passer par le disque d'installation ou le disque de récupération de Windows 7. L'étape suivante vous permettra d'en créer un. Cliquez sur Oui. Insérez un CD ou un DVD vierge dans votre graveur et cliquez sur Créer un disque. Ensuite, cliquez sur Fermer puis sur OK. Mettez ce disque en lieu sûr. Notez qu'il ne contient pas votre sauvegarde, mais les outils pour la restaurer.

page précédente

page suivante

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (1re partie)

Sécuriser son poste de travail

--- 06/11/2010 18:35 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523197/securiser-son-poste-de-travail/>]

Sécuriser son poste de travail

Votre PC, à la maison ou au bureau, est la cible privilégiée des malveillants. Des mesures simples peuvent les décourager.

Clément Joathon

L'Ordinateur Individuel

le 05/11/10 à 17h00

1 : verrouillez votre session par un mot de passe

Associez un sésame à votre compte utilisateur, vous serez certain que personne d'autre ne pourra consulter ni modifier vos documents et vos réglages. Déroulez le menu Démarrer, Panneau de configuration. Cliquez sur Comptes et protection des utilisateurs puis sur Comptes d'utilisateurs. Cliquez sur Créer un mot de passe pour votre compte. Saisissez votre mot de passe et confirmez-le, puis cliquez sur Créer un mot de passe. Désormais, votre sésame sera demandé à chaque démarrage de Windows.

--- 06/11/2010 18:36 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523198/reduire-les-risques-dattaques/>]

Réduire les risques d'attaques

Les pirates adoptent des ruses de plus en plus subtiles dans le but de voler vos données ou de prendre le contrôle de votre machine. Apprenez à déjouer les pièges.

Clément Joathon

À l'image des versions précédentes, Windows 7 a la fâcheuse habitude de masquer les extensions de fichiers dans l'Explorateur. Ainsi, un programme nommé Baléares.jpg.exe apparaît sous le nom anodin de Baléares.jpg. Comme tout le monde, vous double-cliquez dessus pour afficher ce que vous pensez être une image. En réalité, vous lancez le programme... et activez le virus qu'il contient éventuellement !

Pour éviter cette confusion, demandez à afficher toutes les extensions des fichiers. Dans une fenêtre d'Explorateur, cliquez sur le bouton Organiser puis sur Options des dossiers et de recherche. Dans la boîte de dialogue qui s'affiche, ouvrez l'onglet Affichage. Dans la liste Paramètres avancés, décochez la case Masquer les extensions des fichiers&PtSusp; Validez par OK. Sachez que l'extension du fichier (donc son type) est formée par les trois derniers caractères de son nom. Ainsi, dans l'exemple ci-contre, le fichier Vidéo.MP4.com n'est pas un clip vidéo (MP4), mais un programme (com).

page précédente

Sécuriser son poste de travail

--- 06/11/2010 18:45 ---

[source: http://www.01net.com/contenu/2562/ta_fiches/astuce-windows-xp--optimisez-lespace-dune-cle-usb-1004-1]

Windows XP SP3 (Service Pack 3)

Astuce Windows XP : optimisez l'espace d'une clé USB

Si vous utilisez votre clé USB pour y héberger de nombreux fichiers de petite taille, vous avez sans doute intérêt à la reformater, vous en augmenterez la capacité.

En effet, une clé USB, comme n'importe quel support de stockage fixe ou mobile, est divisée (d'un point de vue logique, bien sûr) en un certain nombre d'unités d'allocation (on dit aussi « secteurs » ou « clusters »). Or un cluster ne peut être affecté qu'à un seul fichier.

Prenons un exemple : vous stockez de nombreux documents de 70 ko chacun sur une clé USB dont les clusters font 64 ko. Comme chaque fichier de 70 ko ne peut tenir dans un cluster de 64 ko, il en utilise deux, soit 128 ko. Il y a donc un gaspillage de $128 - 70 = 58$ ko par fichier !

- Pour éviter une telle perte, réduisez la taille des clusters. Il y a toutefois deux contraintes : d'abord, vous devez reformater la clé, ce qui efface toutes les données. Ensuite, avec des clusters plus petits, la lecture et l'écriture de fichiers sera ralentie.

- Pour modifier la taille des clusters, ouvrez une fenêtre de l'Explorateur, faites un clic droit sur l'icône de votre clé et choisissez Formater.

- Dans Système de fichiers, optez pour NTFS. Enfin, choisissez la taille de secteur la plus adaptée, décochez Formatage rapide et validez par OK.

--- 06/11/2010 18:47 ---

[source: <http://www.clubic.com/linux-os/debian/ubuntu/actualite-376182-gendarmerie-nationale-migration-ubuntu.html>]

La gendarmerie nationale confirme sa migration vers Ubuntu

Publiée par Alexandre Laurent le Mercredi 3 Novembre 2010

Amorcé de longue date, le virage de la Gendarmerie Nationale devrait s'accroître dans les années à venir. L'un de ses représentants a en effet confirmé que 85 000 de ses postes informatiques profiteraient de la distribution GNU / Linux Ubuntu d'ici 2015. Le calendrier de déploiement, mis en avant par Canonical dans une plaquette commerciale de type « cas client », prévoit dans un temps la migration de 10 000 postes par an.

Ubuntu logo

Bien qu'elle n'ait pas encore totalement porté ses fruits, la décision remonte en réalité à 2007, date à laquelle la Gendarmerie envisageait d'abandonner Windows XP pour se tourner vers son successeur, Vista. Elle avait déjà, alors, embrassé la suite bureautique OpenOffice.org ainsi que les logiciels Firefox et Thunderbird et justifiait cette décision par la volonté de réduire les coûts engendrés par l'approvisionnement en licences informatiques, ainsi que par la nécessaire indépendance des administrations vis à vis d'un éditeur.

À l'heure actuelle, quelque 7 000 postes auraient d'ores et déjà été passés sous une édition desktop d'Ubuntu. « Nous ne rencontrons pas des problèmes techniques, mais financiers », explique (PDF, anglais) le commandant Jean-Pascal Chateau. « Pour la même quantité de travail et un rendement équivalent, nous avons réalisé que Windows nous coûterait 2 millions d'euros de plus par an qu'Ubuntu ».

Bien que le représentant de la Gendarmerie invoqué dans ce cas client insiste sur la dimension financière de l'opération, Canonical se fait fort de mettre en exergue les bénéfices fonctionnels apportés par Ubuntu, en insistant sur des points tels que la rapidité du déploiement des mises à jour logicielles ou l'homogénéité

des interfaces proposées aux agents des forces de l'ordre.

--- 06/11/2010 20:22 ---

[source: <http://www.france-info.com/sciences-environnement-2010-11-05-le-convoi-de-dechets-nucleaires-bloque-a-caen-pendant-plus-de-3-495458-29-31.html>]

Le convoi de déchets nucléaires, bloqué à Caen pendant plus de 3 heures, est reparti France Info - Hier, 16:42

Le convoi de déchets nucléaires parti en début d'après-midi de Valognes, dans la Manche, direction l'Allemagne, est resté bloqué à Caen pendant plus de trois heures cet après-midi, par des manifestants anti-nucléaires. Ces militants estiment qu'il s'agit du convoi le plus radioactif jamais envoyé par Areva. Ils avaient promis des actions tout au long de ce trajet de 1500 km...

Actualisé à 19 h

France Info - Le convoi de déchets nucléaires a quitté la gare de Valognes, dans la Manche, à 14h20. Il doit livrer son chargement hautement radioactif à Gorleben, en Allemagne.

Le convoi de déchets nucléaires a quitté la gare de Valognes, dans la Manche, à 14h20. Il doit livrer son chargement hautement radioactif à Gorleben, en Allemagne.

©AFP/ Jean-Paul Barbier

Il ne devait pas y avoir de blocage, selon Greenpeace. Pourtant, à peine deux heures après son départ de la gare de Valognes, dans la Manche, le convoi transportant 123 tonnes de déchets radioactifs vers l'Allemagne a été stoppé à quelques centaines de mètres avant la gare de Caen par quatre militants anti-nucléaires qui se sont enchaînés à la voie, selon le Réseau sortir du nucléaire. Cent cinquante autres manifestants ont déployé une banderole en allemand en gare de Caen où l'on pouvait lire : "Notre résistance ne connaît pas de frontière."

Les voies dégagées par les forces de l'ordre, le convoi a pu repartir après plus de trois heures à l'arrêt.

Retraité par l'usine Areva de la Hague, ces 123 tonnes de déchets hautement radioactifs sont transportées sur 11 wagons équipés de conteneurs spéciaux. Le train est attendu au centre de stockage de Gorleben, en Allemagne. Mais son passage ne passera pas inaperçu, avait promis les associations anti-nucléaires. Plusieurs manifestations sont en effet prévues sur la suite du parcours : à Rouen (Seine-Maritime), Arras (Pas-de-Calais) et Metz (Moselle). En Allemagne aussi, la mobilisation des écologistes est massive. Un comité d'accueil de près de 30.000 personnes a ainsi prévu d'attendre le train d'Areva à Gorleben.

Les actions des anti-nucléaires ont débuté dès le départ du train Le reportage de Sébastien Berriot (1'10")

Alain Correa est militant du collectif "Stop EPR ni à Panly ni ailleurs". Lui attend le train de déchets nucléaires en gare de Rouen (0'45")

Greenpeace, affirme que "ce transport est le convoi nucléaire le plus radioactif de toute l'histoire (...) Nous voulons juste informer que ce train est dangereux et nous allons le faire à chaque gare qui sera traversée", a indiqué Yannick Rousselet, chargé de campagne nucléaire pour Greenpeace France. Et de le répéter encore une fois ce matin sur France info : "ce convoi est dangereux [...] les faits sont là. Il y a aujourd'hui 11 containers remplis de déchets radioactifs de très haute activité. Ils sont un concentré des produits de fission qui ont été vitrifiés", a-t-il expliqué. Des déchets qui correspondent à la consommation d'électricité de 24 millions d'Allemands pendant un an et qui retournent donc en Allemagne. Pour Yannick Rousselet, "c'est une aberration de la patate chaude".

Également invitée de France info ce matin, la présidente d'Areva, Anne Lauvergeon, a vivement réagi à ce qui, pour elle, reste des allégations. "On est dans l'outrance manifeste", a-t-elle dit. "C'est le onzième convoi" de ce type, a-t-elle rappelé, précisant qu'il y a "la même quantité, ou presque, de radioactivité à

chaque fois" et soulignant au passage des conditions de sécurité optimales. "On a parlé de Tchernobyl, c'est complètement scandaleux", a jugé Anne Lauvergeon.

L'Europe compte 143 réacteurs nucléaires, dont 58 en France et 17 en Allemagne. Ils produisent chaque année 7.000 mètres cubes de déchets non retraitables. Capacité de nuisance : un million d'année. Cécile Mimaut, avec agences

--- 06/11/2010 20:22 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-dossier-du-jour-2010-11-05-le-convoi-de-dechets-nucleaires-bloque-a-caen-495478-29-31.html>]

Le convoi de déchets nucléaires bloqué à Caen France Info - Hier, 18:48

C'est un convoi nucléaire dont le trajet s'annonce particulièrement mouvementé....

Un train de déchets radioactifs issue de l'usine de retraitement de la Hague dans le Cotentin doit rallier d'ici ce week-end le centre de stockages de Gorleben en Allemagne. Un convoi exceptionnellement dangereux selon Greenpeace.

Sur le parcours notamment à Caen, Arras et Metz, les anti-nucléaires attendent donc de pied ferme l'arrivée des onze wagons.

Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva, réagissait sur le sujet ce matin sur France Info. (1'02")

Après d'ultimes vérifications, le train s'est élançé en début d'après-midi de la gare de Valognes dans la Manche.

Mais, comme on pouvait s'y attendre, le convoi a été vite bloqué dans sa progression : depuis 16h cet après-midi, des manifestants anti-nucléaires du réseau Sortir du Nucléaire se sont attachés aux voies dans l'agglomération de Caen, en Basse-Normandie, pour stopper la progression du train.

Ces militants, estiment qu'il s'agit du convoi le plus radioactif jamais envoyé par Areva, et avaient promis des actions tout au long de ce trajet de 1500 km.

Les actions ont d'ailleurs débuté dès le départ du train, par une mesure du taux de radioactivité le long du convoi.

Les opérations pour déloger ces quelques manifestants sont toujours en cours.

--- 06/11/2010 20:22 ---

[source: <http://www.france-info.com/sciences-environnement-2010-11-06-changement-d-itineraire-pour-le-train-charge-de-dechets-radioactifs-495553-29-31.html>]

Changement d'itinéraire pour le train chargé de déchets radioactifs France Info - 06:58

Parti hier en début d'après midi de Normandie, le train de déchets très radioactifs retraités par Areva à La Hague a changé d'itinéraire au cours de la nuit selon le Réseau "Sortir du nucléaire". Il est passé par Reims peu avant 5h avant de traverser une gare dans la banlieue sud de Metz peu après 9h.

Les anti-nucléaires sur les voies près de Caen

A l'origine, ce convoi composé de 14 wagons contenant 123 tonnes de déchets nucléaires vitrifiés, devait passer par les villes d'Arras, de Valenciennes, Fourmies, Hirson et Charleville. Selon "Sortir du nucléaire", il a changé de parcours après la gare de triage d'Amiens en direction de Reims où il serait passé peu avant 5h ce matin. Il se dirigeait ensuite vers Châlons-en-Champagne et Metz. Il est passé à une dizaine de kilomètres du centre de Metz peu après 9h. Son terminus est Gorleben (nord de l'Allemagne). Il pourrait franchir la frontière franco-allemande à Lauterbourg (nord de l'Alsace) vers 12H30 d'après les calculs horaires du Réseau.

Le passage du train dans la banlieue de Metz avec Sébastien Baer (0'50")

Le voyage sous haute protection d'un train chargé de déchets nucléaires, Sébastien Baer avec Célyne Bayt-Darcourt (4'54")

"Une fois de plus l'opacité est de mise dans le nucléaire en laissant la population dans l'ignorance des risques qu'elle encourt" a affirmé le Réseau dans un communiqué publié dans la nuit. Sur son site, le groupe Areva ne communique pas sur le parcours de ce train de déchets.

--- 06/11/2010 20:23 ---

[source: <http://www.france-info.com/sciences-environnement-2010-11-06-le-convoi-de-dechets-nucleaires-est-passe-en-allemande-495609-29-31.html>]

Le convoi de déchets nucléaires est passé en Allemagne France Info - 12:33

Le train de déchets radioactifs parti hier après-midi de Normandie a franchi la frontière avec l'Allemagne au niveau du pont de Kehl peu avant 14H. Un convoi qui est encore loin d'arriver à destination. Il est actuellement bloqué près du pont de Kehl par une opération de Greenpeace. Trois militants écologistes sont descendus en rappel du pont et empêchent le passage du convoi.

Le convoi de déchets nucléaires bloqué en Allemagne par Greenpeace, le récit de Sébastien Baer (0'59")

En début d'après-midi, le convoi est passé par Strasbourg où il a changé de locomotives et où des policiers allemands ont remplacé leurs homologues français.

(c) RADIOFRANCE/ Lise Jolly

Les écologistes allemands attendent le convoi de pied ferme à Dannenberg.

© RADIOFRANCE/ Lise Jolly

Le convoi, composé de 14 wagons contenant 123 tonnes de déchets nucléaires vitrifiés, est à destination de Gorleben (nord de l'Allemagne).

Cette nuit le convoi a changé d'itinéraire pour rattraper un retard dû à un blocage en début de parcours, et éviter les manifestants. En Allemagne, où le débat sur le nucléaire s'est à nouveau enflammé, les antinucléaires annoncent une manifestation de 50.000 personnes près du terminus du train.

C'est une manifestation monstre qui se prépare en Allemagne, les précisions de Lise Jolly (0'47")

Les députés ont adopté la semaine dernière à Berlin un projet de loi prolongeant la durée de vie des réacteurs nucléaires allemands, alors qu'elle devait sortir du nucléaire en 2020, malgré l'hostilité de l'opinion publique allemande. Greenpeace croit savoir que 30.000 policiers sont mobilisés en Allemagne pour le convoi.

--- 06/11/2010 20:23 ---

[source: <http://www.france-info.com/economie-consommation-2010-11-05-l-utilisation-des-tickets-et-cheques-resto-bientot-elargie-aux-495444-22-25.html>]

L'utilisation des tickets et chèques resto bientôt élargie aux produits laitiers France Info - Hier, 16:00

Il sera bientôt possible d'acheter sans restriction des fruits, des légumes et des produits laitiers grâce aux tickets restaurant. Christine Lagarde, la ministre de l'Economie l'a annoncé ce matin. Les associations de consommateurs se disent satisfaites. Elles réclamaient depuis longtemps cet élargissement qui tardait à

venir. Du côté des restaurateurs en revanche, on s'inquiète de cette nouvelle extension...

La mesure avait déjà été annoncée pour le mois de juin dernier mais cette fois, ça y est, la signature du décret c'est aujourd'hui, annonce Christine Lagarde. Un décret qui prévoit d'élargir l'utilisation des "tickets resto" et "chèques restaurant" aux achats de fruits et légumes frais, ainsi qu'à tous les produits laitiers. La mesure entrera en vigueur "sous une dizaine de jours", précise la ministre de l'Economie.

Cette nouvelle initiative du gouvernement vise à permettre à ceux "qui mangent sur le pouce de pouvoir acheter autre chose qu'une quiche ou un sandwich", explique-t-elle. "La grande nouveauté, c'est que toute la gamme des produits laitiers, sans aucune restriction, sera accessible : lait, yaourts, crèmes dessert, fromages blancs, à pâte dure ou à pâte molle...", fait notamment valoir Mme Lagarde.

la mesure est saluée par les associations de consommateurs. "C'est positif, surtout en ces périodes de crise", se félicite ce matin sur France info Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de 60 millions de consommateurs. Cela va notamment "permettre à des gens qui travaillent et qui n'ont pas de cantine de manger des repas équilibrés", poursuit-elle. Une mesure positive, non seulement sur le plan du pouvoir d'achat donc, mais aussi sur le plan nutritionnel.

L'utilisation des tickets et chèques élargie : "positif, surtout en cette période de crise" Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de 60 millions de consommateurs. Elle répond à Jean Leymarie. (2'08")

Mais le dispositif ne fait pas que des heureux. Les premiers à s'inquiéter sont les syndicats de restaurateurs, qui redoutent un détournement de l'usage de des titres restaurants dont ils étaient jusqu'ici les premiers bénéficiaires. Ces titres qui n'ont "pas vocation à être réservés aux seuls restaurants", rétorque Christine Lagarde.

Quelque 3,5 millions de salariés français utilisent chaque année près de 800 millions de titres restaurants (Ticket restaurant, Chèque restaurant, Chèque déjeuner ou Chèque de table). Créés au milieu des années 60 et utilisables d'abord dans les restaurants, ils ont déjà été étendus à la vente à emporter et aux plats préparés, y compris ceux vendus en grande surface.

Cécile Mimaut, avec agences

--- 06/11/2010 20:26 ---

[source: <http://www.france-info.com/economie-consommation-2010-11-05-epargner-pour-sa-retraite-grace-a-une-carte-de-credit-prudence-de-495490-22-25.html>]

Epargner pour sa retraite grâce à une carte de crédit : prudence de rigueur France Info - Hier, 18:41

Se constituer une épargne retraite rien qu'en faisant des achats ! C'est ce que propose une nouvelle carte de paiement, Futuréo qui sera commercialisée à compter du 22 novembre. Au prix d'une carte bleue classique, elle permettrait à chaque achat d'épargner 0,5 % du montant dépensé, et ainsi d'alimenter une assurance-vie.

Un concept très attirant à un moment où les Français s'inquiètent de ce que seront leurs revenus après la retraite. Les associations de consommateurs, plus que sceptiques, appellent à la prudence.

C'est ce qu'on appelle surfer sur une actualité un brin anxiogène. La carte Futuréo est présentée comme une solution pour financer une partie de votre retraite. Avec cette carte vous faites par exemple vos courses de la semaine d'un montant de 100 euros, et 50 centimes vous sont aussitôt reversés pour alimenter une assurance-vie.

Chez certains commerçants partenaires du programme, cela pourra être des rétrocessions plus importantes encore, promet Mastercard : jusqu'à 20 % du montant des achats.

Epargner pour sa retraite grâce à une carte bleue : prudence de rigueur Le reportage de Mathilde Lemaire - version audio (1'58")

Le dispositif est financé par les commerçants eux-mêmes, qui y verraient un moyen de fidéliser leurs clients.

"Nous avons fait des simulations, un consommateur moyen pourra en 25 ans se constituer grâce à cette carte un complément de retraite de 22 000 euros, c'est tout de même important à un moment où tout le monde se préoccupe de ses vieux jours !", explique Emmanuel Petit, PDG de Mastercard France.

Le concept en lui-même n'a rien de révolutionnaire. C'est un programme de fidélisation, comme il en existe beaucoup avec des miles, des cadeaux ou des points.

Mais au sujet de Futuréo, les associations de consommateurs et d'usagers de banques sont particulièrement sceptiques. "Un Français en moyenne dépense 6.000 euros par an avec sa carte bleue. 0,5 % de 6.000 euros, ça fait 30 euros. Sur 25 ans, on totalise 750 euros. On est loin des 22.000 euros promis", calcule Thierry Saniez, de l'association de consommateurs CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie).

Il note également que l'inflation n'est pas prise en compte dans les calculs avancés par Mastercard et Futuréo. Or 22.000 euros dans 25 ans ne vaudront plus les 22.000 euros d'aujourd'hui.

Selon les associations de consommateurs, il demeure donc de nombreuses zones d'ombre autour de cette nouvelle carte de paiement. Mastercard promet de présenter les détails de cette offre lundi prochain. D'ici 5 ans, l'objectif de Futuréo est de séduire 600.000 clients en France.

Mathilde Lemaire (service Economie et Social)

--- 06/11/2010 20:27 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-question-d-argent-2010-11-06-perp-et-chomage-495461-22-24.html>]

PERP et chômage

Patrick Lelong - 10:46

Jean Louis a souscrit un PERP, un Plan d'Epargne Populaire sur lequel il ne peut plus faire de versement car il est au chômage et, puisqu'il ne paie plus d'impôt sur le revenu, il ne peut plus défiscaliser ses revenus. Il a effectué peu de versements et craint que la rente qu'il percevra grâce à ce PERP quand il sera en retraite soit très faible.

Les réponses de Patrick Lelong avec Célyne Bayt-Darcourt (3'32")

Pourra-t-il alors sortir en capital ?

Rappelons d'abord l'avantage fiscal : les déductions des cotisations versées dans un PERP sont déductibles du revenu global dans la limite.

Soit 10% des revenus nets professionnels plafonnés à 8 fois le plafond de la Sécurité sociale de l'année précédente. Donc 10% de 8 fois le plafond de la sécurité sociale de 2009, ce qui fait un maximum de 27 446 euros.

Et l'autre possibilité de déduction ?

10% du plafond de la Sécurité sociale de l'année précédente et cela fait 3 431 euros.

Quelle option choisir ?

Le contribuable retiendra l'option qui lui est la plus favorable. Parlons maintenant de la sortie à l'âge de la retraite...

Alors en rente ou en capital ?

La sortie se fait obligatoirement en rente, une rente viagère (donc servie toute la vie durant et réversible au profit par exemple de son conjoint). Une rente imposable selon la fiscalité des pensions de retraite, plus défavorable que l'imposition des rentes provenant d'un contrat d'assurance vie puisque, schématiquement, elle est quasiment identique à celle des revenus.

Donc pas de sortie en capital...

Il existe une exception qui permet de sortir en capital. Une exception, pour ceux qui prennent des notes, consignée dans l'article A 160-2 du Code des assurances.

Et que dit cet article ?

Que le versement peut être fait en capital, donc payé en une seule fois si et seulement si, comme on dit en mathématiques, les arrérages, donc la rente, sont inférieurs à 40 euros par mois.

On ne connaît pas le montant des versements accumulés par Jean-Louis mais, pour se rendre compte, ça fait un capital maximum accumulé de combien ?

A vérifier tout de même parce que les montants de la rente dépendent aussi de l'âge de sortie quand on prend sa retraite mais c'est un montant inférieur à 15 000 euros

Pas d'autres possibilités de sortir en capital ?

Si, il existe deux exceptions encore "plus exceptionnelles". S'il s'agit d'une première accession à la propriété d'une résidence principale, peu importe qu'il s'agisse d'une acquisition dans l'ancien ou le neuf. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que le déblocage en capital, capital soumis à l'impôt lui aussi, n'est possible que pour une première acquisition. Si on a été propriétaire à une autre période de sa vie, l'exception n'est pas applicable et seulement pour une résidence principale.

Et la seconde "exception exceptionnelle" ?

Alors là, c'est plus triste. C'est quand il survient un accident de la vie. Invalidité, perte du droit aux allocations chômage et cessation d'activité, pour ceux qui ne sont pas salariés, mais seulement après une liquidation judiciaire.

C'est effectivement très précis et limitatif.

Je voudrais revenir sur la déduction du revenu global des cotisations évoqué en début de chronique pour préciser un point important que l'on oublie trop souvent.

La limite des déductions du revenu global est une enveloppe qui concerne bien évidemment le PERP mais aussi ce que l'on appelle les articles 83 qui concernent les contrats retraites d'entreprise, la Préfon des fonctionnaires, la loi Madelin pour les travailleurs non salariés, ou encore les cotisations versées dans un PERCO.

--- 06/11/2010 20:27 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-justice-police-2010-11-06-espionnage-de-journalistes-claude-gueant-porte-plainte-contre-495621-9-11.html>]

Espionnage de journalistes : Claude Guéant porte plainte contre Médiapart France Info - 13:01

Le secrétaire général de l'Élysée annonce qu'il va déposer plainte contre Médiapart pour "diffamation par voie de citation directe", après les accusations d'espionnage journalistique dont il fait l'objet de la part du site d'information.

France Info -

©Reuters/ Jacky Naegelen

A l'origine de cette nouvelle affaire, un article publié ce mercredi par le Canard Enchaîné qui accusait Nicolas Sarkozy de superviser "personnellement" l'espionnage de certains journalistes chargés de la couverture d'affaires sensibles, une allégation qualifiée de "totalement farfelue" par l'Élysée.

Selon l'hebdomadaire qui citait des sources anonymes au sein de la DCRI, "un groupe" a même été monté à cette fin, composé de "plusieurs anciens policiers des RG" qui "se procurent les factures détaillées du poste fixe et du portable du journaliste à espionner".

Jeudi, Médiapart est allé plus loin en citant Claude Guéant comme étant chargé des opérations de surveillance de certains journalistes qui enquêtent sur l'affaire Bettencourt, dans laquelle le nom du ministre du Travail, Eric Woerth, est cité.

Mediapart dit avoir des sources, qu'il ne nomme pas, qui affirment que les services de renseignement ont eu accès au relevé détaillé de communications téléphoniques des reporters. Il a été évoqué aussi une localisation des trajets des journalistes au moyen de leur téléphone portable.

Edwy Plenel, directeur de Mediapart, écrit sur le site : "On nous affirme que cette inquisition d'Etat est impulsée et coordonnée par le secrétaire général de l'Élysée lui-même, Claude Guéant". Il demande une enquête parlementaire.

--- 06/11/2010 20:27 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-social-2010-11-06-mobilisation-en-berne-contre-les-retraites-495659-9-44.html>]

Mobilisation en berne contre les retraites France Info - 17:24

375.000 personnes ont manifesté aujourd'hui, selon le ministère de l'Intérieur ; la CGT, elle, a compté 1,2 million de personnes. Très loin des 3 millions revendiqués jusque-là...

Actualisé à 18h

(c) REUTERS/ Gonzalo Fuentes

En tête du cortège parisien, François Chérèque(CFDT) et Bernard Thibault (CGT).

© REUTERS/ Gonzalo Fuentes

Cette fois c'est sûr : la mobilisation contre la réforme des retraites ne fait plus recette. Le ministère de l'Intérieur a compté aujourd'hui 375.000 manifestants, contre 560.000 le 28 octobre, date de la dernière journée de mobilisation.

La CGT, elle, est à 1,2 million, contre 2 millions il y a dix jours.

C'est la plus faible mobilisation enregistrée à Paris depuis le début de la contestation contre la réforme des retraites : 28.000 manifestants selon la police, 90.000 selon la CGT.

Au-delà de l'écart des chiffres - c'est une constante - ce qui est instructif c'est que cette fois le syndicat reconnaît une véritable décreue : 90.000 manifestants, contre 170.000 à Paris le 28 octobre, date de la dernière journée de manifestations. La police, à l'époque, en avait compté 31.000...

Situation similaire à Marseille, où l'on a compté entre 8.500 et 80.000 manifestants aujourd'hui. Contre 12.000 à 150.000 le 28 octobre.

Seule Toulouse, traditionnelle place forte de la contestation, semblait tirer son épingle du jeu : 13.000 à 110.000 manifestants aujourd'hui ; 15.000 à 120.000 il y a dix jours.

Déjà, le chiffre de la mi-journée n'était pas très bon : 142.000 manifestants sur toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, c'était 56.000 de moins qu'il y a dix jours.

Moins de monde dans les rues, aujourd'hui, contre les retraites... Cécile Aspe (1'13")

Toujours du monde, à Marseille... Olivier Martocq (0'56")

Cette baisse est "normale", a jugé François Chérèque, le patron de la CFDT. Pour une raison simple : la loi a été votée...

Au départ du cortège parisien, Bernard Thibault, pour la CGT, voulait y croire. Et annonçait "sans doute ce soir plus d'un million encore de personnes dans les différentes villes de France".

Quant à son homologue de Force ouvrière, il a mis les pieds dans le plat : Jean-Claude Mailly, tout en disant s'attendre à une faible participation, dénonçait "un certain gâchis dans la conduite du mouvement" par les syndicats (voir notre article). Lui avait demandé une grève interprofessionnelle pour bloquer le pays.

C'est tout la question du moment : quelle suite donner au mouvement ? D'ailleurs, faut-il en donner une ? On le sait, le principe d'une nouvelle journée de grève est arrêté pour la semaine du 22 au 26 novembre ; les syndicats doivent se retrouver dans la semaine pour en arrêter les détails. Sans garantie de succès.

La CGT, pour l'heure, n'en démod pas : "l'action peut légitimement se poursuivre" . Pas sûr que les autres syndicats lui emboîtent le pas...

--- 06/11/2010 20:28 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-asie-2010-11-06-indonesie-leger-repit-du-volcan-merapi-495648-14-17.html>]

Indonésie : léger répit du volcan Merapi

France Info - 15:46



Une première éruption le 26 octobre, une seconde hier - et le volcan ne semble pas prêt de se calmer, sur l'île de Java... Il a déjà fait 138 victimes et plus de 200 blessés - brûlures, problèmes respiratoires et fractures...

Une trentaine de vols internationaux ont été annulés, à Djakarta.

(c) REUTERS/ Beawiharta

Aujourd'hui, dans le village de Ketep, au centre de l'île de Java.
© REUTERS/ Beawiharta

Un léger répit aujourd'hui. Mais le volcan Merapi gronde toujours, et continue à émettre des nuages de cendres et de lapilli, des fragments de roches à plus de huit kilomètres de haut. C'est d'ores et déjà la plus forte éruption du volcan depuis un siècle. Elle a fait 138 victimes. ET plus de 200 blessés.

Depuis le 26 octobre, le volcan s'est donc réveillé. Une première éruption le 26, une seconde hier... L'île de Java étouffe sous un nuage de cendres. Et la situation ne semble pas prête de se calmer : contrairement aux attentes des vulcanologues indonésiens, les éruptions répétées n'ont pas réduit la pression qui s'accumule sous le dôme de magma - ces éruptions, au contraire, s'intensifient. Et pourraient durer plusieurs semaines.

En une semaine, plus de 170.000 personnes, qui habitaient sur les pentes fertiles du volcan, ont dû être évacuées. Vers des camps aujourd'hui bondés.

Conséquence indirecte de cette éruption, plus de 30 vols internationaux ont été annulés aujourd'hui, en provenance et à destination de la capitale, Jakarta, pourtant située à 450 kilomètres de là... Parmi les onze compagnies ayant annulé des vols, figurent dix internationales : Singapore Airlines, AirAsia, Emirates, Malaysia Airlines, JAL, Turkish Airlines, Lufthansa, China Airlines, Korean Air et Tiger Air ainsi que la compagnie indonésienne Mandala,

Les liaisons devraient rester perturbées demain entre l'Indonésie, le reste de l'Asie, le Proche-Orient ou l'Europe.

--- dimanche 7 novembre 2010-3 ---

--- 07/11/2010 20:27 ---

[source: <http://www.gauchemip.org/spip.php?article13826>]

La Grande Régression (ce nouveau livre de Jacques Généreux est paru) vendredi 22 octobre 2010.

Source : <http://jacquesgenereux.fr/>

1) Le capitalisme financier de notre temps déploie une dynamique qui mène le monde à la ruine de l'écosystème et à la catastrophe politique

par Jean-Luc Mélenchon

Comme vous ne pouvez l'ignorer, compte tenu du barouf, mon livre « qu'ils s'en aillent tous, vite la révolution citoyenne », est en librairie et grands points de vente depuis le 13 octobre. En même temps est paru le 15 octobre, aux Éditions du Seuil, celui de Jacques Généreux, « La grande régression » (277 pages, 18 €). Jacques Généreux a déjà publié plus d'une vingtaine d'ouvrages. Longtemps militant au Parti socialiste, il a participé en novembre 2008 à la fondation du Parti de Gauche., Il était tête de liste du « Front de gauche » aux dernières élections européennes. Il est aujourd'hui Secrétaire national à l'économie de notre parti. Ceux qui veulent mieux comprendre la cohérence de l'orientation de l'équipe nationale des animateurs du Parti de gauche doivent savoir que les deux livres se lisent à l'intérieur d'une seule argumentation. En résumé, très sommaire : le capitalisme financier de notre temps déploie une dynamique qui mène le monde à la ruine de l'écosystème et à la catastrophe politique. Il faut en finir avec lui. Nos deux livres expliquent. L'un (le sien) dit pourquoi, l'autre (le mien) dit comment. Voici comment Jacques Généreux

présente son travail. « Durant les vingt premières années de ma vie, j'ai grandi dans un monde où le destin des enfants semblait naturellement devoir être plus heureux que celui de leurs parents ; au cours des trente suivantes, j'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur. En une génération, la quasi-certitude d'un progrès s'est peu à peu effacée devant l'évidence d'une régression sociale, écologique, morale et politique, la « Grande Régression » qu'il est temps de nommer et de se représenter pour pouvoir la combattre. »

Sous le nom de « Grande Régression », Jacques Généreux caractérise, un moment charnière de l'histoire moderne, qui s'étend des années 1980 à nos jours. La grande régression c'est « le moment où, à rebours de ce qu'avaient jusqu' alors entrepris toutes les sociétés (primitives, traditionnelles ou modernes), on a commencé d'abolir les limites territoriales, politiques et morales qui limitaient le mobile de l'intérêt personnel et le pouvoir de l'argent. » Cette bifurcation de la civilisation commence avec la victoire des néolibéraux qui livrent le monde à la libre compétition des intérêts et au pouvoir exorbitant des gestionnaires de capitaux. Elle se poursuit par un vaste mouvement réactionnaire qui répond au désordre économique, social et moral engendré par le néolibéralisme. La mondialisation du « modèle » néolibéral était censée diffuser partout les acquis de la modernité occidentale. En réalité elle déconstruit ces acquis dans le monde occidental lui-même. « La promesse du progrès s'évapore dans l'autodestruction du système économique et le saccage des écosystèmes ; la cohésion sociale se dissout dans le culte du chacun pour soi, le communautarisme, l'incivilité, la ghettoïsation ; l'État de droit s'efface devant l'État privatisé au service d'intérêts particuliers ; la démocratie recule au profit d'un soft fascisme mêlant des politiques sécuritaires liberticides, le mépris du suffrage populaire, la manipulation de l'opinion, le gouvernement par la peur, etc. ; pour finir, l'obscurantisme, l'addiction aux marchandises ou encore la soumission des travailleurs progressent plus sûrement que l'autonomie des individus. » Jacques Généreux montre comment ces aspects si divers d'une crise de civilisation « font système ». « Après la Grande Régression, pourrait donc advenir une « Nouvelle Renaissance ». La seule question est de savoir si, pour cela, il nous faudra d'abord aller au bout de la régression, jusqu'à l'effondrement, ou « si des forces politiques authentiquement progressistes pourront opérer à temps la bifurcation démocratique qui nous sortira de la « dissociété de marché » pour renouer avec le progrès humain ».

Source : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/20...>

2) Premières pages de mon prochain livre

par Jacques Généreux

Durant les vingt premières années de ma vie, j'ai grandi dans un monde où le destin des enfants semblait naturellement devoir être plus heureux que celui de leurs parents ; au cours des trente suivantes, j'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur. En une génération, la quasi-certitude d'un progrès s'est peu à peu effacée devant l'évidence d'une régression sociale, écologique, morale et politique, la « Grande Régression » qu'il est temps de nommer et de se représenter pour pouvoir la combattre.

Car la première force des malades et des prédateurs qui orchestrent cette tragédie est leur capacité à présenter celle-ci comme le nouveau visage du progrès. Et leur première alliée, c'est la perméabilité des esprits stressés, trop heureux de s'accrocher à n'importe quelle fable qui fasse baisser d'un cran la pression et l'angoisse. À l'âge de la démocratie d'opinion, les réactionnaires ne peuvent se contenter de démolir l'acquis des luttes passées en faveur d'une vie meilleure pour tous ; il leur faut aussi anesthésier les résistances, susciter l'adhésion ou la résignation de leurs victimes ; ils doivent remporter une bataille culturelle dont l'enjeu est de nous faire aimer la décadence.

Ainsi espère-t-on, par exemple, nous persuader que la nécessité de « travailler plus pour gagner plus » est une avancée sociale, que le droit de renoncer volontairement à nos droits sociaux étend notre liberté, que la construction de prisons d'enfants améliore la sécurité, que l'expansion des biocarburants contribue au « développement durable », etc. Mais la substance réelle de ces soi-disant « progrès », c'est l'intensification du travail, la servitude volontaire, l'impuissance à éduquer mieux nos enfants et la destruction des forêts vierges ! Si nous laissons s'installer cette ultime perversion du discours politique, alors, à chaque fois qu'on nous annonce une « nouvelle liberté », il faut redouter une aliénation supplémentaire de nos droits,

et chaque « réforme pour aller de l'avant » peut masquer un grand bond en arrière.

Il est aussi tant de régressions qui désormais avancent sans masque : les « démocraties libérales » lamment les libertés publiques, emprisonnent les enfants et les fous, envahissent des pays qui ne leur ont rien fait ; les travailleurs se tuent au travail littéralement et non plus seulement métaphoriquement ; le fondamentalisme religieux et l'obscurantisme prospèrent ; l'incivilité envahit les cours de récréation et les rues ; l'obscène cupidité des riches détruit les systèmes financiers et affame les pays pauvres, etc. Où que l'on porte le regard, on a toutes les chances de constater comme une inversion du mouvement, à rebours de ce que nous avions jusqu' alors appelé « le progrès ».

... à suivre

--- 07/11/2010 20:51 ---

[source: <http://jacquesgenereux.fr/>]

Le gouvernement par la peur

Extrait de mon nouveau livre : La Grande Régression (vient de paraître au Seuil)

Par Jacques Généreux • Tribune ouverte • Jeudi 21/10/2010 • 0 commentaires • Version imprimable

Le gouvernement par la peur

Certes, le désordre moral est bien réel, j'y ai assez insisté, mais il est indissociable du désordre social et il n'a d'autre solution que sociale. On ne naît pas déviant, on le devient dans une histoire sociale qui n'exonère personne de sa responsabilité, ni l'individu ni la société où celui-ci a grandi sans l'avoir choisie. Aucune invective, aucune punition, aucune opération de police n'effacera cette histoire sociale déviante et n'empêchera que d'autres individus ratent à leur tour l'apprentissage de la vie en société. Combattre le désordre moral suppose donc, primo, une société décidée à replacer l'intérêt général du bien vivre ensemble au-dessus de l'intérêt personnel et, secundo, une société disposée à investir en priorité dans l'éducation et l'accompagnement de ses enfants vers l'âge adulte et la citoyenneté.

Or, les néolibéraux font exactement l'inverse de ce qui est nécessaire pour combattre le désordre moral. Ils détruisent l'idée même d'intérêt général en faisant l'apologie permanente de la rivalité et du mobile de l'intérêt personnel, en déployant un système économique qui fait exploser les inégalités et qui ne profite qu'à une minorité dominante, en sauvant les prédateurs qui déclenchent les crises financières, en mettant tous les moyens de la puissance publique au service d'intérêts privés. Ceux qui stigmatisent tant le désordre moral sont aussi ceux qui mènent la plus immorale des politiques et diffusent la plus immorale des philosophies politiques. C'est que, en vérité, ils se fichent bien de restaurer une morale qu'ils n'ont pas eux-mêmes ; ils n'invoquent sans cesse la morale qu'à la seule fin de détourner l'attention du désordre social.

Mais, à défaut de combattre vraiment le désordre moral, les néolibéraux doivent bien affronter le désordre tout court. En effet, le recul de la solidarité, l'explosion des inégalités, la ghettoïsation, le relativisme moral, le défaut d'éducation démocratique, tous ces facteurs entraînent partout la montée de l'incivilité et de la violence. Face à la délinquance engendrée par leur « modèle » de société, les néolibéraux soutiennent une politique de répression policière et pénale parfaitement inefficace puisque, par définition, une telle politique ne s'attaque pas aux sources morales et sociales de la violence.

(...)

De grandes « démocraties » occidentales ont ainsi engagé leur régression vers un État gendarme qui enferme au lieu d'éduquer, qui lamine les libertés publiques au lieu de les protéger et qui, pour finir et au nom de la «sécurité», rend La régression sociale, morale et politique lui-même la société plus « insécure » et plus violente. Il faudrait ajouter : plus injuste et donc plus illégitime, car la «tolérance zéro» contre les infractions à la loi ne s'applique qu'aux simples citoyens et aux pauvres, lesquels ont vite fait de la rapporter à la tolérance maximale dont jouissent les patrons qui violent la législation du travail ou les spécu-

lateurs qui ruinent l'économie nationale.

Cette politique répressive ne réprime en réalité pas grand chose. Si l'on exclut les artifices statistiques dans la mesure des performances policières, la délinquance et la criminalité globales sont très peu affectées par l'inflation des politiques sécuritaires. Mais, surtout, les violences physiques et le sentiment d'insécurité augmentent régulièrement dans la plupart des sociétés industrielles avancées, indépendamment des politiques pénales ou policières. Rien d'étonnant à cela pour qui a compris les sources réelles de la déviance sociale. Mais alors, pourquoi diable les gouvernements s'obstinent-ils dans une politique et un discours sécuritaires qui n'ont en réalité aucune prise sur les maux qu'ils prétendent combattre?

À défaut de pouvoir sonder leurs intentions personnelles, l'analyse rigoureuse doit souvent se contenter de déceler la logique poursuivie de fait par les gouvernements. En l'occurrence, la fonction effective des politiques sécuritaires n'est évidemment pas d'assurer la sécurité, mais de nourrir la peur qui les justifie et qui entretient le primat bestial de la sécurité physique sur toutes les autres aspirations sociales. (...)

Nous voilà face à une nouvelle inversion caractéristique de la Grande Régression. Pendant deux siècles, et même pour les partisans d'un État minimal, le seul bien public unanimement reconnu comme tel, la seule fonction inaliénable de l'État fut longtemps la sécurité des personnes, la protection publique contre les agressions intérieures ou étrangères. Or, désormais, l'État privé ne cherche plus à produire de la sécurité, mais de l'insécurité ! C'est en effet moins cher et politiquement plus rentable... à court terme. Une véritable sécurité publique coûterait de fait trop cher aux riches qui devraient payer pour protéger les pauvres, principales victimes de l'insécurité réelle. Un vrai progrès de la sécurité supposerait des investissements massifs pour l'éducation publique, l'encadrement extrascolaire de la jeunesse et la reconstruction de vraies «cités». Il supposerait aussi une révolution culturelle instituant le primat de la coopération sur la rivalité, de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, et donc une révolution du système économique et social.

Il est parfaitement clair que la sécurité réelle ne peut constituer la finalité d'une politique qui repose sur l'institution d'un état de guerre incivile, c'est-à-dire la rivalité permanente et exacerbée au sein même de la cité. Pour les néolibéraux et les néoconservateurs, la sécurité effective des personnes relève désormais surtout de la responsabilité de chacun, c'est un bien essentiellement privé. En revanche, l'insécurité est devenue un bien public ! L'État privé s'attache en effet manifestement à produire de la peur, de l'insécurité ressentie. La peur est incomparablement plus aisée et moins coûteuse à produire que la sécurité. En fait, elle ne coûte rien aux riches, elle se répand sans frais par le discours public, par la presse et par la télévision marchande. En effet, sur un marché libre de la communication audiovisuelle, la course à l'audience, au sensationnel, au spectaculaire a vite fait de l'emporter sur le journalisme et l'information rigoureuse.

Le paradoxe et la perversité de la régression ainsi engagée sont que la production de la peur, motivée par les seuls profits marchands (pour les médias) et électoraux (pour la droite réactionnaire), est aussi un bien public, dans la mesure où elle exerce une réelle fonction d'utilité publique. Dans une société minée par la rivalité et l'injustice, qui nourrit le stress, la frustration et la rancœur dans une large fraction de la population, une société qui chemine ainsi en permanence au bord de l'insurrection, il faut bien détourner l'attention vers une préoccupation triviale et universelle qui tient encore les gens ensemble. La peur pour sa propre sécurité remplit une fonction de maintien de l'ordre. Au lieu de se révolter contre la dissociété qui les désunit, les individus l'approfondissent en se retranchant contre un ennemi imaginaire; alors ils sont tenus ensemble grâce à la peur née de leur désunion. La place de l'Autre se trouve ainsi occupée par la peur de l'Autre.

Raison de plus pour se regrouper entre semblables.

La Grande Régression, p.234-239

--- 07/11/2010 20:52 ---

[source: <http://granderegression.viabloga.com/>]

Ils en parlent

*

"... Jacques Généreux donnerait presque raison à la superstition de ceux qui pensent que le nom finit par commander la personnalité.

... un livre pogramme aussi vigoureux qu'iconoclaste

... D'une grande richesse d'idées et d'information..." Christian Godin dans Marianne

Morceaux choisis du chapitre introductif

Pour exprimer vos avis et commentaires rdv sur le FORUM DES LECTEURS

(Contact presse : Caroline Gutmann : 01 41 48 84 84)

Durant les vingt premières années de ma vie, j'ai grandi dans un monde où le destin des enfants semblait naturellement devoir être plus heureux que celui de leurs parents ; au cours des trente suivantes, j'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur. En une génération, la quasi-certitude d'un progrès s'est peu à peu effacée devant l'évidence d'une régression sociale, écologique, morale et politique, la «Grande Régression» qu'il est temps de nommer et de se représenter pour pouvoir la combattre.

Car la première force des malades et des prédateurs qui orchestrent cette tragédie est leur capacité à présenter celle-ci comme le nouveau visage du progrès. Et leur première alliée, c'est la perméabilité des esprits stressés, trop heureux de s'accrocher à n'importe quelle fable qui fasse baisser d'un cran la pression et l'angoisse. À l'âge de la démocratie d'opinion, les réactionnaires ne peuvent se contenter de démolir l'acquis des luttes passées en faveur d'une vie meilleure pour tous; il leur faut aussi anesthésier les résistances, susciter l'adhésion ou la résignation de leurs victimes; ils doivent remporter une bataille culturelle dont l'enjeu est de nous faire aimer la décadence.

La Grande Régression, p.9

On peut bien préserver tous les autres traits apparents de la civilisation, mais si l'on perd le désir et la capacité de faire progresser l'égalité, la solidarité et la convivialité entre les hommes, la plus avancée des sociétés peut sombrer dans la barbarie; telle est la leçon du xxe siècle, où l'on vit des peuples - ô combien brillants par leur culture! - s'abîmer dans l'horreur totalitaire. La leçon peut se résumer ainsi : entre les êtres humains, le seul progrès qui compte vraiment, c'est le progrès social, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire l'extension de leur capacité à faire société, à vivre bien avec autrui et tous ensemble. Sans ce dernier, le progrès des connaissances et des techniques ne protège aucune civilisation contre une régression et, pire encore, il peut servir à sa destruction. Quand les humains perdent de vue la priorité qui a présidé au processus même de l'humanisation - la constitution et le renforcement de leur alliance - et s'adonnent au culte de l'accumulation et de la compétition, alors l'essor de leurs techniques n'étend plus que leur capacité à se combattre et à épuiser leur Terre. Ainsi meurent les civilisations, par la guerre ou par la destruction de leur écosystème.

La Grande Régression, p.12

Car la peur du désordre et des catastrophes ne soutient jamais l'aspiration au progrès social. Dans un monde à feu et à sang, tout comme dans un cinéma en flammes, des individus atterrés et dissociés ne revendiquent pas la justice et la solidarité, ils sauvent leur peau et n'espèrent qu'un retour à l'ordre. La victoire de la peur soutient toujours celle de la droite conservatrice, quand ce n'est pas celle des fascistes. De tout temps, les classes dominantes ont exploité et amplifié la hantise d'une agression étrangère, d'une catastrophe économique ou d'un désastre naturel, pour reléguer l'exigence de justice derrière le souci de l'ordre public et pour masquer la scandaleuse inégalité des conditions de vie sous le factice intérêt général de la survie.

La Grande Régression, p.14

Qu'advierait-il du capitalisme si, en ces temps de crises financières récurrentes, de déshumanisation du travail, de saccage du monde vivant par des investisseurs en quête de profits éclairs, de délitement des liens sociaux, d'injustices insoutenables, de désordre international, etc., qu'advierait-il donc du capitalisme si nous étions soudain inspirés par le souvenir de nos ancêtres et conventions de la nécessité d'une bifurcation historique vers une autre société ? Quel serait l'avenir des profiteurs de notre économie inhumaine si nous comprenions, avec le recul, que la sagesse de nos grands-parents fut de s'écarter autant qu'ils le purent du capitalisme, et que leur testament implicite nous enjoit d'achever le travail en inventant autre chose ? Poser ces questions, c'est y répondre ! Voilà pourquoi, aujourd'hui, les artisans de la Grande Régression s'emploient si activement à ridiculiser le souvenir d'un autre monde, à brouiller la mémoire des survivants d'une époque où le progrès social semblait, mieux que souhaitable, possible ! Et le récent engouement pour le « devoir de mémoire », voire de « repentance » pour tous les crimes de nos aïeux, ne doit pas faire illusion. C'est précisément quand l'horreur du monde présent risque de réveiller les souvenirs d'autres mondes possibles que les profiteurs s'emploient à occuper nos mémoires par des souvenirs choisis et suffisamment glauques ou douloureux pour nous saturer d'émotion, endormir notre réflexion et neutraliser d'autres souvenirs plus subversifs.

La Grande Régression, p.16

Contrairement au discours convenu, la prospérité et les progrès sociaux accomplis durant les Trente Glorieuses ne manifestèrent en rien la prétendue supériorité du capitalisme et de l'économie de marché. Ils manifestèrent au contraire tout ce qu'une société peut gagner à s'éloigner autant qu'elle le peut du capitalisme et de l'économie de marché.

La Grande Régression, p.17

Aucune société ne remonte le temps, et il importe de comprendre la portée de cette trivialité chronologique : aujourd'hui est l'enfant d'hier. Si nous étions en capacité de reproduire l'ensemble des conditions prévalant dans une phase précédente, nous ne ferions que restaurer le contexte qui a engendré la société d'aujourd'hui. Si donc la société présente a tous les traits d'une société inhumaine, on a mieux à faire que de regretter l'impossible retour du monde qui en prépara l'avènement. Je n'invite donc pas ici à la nostalgie des Trente Glorieuses, mais à leur analyse. Il s'agit de déceler quelles leçons nous pourrions en tirer pour transformer la société, en sorte d'échapper précisément à la Grande Régression sur quoi elles débouchèrent finalement.

La Grande Régression, p.21

J'insiste en revanche sur ceci : le retour prévisible de catastrophes économiques et financières mondiales n'est pas ici mon souci majeur, même si, au moment où j'écris ces lignes, le capitalisme est tout affairé à digérer les méfaits d'une nouvelle crise mondiale. La fameuse « crise », en effet, aussi dure soit-elle pour ses véritables victimes, est peu de chose en regard de la pathologie générale, sociale, morale et politique dont je veux ici vous avertir ; elle n'est qu'un avatar du mouvement plus vaste de régression de la civilisation moderne, civilisation en bout de course qui a commencé de s'affaïsser sur elle-même, comme étrangement victime de son propre succès.

La Grande Régression, p.38

Mais la généralisation planétaire du « modèle » occidental est insoutenable pour bien d'autres raisons [que les raisons écologiques et économiques], des raisons parfois d'autant moins spectaculaires qu'elles sont plus profondes. L'évidence des impasses économiques et écologiques où nous a menés la mondialisation du capitalisme peut masquer à la fois la perversité plus générale de ce système et la nécessité de dépasser la seule critique du capitalisme pour saisir le mouvement plus large de la civilisation dans laquelle celui-ci s'inscrit. Les impasses de notre modèle de développement ne sont que les symptômes les plus évidents d'une déraison de la raison moderne, d'une pathologie collective développée au cœur même de

notre civilisation et qui semble conduire celle-ci à s'autodétruire. C'est là, du moins, ce que j'entends démontrer.

La Grande Régression, p.41

Le chapitre 2 néglige l'écume des crises présentes pour scruter davantage la vague de fond systémique qui les porte depuis l'aube de la société industrielle moderne. Nous verrons ainsi comment la dynamique du capitalisme et du « marchésisme » porte en elle-même l'engrenage d'une régression générale, en offrant aux détenteurs de l'argent (du capital) un potentiel inédit de domination. La Grande Régression se déploie à un moment donné (années 1980) d'une longue histoire qui oppose la pulsion dominante du capital à la résistance des autres acteurs de la société : le moment où toutes les digues qui contenaient le pouvoir de l'argent se sont affaïssées. Jusqu'alors, le capitalisme avait dû s'adapter aux résistances de la société ; désormais, c'est la société qui doit s'adapter aux exigences des gestionnaires de capitaux. Cette inversion du rapport dialectique entre capitalisme et société est l'essence de la Grande Régression.

Nous verrons aussi qu'il s'agit là d'un processus politique organisé et non d'une fatalité historique indépendante de la volonté des gouvernements. Il faudra donc déconstruire deux mythes complémentaires qui structurent aujourd'hui la croyance commune : la « disparition des marges de manœuvre nationales dans un monde globalisé » et la « nécessité de retenir et d'attirer les riches sur nos territoires ».

Durant les trois premières décennies de la régression néolibérale, le rôle et le poids des États ont en réalité progressé. L'État-nation n'a pas reculé, il a été privatisé, il a mobilisé sa puissance au service d'intérêts privés. En fait, ce n'est pas l'intensification « naturelle » de la compétition mondiale qui a contraint les nations aux mêmes politiques néolibérales ; ce sont, au contraire, ces politiques qui ont installé la compétition généralisée pour briser les résistances et les digues qui réprimaient jusqu'alors le pouvoir du capital. La vague de fond enfouie sous l'écume des crises est la victoire d'une stratégie de guerre sociale qui a livré la société tout entière aux pulsions prédatrices d'une minorité de gagnants.

Les effets de cette vague qui déferle encore jusqu'à nos jours sont analysés dans les chapitres 3 et 4. Nous ne sommes pas confrontés à « une crise », mais à une multitude de désastres affectant toutes les dimensions de la vie des sociétés et des êtres humains : l'économie, la finance, les écosystèmes, les rapports sociaux, la politique, la santé, l'équilibre psychique, la morale, les relations internationales... L'impressionnante conjonction de tous ces dérèglements n'est pas une coïncidence : ils font système, ils participent d'une sorte de marche arrière générale de la civilisation moderne. En laissant libre cours à la jouissance individuelle et à la compétition des individus, les sociétés modernes finissent par cumuler tant de désordres économiques, écologiques, psychologiques et sociaux qu'elles ne peuvent plus tenir sans remettre en cause la liberté et la démocratie. Plus troublant encore, il apparaît que, face à chacune des impasses où viennent buter les sociétés modernes, celles-ci n'entrevoient pas les chemins ouverts pour les contourner et s'entêtent à rebrousser chemin pour venir à nouveau se fracasser sur les mêmes obstacles. Ainsi se dessine un piège systémique qui paraît noué par une vaste régression de l'intelligence et par l'alliance politique victorieuse des cyniques, des fanatiques et des imbéciles.

La Grande Régression, pp.42-44

Telle est précisément la situation paradoxale de la Grande Régression dans des sociétés prétendument démocratiques : tandis qu'une minorité semble profiter outrageusement d'une dynamique destructrice pour la vie du plus grand nombre, aucune force politique majoritaire n'émerge pour imposer une autre voie !

La Grande Régression, p.45

Ceux qui prétendent qu'une autre voie est possible et conforme à l'intérêt du plus grand nombre doivent donc, de toute urgence, reporter des études superflues sur les ultimes raffinements de leur programme et s'attaquer à l'énigme dont se gaussent leurs adversaires. Comment des « idées fausses » et un « système insoutenable » pourraient-ils persister aussi longtemps dans des nations où le simple vote d'une majorité d'électeurs permet de changer d'orientation tous les quatre ou cinq ans ? Je rappelle qu'à ce stade de l'ouvrage le chapitre 2 aura déjà évacué la réponse éculée selon laquelle les politiques nationales n'auraient

désormais plus aucune prise sur la réalité dans une économie mondialisée. Si donc les peuples ont encore la capacité de transformer leur société en changeant de politique, la soumission du plus grand nombre aux politiques qui nourrissent la Grande Régression suppose un étrange aveuglement général, une pandémie affectant l'entendement humain, ou l'oeuvre occulte d'un piège qui inhibe l'action collective.

Je soutiens précisément dans ce livre que les sociétés modernes ont développé une maladie de la pensée et un piège politique qui, en se renforçant mutuellement, rendent aujourd'hui improbable une renaissance pourtant à portée de leur main.

La Grande Régression, pp.45-46

Je montrerai ainsi que la régression n'est pas la simple inversion du mouvement du progrès moderne, mais un effet même de ce mouvement. La victoire politique des réactionnaires antimodernes se forge dans les impasses d'une hypermodernité. La revanche des obscurantistes sur les Lumières masque paradoxalement notre contamination générale par une maladie infantile de la pensée qui plonge ses racines au coeur même de la culture moderne.

On ne saurait donc échapper à la régression en restaurant les traits anciens d'une modernité qui aurait été dévoyée par tel groupe pervers ou telle circonstance fâcheuse. Il nous faut plutôt dépasser une modernité impuissante à tenir sa promesse, non pour l'abolir comme l'espèrent les «anti- Lumières» de tout poil, mais précisément pour en accomplir la promesse d'émancipation et de progrès pour l'humanité.

À partir de là se dessinent aisément les traits possibles d'une renaissance: un retour aux sources du projet moderne, non pour restaurer l'une ou l'autre des formes anciennes qui l'ont incarné, mais pour en retrouver l'esprit et l'énergie aujourd'hui nécessaires pour penser une nouvelle émancipation.

La Grande Régression, p.48

Mais dessiner une renaissance ne la fait pas advenir. La force matérielle et bien réelle des idées est indissociable de la force matérielle des intérêts, des technologies, des combats politiques et des institutions qui façonnent conjointement notre histoire. Aujourd'hui, comme naguère, de multiples penseurs sauraient bien indiquer à leurs contemporains les chemins possibles vers une autre société que la société de marché capitaliste, une nouvelle perspective pour le progrès humain. Mais, sans un débouché politique concret, ces nouvelles « Lumières » ne dissiperont guère l'obscurité au-delà de leurs bibliothèques. Ici se noue l'autre piège systémique qui entrave la renaissance. Je montrerai comment la dérive puis l'effondrement idéologique du camp progressiste et le dévoiement de la démocratie dans le marketing politique (entre autres facteurs) bloquent aujourd'hui une bifurcation décisive vers le progrès humain.

En dépit des apparences et de son titre, ce livre n'est pas pessimiste! Il dit au fond que la voie du progrès humain est connue et possible. Il annonce que nous sommes allés à peu près au bout de toutes les impasses des temps modernes. Tant et si bien qu'au bout de la Grande Régression où nous voilà bientôt rendus l'humanité devra bien, d'une manière ou d'une autre, prendre un autre chemin. La seule question est de savoir s'il nous faudra pour cela endurer la régression jusqu'à l'effondrement, ou si une nouvelle majorité authentiquement progressiste pourra engager à temps une grande transformation démocratique: celle qui nous sortira de la dissocativité de marché pour nous emmener vers la société du progrès humain. Constatez qu'une entreprise aussi simple à concevoir soit aujourd'hui hautement improbable peut être navrant et décourageant. Mais savoir qu'elle est aussi simple et ne dépend que de l'action humaine est plutôt enthousiasmant.

La Grande Régression, pp.49-50

Pour exprimer vos avis et commentaires
rdv sur le FOR

--- mercredi 10 novembre 2010-4 ---

--- 10/11/2010 22:45 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134319/la-reforme-des-retraites-promulguee/>]

RETRAITES La réforme des retraites promulguée

La loi portant sur la réforme des retraites a été promulguée ce mercredi par Nicolas Sarkozy, dès le lendemain de sa validation par le Conseil constitutionnel. Le texte est publié au Journal Officiel après deux mois de contestation dans la rue.

bourdinandco

Aussitôt validée par le Conseil constitutionnel, la loi sur la réforme des retraites a été promulguée par Nicolas Sarkozy et publiée au Journal Officiel ce mercredi.

Aussitôt validée, aussitôt promulguée. La loi portant sur la réforme des retraites a été promulguée ce mercredi par Nicolas Sarkozy, dès le lendemain de sa validation par le Conseil constitutionnel. Le texte est publié au Journal Officiel après deux mois de contestation dans la rue.

Après le feu vert du Conseil, Nicolas Sarkozy n'a pas attendu davantage pour promulguer le texte.

La loi prévoit le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans, et de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein. La durée de cotisation sera progressivement allongée pour pouvoir obtenir le taux plein.

Pour la première secrétaire du PS, Martine Aubry, la décision du Conseil constitutionnel est « purement juridique » et ne l'« empêche pas de continuer à critiquer une réforme tout aussi injuste qu'inefficace ».

Pour Nicolas Sarkozy, il y avait urgence à promulguer la loi avant d'organiser le remaniement de son gouvernement.

--- 10/11/2010 22:45 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134185/eva-joly-reclame-la-fin-du-nucleaire/>]

Eva Joly réclame « la fin du nucléaire »

Eva Joly, invitée ce mercredi de Bourdin Direct, prend pour la première fois une position tranchée sur le nucléaire. Elle réclame « la fin du nucléaire », un secteur sans avenir à ses yeux. Pour l'eurodéputée d'Europe Ecologie, il n'existe aujourd'hui « aucune solution pour le traitement des déchets ».

Eva Joly invitée de Bourdin Direct ce mercredi

Eva Joly, invitée ce mercredi de Bourdin Direct, prend une position tranchée sur le nucléaire pour la première fois.

Elle juge qu'il n'y a aujourd'hui « aucune solution pour le traitement des déchets » et demande « la sortie du nucléaire ».

Pour elle, il n'existe aucun garde-fou. « La Commission européenne dit aujourd'hui qu'elle va faire une directive pour le traitement des déchets nucléaires, comme si une directive pouvait régler le sort de ces déchets ! »

« Nous devrions tous manifester »

Dernier exemple en date, le convoi de déchets retraités à l'usine Areva de la Hague, ensuite expédiés à Gorleben (Allemagne). « Est-ce que vous savez que ce train transporte des matières radioactives équivalentes à deux fois Tchernobyl ? Est-ce que vous savez qu'il va être radioactif pendant des milliers d'années

et que nous ne savons pas comment le stocker ? Est-ce que vous le savez ça ? Nous devrions tous manifester ».

La probable candidate d'Europe Ecologie à la présidentielle de 2012 assure qu'elle aurait manifesté aux côtés des manifestants antinucléaires. « Oui et je regrette de ne pas m'être assise moi-même pour empêcher le train d'arriver. C'est uniquement en raison de mes responsabilités au Parlement que je n'ai pas pu ».

Pour retrouver l'intégralité du podcast de l'interview d'Eva Joly chez Jean-Jacques Bourdin, cliquez ici.

--- 10/11/2010 22:45 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134164/la-pauvrete-sinscruste-en-france/>]

PAUVRETE La pauvreté s'inscruste en France

En 2009, Le Secours Catholique a aidé 80 000 bénéficiaires supplémentaires, annonce l'association dans son rapport annuel rendu public ce mardi. De plus en plus de Français vivent sous le seuil de pauvreté (950 euros) et ont recours aux structures d'aide pour subsister.

bourdinandco - Philippe Gril

© Reuters Le Secours Catholique a aidé 1,5 millions de personnes en 2009, 80 000 de plus que l'année précédente.

En 2009, Le Secours Catholique a aidé 80 000 bénéficiaires supplémentaires, annonce l'association dans son rapport annuel rendu public ce mardi. De plus en plus de Français vivent sous le seuil de pauvreté (950 euros) et ont recours aux structures d'aide pour subsister.

Pour Pierre Levené, secrétaire général du Secours Catholique, « on est proche du scandale de laisser autant de gens avec si peu ».

Qui sont ces nouveaux pauvres ?

Au total, 1,5 million de personnes ont poussé la porte du Secours Catholique en 2009. Des chômeurs, des étrangers sans ressources et des étudiants, mais aussi des travailleurs pauvres.

Le plus souvent, les personnes les plus aidées vivent en moyenne avec 548 euros et ont plus de 40 ans ou vivent en famille avec des enfants.

Le nombre des bénéficiaires d'aide augmente. Une hausse expliquée par l'augmentation du nombre d'étrangers, avec ou sans papiers et, pour les Français actifs, par les effets de la crise, qui conjugue hausse du chômage et baisse du pouvoir d'achat.

Le Secours Catholique demande le relèvement des minima sociaux

Pour aider ces familles, le Secours Catholique réclame un relèvement des minima sociaux et des aides au logement. Concernant l'emploi, elle propose davantage de formations et de contrats à plein temps, tout en développant les crèches et les transports en milieu rural.

D'après le rapport, le « travail pauvre » n'a pas reculé en 2009 malgré la mise en place du RSA (revenu de solidarité active).

--- 10/11/2010 22:45 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/133548/pour-yves-jego-les-enseignants-ne-travaillent-pas-assez/>]

Pour Yves Jégo, les enseignants ne travaillent pas assez

Le député UMP Yves Jégo demande que le temps de travail des enseignants soit aligné sur celui des autres fonctionnaires. Pour lui, il est anormal que les collèges et les lycées ne soient ouverts que 165 jours par an. Tollé chez les enseignants.

La Rédaction d'RMC et Yann Abback

© RMC Le député UMP Yves Jégo demande que le temps de travail des enseignants soit aligné sur celui des autres fonctionnaires.

Yves Jégo demande aux enseignants de travailler davantage. D'après lui, les collèges et les lycées sont fermés au public 200 jours par an. Hier jeudi sur son blog, il a donc réclamé que le temps de travail des enseignants soit allongé et aligné sur celui des autres fonctionnaires (1600 heures par an). Ce qui permettrait à l'Education nationale de « mieux remplir sa mission, sans creuser un nouvel abîme budgétaire ! »

Tout part d'une petite devinette, postée sur le profil du réseau social Twitter du député UMP de Seine-et-Marne. « Connaissez-vous un service public fermé et inaccessible 200 jours par an ? » demande Yves Jégo. Réponse dans un billet publié sur son blog : il s'agit selon lui de « service public éducatif », en premier lieu les collèges et les lycées.

Pour Yves Jégo, une solution. Il faut « aligner le temps de travail des enseignants sur celui des autres fonctionnaires ».

Scandale chez les enseignants

Tollé chez les enseignants, qui rappellent que le temps de présence devant la classe est bien inférieur au temps réel de travail.

Pour Thierry Cadart, secrétaire général du Syndicat général de l'éducation (SGEN-CFDT), « la plupart des enseignants travaillent bien plus que 1600 heures par an, déjà aujourd'hui. Il n'y a pas que les cours et les corrections, il y a les réunions avec les parents, avec les équipes pédagogiques. Comment croyez-vous que se mettent en place les voyages scolaires ? On est sur une vision du décompte du temps de travail des collègues qui est complètement à côté de la plaque ».

De nombreux enseignants ont également réagi sur internet. Sur le réseau social Twitter par exemple, l'un d'eux écrit: « je vous invite à constater que monsieur Jégo a passé 18 jours à l'Assemblée en un an ».

Un autre utilisateur nommé Torr_reor dit: « qu'on lui donne un temps complet de prof de SVT en ZEP, on verra si 18h/semaine c'est pas assez ».

--- 10/11/2010 22:45 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134014/apparu-le-travail-benevole-des-chomeurs-une-excellente-idee/>]

B. Apparu : le travail bénévole des chômeurs, une « excellente idée »

Invité de Bourdin Direct ce lundi matin, le secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme Benoist Apparu trouve que le plan britannique qui prévoit de faire travailler gratuitement les chômeurs de longue durée est « une excellente idée ».

bourdinandco

© BFM TV Invité de Bourdin Direct ce lundi matin, le secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme Benoist Apparu trouve que le plan britannique qui prévoit de faire travailler gratuitement les chômeurs de longue durée est « une excellente idée ».

Invité de Bourdin Direct ce lundi, le secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme Benoist Apparu a montré de l'intérêt pour le plan britannique qui prévoit de faire travailler gratuitement les chômeurs de longue durée qui ont arrêté de chercher du travail.

« Sur le fond, je trouve que c'est une excellente idée. Moralement celui qui reçoit une allocation de la collectivité redonne quelque chose à la collectivité et reste dans la mécanique du travail me paraît plutôt une bonne chose ».

Mais pour Benoist Apparu, la mesure paraît, pour l'heure, difficile à appliquer en France. Pour lui, « c'est très compliqué à organiser parce que quand vous avez deux ou trois millions de chômeurs et un million de personnes au RMI, trouver une activité de 30 heures pour trois millions de personnes, c'est quelque chose d'excessivement compliqué à organiser ».

En GB, on veut « casser le cycle de la dépendance »

Pour conserver leur allocation, les chômeurs de longue durée britanniques devront maintenant effectuer bénévolement au moins 30 heures de travail gratuit par semaine pendant quatre semaines. Au programme, des travaux manuels ou d'entretien de la voirie au bénéfice de services municipaux et d'associations.

Pour le ministre du Travail, Iain Duncan Smith, « se présenter le matin à 9h et repartir l'après-midi à cinq heures » est pour eux l'occasion de « retrouver le sens du travail ». S'ils ne se présentent pas, la sanction sera immédiate: les allocations ne seront pas versées.

La mesure s'inscrit dans le cadre plus large d'un projet de réforme du système d'allocations chômage.

Pour retrouver l'intégralité du podcast de l'interview de Benoist Apparu chez Jean-Jacques Bourdin, cliquez ici.

--- vendredi 12 novembre 2010-5 ---

--- 12/11/2010 09:14 ---

[source: <http://www.clubic.com/connexion-internet/actualite-377378-neutralite-europe-internet-ouvert.html>]

Neutralité : l'Europe veut un Internet ouvert

Publiée par Olivier Robillart le Mardi 9 Novembre 2010

La Commission européenne rend sa copie. Elle avait ouvert le 30 juin dernier une vaste consultation sur le thème de la neutralité du réseau. Résultat : la plupart des 318 contributeurs estiment qu'il est important de « préserver le caractère ouvert de l'Internet ». Morceaux choisis.

Europe internet

Neelie Kroes, vice-présidente de la Commission se félicite du rapport : « La consultation publique que nous avons lancée a suscité des réactions très variées. Je me réjouis de poursuivre les discussions au cours du sommet, qui viendra lui aussi alimenter nos travaux sur la neutralité de l'internet ». Précisément, plusieurs thèmes ont été abordés comme la gestion du trafic, la transparence des opérateurs ou encore la qualité de service.

Plusieurs propositions ont été émises par la Commission. Tout d'abord, au sujet du filtrage et des méthodes comme le DPI (Deep Packet Inspection) l'Europe note que « certains s'inquiètent du fait que cet outil pourrait être détourné pour favoriser un service au détriment d'un autre. Les logiciels d'inspection de paquets comportent également des risques pour la protection des données personnelles ». Une prise en compte d'une certaine tendance donc...

Autre sujet à critiques, les pratiques de certains opérateurs en matière d'offres commerciales. Des demandes ont donc été formulées afin que la Commission clarifie la distinction entre les services sans garantie de performance et les services gérés. La question centrale est alors de savoir si les opérateurs pourront à l'avenir proposer du débit garanti en augmentant de quelques euros leurs tarifs.

De même, la Commission s'inquiète du blocage des services téléphoniques comme la VoIP et de la limitation de la bande passante. En règle générale, les critiques portent donc sur le risque de voir émerger une certaine « taxation de l'innovation ».

Les discussions devraient se poursuivre le 11 novembre prochain. Un sommet sur la neutralité d'Internet sera organisé avec à la table des négociations, la Commission et le Parlement européen examineront un rapport sur le même thème. Cette fois, c'est la classe politique qui devrait entrer dans le dur des discussions...

--- 12/11/2010 09:20 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523247/hadopi-mode-demploi-pour-se-defendre/>]

Hadopi : mode d'emploi pour se défendre

Vous venez de recevoir une recommandation de la Hadopi alors que vous êtes certain de ne pas avoir commis d'acte de piratage. Pas de panique ! Voici comment réagir.

Valérie Quélier et Stéphane Viossat

Micro Hebdo

le 10/11/10 à 16h49

laisser un avis

laisser un avis

envoyer

par mail

imprimer

l'article

Partager |

La saison de la chasse aux pirates est ouverte ! Au début du mois d'octobre, la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) envoyait par courrier électronique les premiers rappels à l'ordre aux internautes soupçonnés de téléchargement illicite. C'est le début d'une campagne massive de lutte contre le piratage. A terme, près de 10 000 avertissements devraient partir chaque jour de la Hadopi.

Malgré leurs déclarations, les pouvoirs publics ont sous-estimé un risque : des internautes pourraient être pris dans les filets injustement et sans comprendre pourquoi. Les responsables de la Hadopi n'ont eu de cesse d'expliquer que la Haute Autorité n'ouvrirait pas uniquement pour les ayants droit, mais garantissait le droit de tous. Aussi bien les ayants droit que les internautes poursuivis. Et assurait que la procédure répondrait à toutes les exigences d'une poursuite pénale.

Demandez des explications à la Hadopi

La Hadopi réfute, en effet, toute assimilation à une automatisation en assurant que, tout au long de la procédure, le dialogue serait maintenu avec les internautes concernés. Bref, une véritable « ouverture »... alors que le volume quotidien de saisines indique tout le contraire. On se demande comment trois magistrats pourraient individualiser le traitement de plusieurs dizaines de milliers de dossiers par jour.

Aussi, ce que la rédaction de Micro Hebdo (magazine du groupe Nextradio TV, comme 01net.) vous propose, ici, si vous recevez une recommandation de la Hadopi, c'est justement de sortir de cette automatisation.

La première des attitudes à adopter consiste à vous assurer qu'aucun téléchargement illégal n'aura lieu depuis votre accès à Internet dans les six mois à venir. Ensuite, il est important que vous répondiez, par lettre recommandée avec accusé de réception, en demandant des explications et en faisant des observations qui réclament des réponses détaillées.

Nous vous proposons un modèle de lettre type, que vous pouvez réutiliser en remplissant les champs laissés vides (date de réception de l'avertissement, adresse IP, etc.). Mais attention, la riposte graduée est issue d'une volonté politique ! En répondant à la recommandation, vous n'arrêterez pas la volonté de la Haute autorité d'aller jusqu'au bout...

Télécharger notre modèle de lettre de contestation

N'hésitez pas à nous tenir au courant de la réponse (ou de l'absence de réponse) de la Hadopi si vous utilisez cette lettre, que nous vous invitons à faire circuler. Vous pouvez nous écrire à l'adresse redaction@microhebdo.com.

Les arguments pour vous défendre

agrandir la photo

UNE OBLIGATION DE MOYENS

[...] L'ordinateur qui sert à se connecter peut lui-même être compromis, même avec un antivirus et un pare-feu installés. L'obligation qui m'est donc faite ne peut être considérée que comme une obligation de moyens, et non une obligation de résultats [...]

Ce que l'on vous reproche, c'est d'avoir été « négligent » dans la sécurisation de votre connexion à Internet. Pourtant, aucun moyen de sécurisation particulier n'est cité par la Hadopi dans sa propre recommandation. Pour cause : une sécurisation parfaite n'existe pas dans le monde de l'informatique connectée. L'obligation imposée par la loi ne peut donc s'entendre que comme une obligation de moyens et non de résultats. Il faut avoir correctement essayé de faire... et pas avoir forcément réussi. Or, si vous avez effectivement installé les logiciels de sécurisation classiques (antivirus, pare-feu, clé WPA2 pour votre accès sans fil, etc.), on ne peut vous reprocher aucune négligence.

LA PERSONNALISATION DU DELIT

[...] L'adresse IP repérée ne prouve en rien que je n'ai pas sécurisé ma connexion [...]

La règle est on ne peut plus simple en droit. On ne peut être tenu pour responsable que des faits que l'on a commis soi-même. Impossible d'être poursuivi pour des faits commis par quelqu'un d'autre. Par exemple, le complice d'un voleur ne peut être poursuivi pour vol, mais seulement pour complicité. Bref, en matière de droit, il faut être précis concernant celui que l'on attaque. Et c'est là où le bât blesse dans la procédure de la Hadopi. Car on voit mal comment l'adresse IP repérée peut, à coup sûr, vous désigner. D'autant plus que l'on se situe bien dans le champ d'affaires de piratage. Des affaires où l'on peut forcément s'attendre à des tentatives d'usurpations d'identité. Il faudrait donc que la Hadopi explique comment elle peut certifier que vous étiez bien celui que l'adresse IP désigne.

LA CHARGE DE LA PREUVE

[...] C'est bien au plaignant que revient en droit français, et tout particulièrement en droit pénal, la charge de prouver la culpabilité de l'accusé [...]

Encore une fois, la règle de droit est fort simple? C'est à celui qui accuse de prouver ses assertions et pas à l'accusé de prouver son innocence. A partir du moment où vous affirmez à la Hadopi que votre connexion était sécurisée au moment des faits reprochés, c'est à elle de prouver le contraire. On voit mal comment la Hadopi pourrait le prouver, si votre seule obligation consistait à faire diligence, et non pas d'obtenir, à coup sûr, des résultats.

--- 12/11/2010 09:32 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-politique-2010-11-11-sarkozy-etrenne-son-nouvel-avion-pour-se-rendre-au-g20-496652-9-10.html>]

Sarkozy étrenne son nouvel avion pour se rendre au G20 France Info - Hier, 15:27

Le nouvel avion présidentiel, un long-courrier acheté d'occasion et totalement réaménagé, effectue son vol inaugural aujourd'hui entre Paris et Séoul. Nicolas Sarkozy l'utilise pour la première fois pour un déplacement présidentiel.

Pas encore étrenné, le nouvel avion présidentiel avait déjà son surnom : "Air Sarko One". Par analogie à "Air Force One" - l'appareil qui transporte le président américain, en général un Boeing 747 - et comme pour souligner que ce nouvel appareil est un peu le résultat d'un "caprice" du locataire de l'Élysée.

Car jusqu'à présent, lorsque le président français effectuait un long déplacement à l'étranger, vers l'Asie ou un vol transatlantique, il lui fallait faire une escale technique de ravitaillement. Car l'autonomie des appareils de la flotte présidentielle était limitée à 7.000 km.

Cet A330, qui remplace deux moyen-courriers A319, a un rayon d'action de 12.000 km. Bloc opératoire

Acquis auprès de la compagnie Air Caraïbes, l'A330-200, d'une capacité initiale de 324 places, a été transformé en un appareil VIP d'une soixantaine de places. A l'avant, une chambre avec lit double, une salle de bain, un bureau-salon, une salle de réunion et même un petit bloc opératoire, en cas d'intervention chirurgicale urgente.

A l'arrière, une salle de communication pour les transmissions cryptées, une cabine de 60 sièges business pour les accompagnateurs du président, et une classe économique pour les collaborateurs plus éloignés. L'avion présidentiel, affecté à l'Escadron de transport, d'entraînement et de calibration (Etec) de l'Armée de l'air, est également équipé de leurres antimissiles pour parer à une éventuelle attaque. (voir notre infographie ci-dessous).

"Avion privé" de Sarkozy (Royal)

Il sera basé à Evreux (Eure) et devra décoller des aéroports parisiens d'Orly ou Roissy-CDG, la piste de la base aérienne de Villacoublay (Yvelines) d'où décollaient les A319, étant trop courte pour lui.

Les autres appareils de l'Etec - Falcon 7X, 900 et 50 - resteront stationnés à Villacoublay.

Le coût et l'aménagement de ce nouvel A330 - dont le budget est estimé à 176 millions d'euros - avaient suscité la polémique. En juin dernier, Ségolène Royal l'avait qualifié "d'avion privé" de Nicolas Sarkozy. Le mois suivant, face aux allégations du Canard Enchaîné, le gouvernement avait été contraint de démentir l'aménagement à bord d'une "baignoire sabot". Luc Chatel avait alors affirmé que l'aménagement de l'appareil ne comportait "rien d'ostentatoire".

Gilles Halais, avec agences

--- 12/11/2010 09:32 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-politique-en-coulisses-2010-11-11-martine-aubry-l-heroine-de-l-appareil-496699-9-10.html>]

Politique en coulisses L'actualité politique décryptée par Marie-Eve Malouines, chef du service politique de France Info. Elle vient de publier "Nicolas Sarkozy, le pouvoir et la peur" (éditions Stock)

Pendant que Nicolas Sarkozy cherche un second souffle avec un remaniement qui devrait avoir lieu lundi prochain, les socialistes ont du mal à se faire entendre sur le fond. Marie-Eve Malouines

C'est ce qui rassure les moins optimistes de la majorité. Même si la droite paraît mal en point, avec un Président en panne de popularité, et piégé par un remaniement annoncé depuis bien trop longtemps, la gauche ne parvient pas à incarner une alternative. Pourtant, le PS n'a pas ménagé ses efforts pour contrer la réforme des retraites. Sa stratégie a été assez fine à l'Assemblée. Les députés ont évité de s'engouffrer dans l'affaire Woerth/Bettencourt pour ne pas pénaliser leur discours social. Ils ont soutenu les manifestations sans donner l'impression de vouloir récupérer la grogne sociale. Ils ont élaboré leur propre projet de réforme. Et pourtant, au bout du compte, avant ou après ce mouvement, la cote de leurs principaux leaders reste pratiquement inchangée. Sur la carte du jeu de l'oie qui arrive en 2012, le PS n'a pas gagné une case.

Pourtant, ses supporters estiment que Martine Aubry s'impose en tête des candidats potentiels.

C'est vrai que plus le temps passe, et plus la première secrétaire apparaît en position de force. C'est trop tard pour Dominique Strauss-Kahn, assure les supporters de la maire de Lille. Au Bureau national, les strauss-khaniens ont voté le texte que les amis de François Hollande, Pierre Moscovici ou Manuel Valls jugent pas assez réaliste en terme financier. Un souci que l'ancien ministre des Finances ne peut qu'avoir à l'esprit. Martine Aubry est donc forte de sa position au centre de l'échiquier interne du PS, entre les gauchistes, et ceux qu'ils dénoncent comme droitiers. Mais ce constat, même s'il est juste, révèle bien la faiblesse de Martine Aubry. Elle est position de force, en interne, parce que sa position neutralise ses rivaux. Elle ne tire pas sa force de la puissance de son positionnement politique. Elle ne personnalise pas une ligne politique, mais un rapport de force. Cela donne l'avantage en interne, cela ne suscite pas l'adhésion de l'électorat.

Martine Aubry serait donc trop politicienne ?

Pas encore, mais elle court le risque de devenir l'héroïne d'un appareil. François Hollande a connu cela avant elle. L'ancien premier secrétaire, qui est resté à ce poste pendant plus de 10 ans, a tenu grâce à sa capacité à neutraliser ses adversaires, et à éviter la division. Il est resté aux commandes du PS. Mais quand il s'est agi de choisir un candidat, il n'a pas pu contester la dynamique de Ségolène Royal, et le PS s'est divisé sur des querelles de personnes. François Hollande a compris la leçon. C'est le seul à avoir gagné des points ces dernières semaines. Parce qu'il ne parle que du fond, quitte à se cantonner au domaine assez peu glamour de la réforme fiscale. Il n'enrichit pas son costume de paillettes, mais il personnalise une ligne, et c'est cela qui le fait progresser dans l'opinion. Un enseignement qui devrait encourager les autres candidats potentiels à prendre le risque d'assumer une ligne politique claire. Ce que le PS n'a pas su faire sur la réforme des retraites.

Consultez tous nos web reportages et nos vidéos France

--- 12/11/2010 09:32 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-les-invites-de-france-info-2010-11-12-ecologistes-fusion-europe-ecologie-avec-les-verts-en-sous-titre-yves-496767-9-10.html>]

Les invités de France Info

Chaque jour, les thèmes d'actualité qui font débat et suscitent des interrogations : réponses avec des spécialistes ou des personnalités

France Info - Chroniques - Les invités de France Info

Rédaction de France Info

Invité de France Info ce matin, Yves Cochet revient sur l'accord -a minima- de clôture du G20 de Séoul. Et à la veille de la fusion officielle des Verts et d'Europe Ecologie, le député Verts de Paris confirme sa candidature interne à la primaire des écologistes pour la présidentielle de 2012.

Yves Cochet, député Verts 12 10 2010
envoyé par FranceInfo. - L'info video en direct.

"C'était prévisible et ça ne règlera rien", analyse Yves Cochet.

Parce que "la Chine et les Etats-Unis ont une sorte de nationalisme économique et financier". Et aussi parce que "l'Europe divisée est bien incapable de résister aux autres géants", poursuit le député Verts de Paris. Yves Cochet plaide pour une "gouvernance économique mondiale sous l'égide de l'ONU", institution plus démocratique que le G20.

Au micro France Info de Raphaëlle Duchemin, Yves Cochet évoque la fusion entre les Verts et Europe Ecologie qui sera scellée demain. Reste à trouver un nom : peut-être "Europe Ecologie avec en sous-titre Les Verts", propose Yves Cochet.

Le député de Paris confirme sa candidature - face à la favorite, Eva Joly qu'il ne trouve "pas assez écolo" - à la primaire interne pour représenter les écologistes à la présidentielle de 2012.

--- 12/11/2010 09:33 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-afrique-2010-11-11-nigeria-une-rancon-pour-liberer-les-trois-otages-francais-496721-14-18.html>]

Nigeria : une rançon pour libérer les trois otages français ? France Info - Hier, 23:01

Selon une information parue sur lepoint.fr, la société maritime Bourbon aurait payé une rançon de 150.000 dollars (109.000 euros) pour libérer ses trois employés. La société n'a pas confirmé l'information.

© Bourbon

Libérés mercredi, les trois employés de la société Bourbon enlevés au mois de septembre auraient été échangés. Pas question pour autant pour le porte-parole de la société de donner des informations sur la stratégie employée pour obtenir leur libération : "d'autres otages sont actuellement en captivité et bien évidemment on ne donne aucun élément ni concernant les modalités opératoires, les rançons ou le mode de transaction".

Les autorités françaises auraient suivi les négociations sans pour autant intervenir. Ce sont les services secrets britanniques qui seraient en charge du renseignement dans la région.

Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner a annoncé mercredi la libération des trois otages enlevés le 22 septembre précisant que "pour raison de confidentialité et pour préserver les familles, aucun élément sur les revendications, le contexte, les membres d'équipage libérés, leurs proches ou leur date de retour en France ne pourra être communiqué."

Le mystère reste entier sur les conditions de détention des trois anciens otages. C'est Bourbon qui prend en charge leur rapatriement. Deux autres Français, enlevés lundi, sont toujours pris en otage au Nigeria. Thibault Lefèvre, avec agences

--- 12/11/2010 09:33 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-institutions-internationales-2010-11-12-accord-en-vue-au-g20-mais-accord-a-minima-496719-14-20.html>]

Accord en vue au G20, mais accord a minima France Info - 05:01

Les négociations se sont poursuivies cette nuit à Séoul après l'ouverture du sommet du G20. Négociations pour trouver un accord sur la mise en place de mécanismes de régulation financière. Les participants ont commencé leurs travaux sans Nicolas Sarkozy qui, en raison des commémorations du 11 novembre, ne les a rejoints qu'au 2e jour du sommet.

Accord en vue au G20 mais accord a minima - De Séoul, les précisions de Mireille Lemaesquier (1'20")

L'essentiel des débats tourne autour de la monnaie. Les États-Unis font pression sur la Chine pour autoriser une hausse de sa monnaie. Washington est persuadé que Pékin applique une politique de dévaluation volontaire du yuan pour doper ses exportations. D'autres pays comme le Brésil critiquent la stratégie de dévaluation du dollar de la Réserve fédérale américaine, qui a décidé d'injecter près de 600 milliards d'euros dans l'économie du pays.

Le président américain Barack Obama veut changer la donne. Il a déclaré en ouverture du Sommet que "la chose la plus importante que les États-Unis puissent faire pour l'économie mondiale, c'est de croître, car nous continuons à être le plus grand marché mondial et un immense moteur pour la croissance de tous les autres pays". Il considère que les États-Unis soutiennent l'économie mondiale en consommant grâce à des emprunts toujours plus importants. Une situation que ne peut plus durer si le groupe des 20 plus puissants pays du monde veut réellement mettre en place un nouvel ordre économique mondial.

Le président brésilien Lula, qui a fait le déplacement avec Dilma Rousseff (qui lui succèdera à la tête du pays à partir du 1er janvier prochain) a immédiatement critiqué la sortie de son homologue, arguant que "tout le monde aimerait vendre". Il a soutenu que "si les pays riches ne consomment pas et veulent une croissance de l'économie basée sur les exportations, le monde fera faillite parce qu'il n'y aura personne pour acheter."

Stérilité des débats, des intérêts contradictoires :les participants du G20 n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un ordre du jour. Il n'y aura donc pas de déclaration commune ce matin. Un dîner a été organisé

hier soir. Là encore, les discussions n'ont pas permis d'avancer beaucoup. Le G20 de Séoul pourrait aboutir à un accord a minima.
Sarkozy veut changer le monde
En savoir plus
Les principaux sujets au menu du G20 de Séoul

Les dirigeants des pays riches et émergents du G20 se retrouvent jeudi et vendredi à Séoul, pour leur cinquième sommet depuis décembre 2008. Voici les principaux points à l'ordre du jour :
Lire la suite

Le président français est arrivé ce matin à Séoul. Au plus fort de la crise financière, il a appelé il y a deux ans à l'avènement d'un nouveau Bretton Woods. La semaine dernière, il a une nouvelle fois affiché son ambition : "il faut que tout le monde accepte de se mettre autour de la table pour poser les bases d'un nouveau système qui garantisse la stabilité du monde."

Nicolas Sarkozy prend la tête du G20 pour un an. Il a annoncé vouloir travailler sur trois chantiers : la réforme du système monétaire, le règlement des prix des matières premières et la réforme de la gouvernance mondiale.

Derrière ces annonces ambitieuses, le président doit faire face à une impopularité chronique depuis plusieurs mois. La présidence du G20 lui donne une tribune qu'il devrait utiliser pour tenter de restaurer une image mise à mal en France par son passage en force sur la réforme des retraites et la politique de reconduite massive aux frontières des Roms.

Le nouveau président du G20 devrait se réserver les annonces des mesures prises lors du sommet de Séoul si, bien entendu, les grands pays industrialisés et les pays émergents arrivent à élaborer une stratégie économique commune.

France Info -

Thibault Lefèvre, avec agences

--- 12/11/2010 09:37 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-info-sciences-2010-11-11-comment-un-corps-s-oxygene-t-il-pendant-un-exercice-physique-496418-29-32.html>]

fo sciences

Le point sur la recherche liée au réchauffement de la planète, la recherche appliquée et la recherche fondamentale

Tel est le sujet de recherche d'une jeune boursière l'Oréal France/UNESCO

L'Oréal "pour les femmes et la science"

Le 12 Octobre dernier, Hélène PETOT, doctorante en physiologie de l'exercice à l'Université d'Evry Val d'Essonne, recevait avec 9 autres jeunes chercheuses une bourse l'Oréal France/UNESCO Pour les femmes et la science. Le but de ses travaux : comprendre comment un corps s'oxygène pendant un exercice physique et comment on peut utiliser cette consommation d'oxygène dans la réadaptation des malades grâce à l'effort.

Ecouter Hélène Petot, lauréate de la bourse l'Oréal France "Pour les femmes et la science"

(4'57")

--- 12/11/2010 09:38 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-elle-se-mele-de-tout-2010-11-09-le-prix-pinocchio-des-entreprises-faussement-ecolo-496174-29-31.html>]

Elle se mêle de tout

Coup de coeur ou coup de griffe quotidien sur l'actualité du jour : deux regards décalés mais pertinents sur un ton badin et percutant

France Info - Chroniques - Elle se mêle de tout

A.E. Lemoine & H. Lam Trong

Écrire un mail

La récompense sera décernée ce soir à des entreprises faussement vertes.

Et pour trouver ces entreprises, un homme enquête afin de mettre à jour les petits ou gros mensonges des industriels.

--- 12/11/2010 09:38 ---

[source: <http://www.france-info.com/sciences-environnement-2010-11-09-le-convoi-de-dechets-nucleaires-arrive-a-destination-496167-29-31.html>]

vendredi 12 novembre - 9:38:16

France Info - Evacuation ce matin à l'aube des manifestants devant le site de stockage de Gorleben. -

Evacuation ce matin à l'aube des manifestants devant le site de stockage de Gorleben.

Il était parti vendredi de La Hague en France, direction l'Allemagne. Mais le train de déchets nucléaires a vu son trajet retardé par les manifestants anti-nucléaire. Il a fini par parvenir à destination ce matin par la route : les déchets sont donc sur le site de stockage de Gorleben dans le nord de l'Allemagne.

Après plus d'une dizaine d'heures de transbordement du train aux camions, les 154 tonnes de déchets vitrifiés traités à l'usine française de La Hague, dans la Manche, ont terminé par la route les vingt derniers kilomètres de leur parcours entre la gare de Dannenberg et Gorleben. Le dernier des onze poids lourds transportant les déchets a pénétré sur le site de stockage à 09h50 locales.

Dans la nuit de lundi à mardi, 3.000 manifestants, selon la police allemande, avaient bloqué la route menant au site de Gorleben. Ces militants ont été évacués dans la matinée de mardi par la police, ce qui a permis le passage des poids lourds.

Le train "Castor", parti vendredi de France, a été retardé à de multiples reprises par des manifestations de militants écologistes. Ils protestaient contre le stockage des déchets et le recours à l'énergie nucléaire. La police a dû intervenir ce matin pour que les déchets nucléaires arrivent enfin à destination en dégageant les blocages sur la route et on évacuant un sit-in devant l'entrée du site de Gorleben.

Le mouvement antinucléaire redouble de vigueur en Allemagne depuis la décision du gouvernement d'Angela Merkel cette année de prolonger l'exploitation des 17 centrales nucléaires, que son prédécesseur social-démocrate Gerhard Schröder (1998-2005) voulait fermer.

Si les écologistes n'auront pas réussi à empêcher le stockage de ces déchets, ils semblent avoir gagné la bataille de l'opinion. A Dannenberg, Lise Jolly (1'12")

'IL faut sortir de la production nucléaire', réaffirme Wolfgang Hemke, porte-parole de l'Initiative

citoyenne de protection de l'environnement de Gorleben (0'45")

Caroline Caldier, avec agences

--- 13/11/2010 00:00 ---

[source: <http://www.afsset.fr/index.php?pageid=2248&parentid=523>]

Effets sanitaires des systèmes d'éclairage utilisant des diodes électroluminescentes (LED)

26/10/2010 - Diodes électroluminescentes (LED) : vos réponses aux questions les plus posées ...

La directive européenne EuP (2005/32/CE) pour l'éco-conception prévoit l'amélioration des performances énergétiques pour des produits courants comme l'éclairage électrique. Elle conduira ainsi à la fin progressive de la commercialisation des lampes les plus énergétiques, comme les ampoules à incandescence, entre 2009 et 2016.

Les diodes électroluminescentes (LED) sont des sources d'éclairage en plein développement technologique et économique.

Utilisées depuis de nombreuses années dans l'électronique comme sources de lumières faibles et monochromatiques, comme témoins lumineux par exemple, puis dans les feux de signalisation, elles trouvent aujourd'hui leur place dans des systèmes d'éclairage à part entière : éclairage portatif, feux de véhicules, éclairages domestiques d'ambiance.

L'utilisation des LED comme source d'éclairage des lieux de travail est également en pleine progression.

Les premières LED blanches sont progressivement apparues sur le marché depuis la fin des années 90 et proposent maintenant des « intensités lumineuses » de plus en plus élevées¹ (associées à des puissances de quelques watts à quelques dizaines de watts). Il existe actuellement trois méthodes pour réaliser une diode électroluminescente émettant de la lumière blanche mais le procédé le plus répandu et le plus rentable économiquement aujourd'hui est celui qui couple une LED bleue à un phosphore jaune. Ce sont donc ces LED qui ont fait l'objet de l'expertise de l'Anses dont la méthode et les résultats sont présentés ici.

Résumé de la demande

Sur proposition de son Comité d'Experts Spécialisés (CES) « Agents Physiques, Nouvelles Technologies et Grands Aménagements », et après validation par son conseil scientifique, l'Agence a engagé une auto-saisine sur la question des impacts sanitaires liés à l'usage des systèmes d'éclairage par LED. Suivant les principes de l'expertise collective, après avis du CES, l'Agence a mandaté un groupe de travail pour réaliser l'expertise demandée.

Cette auto-saisine s'est intéressée tant aux questions de l'éclairage public qu'aux questions d'éclairage sur les lieux de travail.

Méthode de travail

Le groupe de travail « GT LED » a été constitué après un appel à candidatures public d'experts. Ce groupe de travail multidisciplinaire était composé d'experts en ophtalmologie, en dermatologie, en éclairage et en physique des rayonnements optiques.

Le groupe de travail s'est réuni à 10 reprises en sessions plénières, du 13 mai 2009 au 26 mars 2010. Pour réaliser cette expertise, le groupe de travail s'est appuyé sur une large revue de la littérature scientifique

internationale complétée par des auditions de personnalités scientifiques nationales, et internationales, ainsi que de représentants de l'Association française de l'éclairage (AFE). Une contribution écrite portant sur le marché de l'éclairage français et européen et sur le recyclage des lampes a été demandée à l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Par ailleurs, les membres du groupe de travail ont réalisé des calculs et mesures dans leurs laboratoires (CSTB2, INRS3, LNE4) afin de classer quelques exemples de systèmes à LED selon les groupes de risque définis dans la norme de sécurité photobiologique applicable aux LED (NF EN 62471).

Les risques identifiés comme les plus préoccupants, tant par la gravité des dangers associés, que par la probabilité d'occurrence dans le cadre d'une généralisation de l'emploi des LED, sont liés aux effets photochimiques de la lumière bleue et à l'éblouissement. Ils résultent :

du déséquilibre spectral des LED (forte proportion de lumière bleue dans les LED blanches) ;

des très fortes luminances⁵ des LED (fortes densités surfaciques d'intensité lumineuse émises par ces sources de taille très faible).

Risque lié à la lumière bleue :

Le risque d'effet photochimique est associé à la lumière bleue et son niveau dépend de la dose cumulée de lumière bleue à laquelle la personne a été exposée. Il résulte généralement d'expositions peu intenses répétées sur de longues durées. Le niveau de preuve associé à ce risque est important.

Des populations plus particulièrement sensibles au risque ou particulièrement exposées à la lumière bleue ont été identifiées, comme les enfants, les personnes atteintes de certaines maladies oculaires ou encore certaines populations de professionnels soumis à des éclairages de forte intensité.

Il existe actuellement peu de données d'exposition des personnes relatives à un éclairage, qu'il s'agisse des systèmes utilisant des LED ou d'autres types de sources lumineuses. Le groupe de travail n'a ainsi pu présenter des évaluations des risques chiffrées que dans le cas de l'exposition à la lumière bleue, selon les principes développés par la norme NF EN 62471. Cette norme relative à la sécurité photobiologique des lampes propose un classement en groupes de risque liés à la durée d'exposition maximale admissible de l'œil à la lumière.

Les mesures de luminance⁶ effectuées font apparaître que certaines LED accessibles à l'achat pour le grand public et potentiellement utilisées en éclairage domestique, pour des applications de signalisation et de balisage, appartiennent à des groupes de risque plus élevés que ceux des éclairages traditionnels. Par ailleurs, il apparaît que la norme NF EN 62 471 n'est pas tout à fait adaptée à des éclairages utilisant des LED (valeurs limites d'exposition non adaptées, protocoles de mesures ambigus, certaines populations sensibles ne sont pas prises en compte):

Risque lié à l'éblouissement :

En éclairage d'intérieur, il est admis qu'une luminance supérieure à 10 000 cd / m² est visuellement gênante quelle que soit la position du luminaire dans le champ visuel. En raison notamment du caractère ponctuel de leur surface d'émission, les LED peuvent présenter des luminances 1 000 fois plus élevées. Le niveau de rayonnement direct de ce type de source peut ainsi largement dépasser le niveau d'inconfort visuel, bien plus qu'avec les éclairages dits « classiques » (halogènes, lampes basses consommation). S'agissant des risques liés à l'éblouissement, il existe des références normatives⁸ en matière d'ergonomie visuelle et de sécurité. Dans les systèmes d'éclairage à LED disponibles sur le marché, les LED sont souvent directement apparentes afin de ne pas atténuer le niveau d'éclairement produit. Ceci pourrait conduire à un non respect de ces exigences normatives.

RECOMMANDATIONS

Pour l'Anses, il est nécessaire de restreindre la mise sur le marché « grand public » des systèmes d'éclairage à LED pour n'autoriser que des LED ne présentant pas plus de risques liés à la lumière bleue que les éclairages traditionnels. Par ailleurs, l'Anses recommande d'adapter la norme NF EN 62 471 relative à la sécurité photobiologique des lampes aux spécificités des LED et de prendre en compte les populations sensibles et les personnes particulièrement exposées (certaines populations de travailleurs : installateurs éclairagistes, métiers du spectacle, etc.).

L'Anses recommande également que les normes relatives au confort et à l'ergonomie visuelle soient respectées sur les lieux de travail et dans les foyers. Dans ce sens, l'Anses recommande de diminuer les luminances des LED, notamment par des dispositifs optiques ou des luminaires adaptés, pour limiter les risques d'éblouissement.

Afin de mieux informer le consommateur, l'Anses recommande également que l'étiquetage informatif des systèmes d'éclairage présente clairement des informations concernant la qualité de la lumière et le niveau de sécurité photobiologique selon la norme NF EN 62 471.

1 - Source ADEME : « Les LED de faible puissance c'est-à-dire inférieure à 1 Watt sont utilisées comme voyant lumineux sur les appareils électroménagers par exemple. Les LED de forte puissance c'est-à-dire supérieure à 1 Watt supportent des courants plus importants (jusqu'à 1 500 mA) et fournissent davantage de lumière (135 lm / W) ».

2 - CSTB : Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

3 - INRS : Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

4 - LNE : Laboratoire National de Métrologie et d'Essais.

5 - La luminance (en cd / m²) quantifie la lumière émise par une source étendue, par unité de surface. Elle définit l'impression lumineuse perçue par un observateur qui regarde la source. Elle permet donc d'évaluer l'éblouissement.

6 - Les mesures effectuées consistaient en la mesure de la luminance énergétique (c'est-à-dire dépendant de la longueur d'onde) pondérée par la fonction de phototoxicité de la lumière bleue.

7 - Il s'agit d'une valeur couramment citée au-delà de laquelle on subit un éblouissement d'inconfort en éclairage intérieur. La norme NF X 35 103 : « Principes ergonomiques visuels applicables à l'éclairage des lieux de travail » évoque une luminance admissible de 2000 cd / m² pour une petite source présente dans le plan de travail.

8 - Les normes auxquelles le texte fait référence sont : les normes NF X 35-103 « Ergonomie : Principes d'ergonomie visuelle applicables à l'éclairage des lieux de travail » ; NF EN 12464-1 « Éclairage des lieux de travail - Partie 1 : Lieux de travail intérieurs » ; NF EN 12464-2 « Éclairage des lieux de travail - Partie 2 : Lieux de travail extérieurs » ; série de normes NF EN 13201 « Éclairage public » ; et NF EN 12193 « Éclairage des installations sportives ».

En savoir plus :

Avis «Effets sanitaires des systèmes d'éclairage utilisant des diodes électroluminescentes (LED)» - octobre 2010 (120 Ko)

Synthèse «Effets sanitaires des systèmes d'éclairage utilisant des diodes électroluminescentes (LED)» - octobre 2010 (85 Ko)

Rapport «Effets sanitaires des systèmes d'éclairage utilisant des diodes électroluminescentes (LED)» - octobre 2010 (7,3 Mo)

Couverture du rapport «Effets sanitaires des systèmes d'éclairage utilisant des diodes électroluminescentes (LED)» - octobre 2010 (1 Mo)

Dossier de presse

FAQ : Diodes électroluminescentes (LED)

Le point d'actualité du 25 octobre 2010

--- samedi 13 novembre 2010-6 ---

--- 13/11/2010 09:58 ---

[source: <http://www.clubic.com/ordinateur-pc/actualite-377904-cherie-as-xi3.html>]
Clubic > Actualités informatique > Hardware > Ordinateur

Publiée par Antoine Duvauchelle le Vendredi 12 Novembre 2010
Xi3 Modular Computer

Le PC vainqueur du Prix de l'innovation CES 2011, le Xi3 Modular Computer, a été annoncé par le fabricant Xi3 Corporation. Il devrait être commercialisé début 2011, à un prix de 849 dollars aux Etats-Unis. Un ordinateur suffisamment petit pour être égaré sous un paquet de chips.

Car sa principale particularité, c'est sa taille, avec un volume de 1 dm³. L'idée est en fait de proposer un ordinateur modulaire : un mini-cube avec une carte-mère en trois parties : une pour le processeur et la mémoire vive, et les deux autres pour les différentes entrées et sorties.

Une idée que le PDG de Xi3 Corporation, Jason Sullivan, explique par le manque de possibilités de mise à jour des PC existants. « Nous rejetons le concept selon lequel un ordinateur devrait avoir une durée de vie utile de deux à quatre ans seulement. A la place, nous pensons que les ordinateurs doivent être facilement mis à jour, encore et tjours, et c'est pourquoi nous avons conçu le Xi3 Modular Computer, en en faisant (potentiellement) le dernier ordinateur que vous aurez besoin d'acheter dans votre vie. »

Sous ses châssis en aluminium, l'ordinateur de Xi3 cache un AMD Athlon dual-core 64-bit, disponible à 1 GHz, 1,8 GHz, et 2,2 GHz, et jusqu'à 4 Go de mémoire vive. L'autre intérêt, c'est sa consommation électrique, puisqu'elle ne monte qu'à 20 W.

Côté connectivité, on retrouve six ports USB 2.0, un DVI, deux eSATA, une sortie audio, une entrée, et une entrée micro, un DisplayPort, un port Ethernet, et un port Xi3 propriétaire.

Le Xi3 Modular Computer est déjà disponible en quantité limitée, pour le test et les partenaires de l'entreprise. Il devrait être commercialisé dans le monde entier au début de l'année 2011, et sera montré au grand public au cours du CES 2011, qui se tient du 6 au 9 janvier prochains à Las Vegas, aux Etats-Unis.

Maj : Après vérification, le volume est bien d'un peu moins de 1 dm³, et non pas une surface de 10cm² par face comme annoncé dans la première version de l'article. Petit souci de conversion surface / volume entre les pouces et le système international.

--- 13/11/2010 10:03 ---

[source: <http://www.clubic.com/television-tv/television-lcd/article-376526-1-guide-achat-televiseurs-hd-2010.html>]

Guide d'achat Téléviseurs HD novembre 2010

Publié par Aurélien Audy le Vendredi 12 Novembre 2010

Sommaire

1. Guide d'achat téléviseurs HD novembre 2010

2. Un investissement raisonnable

3. Pour le sport ou le jeu vidéo

4. Le cinéma à domicile - la 3D
Téléviseur Edge LED Full HD 3D

Les fêtes de fin d'année se rapprochent à grands pas, et à tort ou à raison, c'est une période où nous investissons plus volontiers dans des équipements high-tech coûteux, dont le home cinema fait partie. A la recherche d'un nouveau téléviseur ? Ceci pourra vous intéresser.

Vous pouvez déjà préparer le terrain en identifiant les critères de sélection d'un écran plat. Notre guide Comment Choisir une TV LCD détaille les caractéristiques, entre autres techniques, à prendre en compte selon l'utilisation escomptée du téléviseur. Devenus familiers avec le jargon, vous pouvez désormais consulter cette sélection de modèles retenus par la rédaction comme sortant du lot.

Pour ce guide, nous avons décidé de rassembler sous la même bannière les écrans pour cinéphiles et les téléviseurs 3D Ready. La raison ? Aujourd'hui, la plupart des modèles avancés enclins à satisfaire les amoureux du septième art dépassent la fréquence de rafraîchissement de 100 Hz et sont donc potentiellement compatibles 3D. Après, qui peut le plus peut le moins... Notez que tous les produits présentés existent en différentes diagonales de dalle : la plus grande n'est pas forcément la meilleure : la disposition de votre salon (surtout la distance entre le canapé et la télé) et le type de contenu que vous allez regarder (définition standard ou HD) détermineront la taille appropriée d'écran (entre 32 et 65 pouces). Le tarif fluctuera aussi significativement, 40 pouces étant un bon rapport qualité/prix en cette fin d'année. Cette grande catégorie sera complétée par une sélection de modèles réactifs pour les aficionados de sport à la télé ou de jeu vidéo, ainsi qu'une autre sélection de téléviseurs bon marché, pour qui doit ou souhaite remplacer son téléviseur pour un coût relativement modeste. Tous seront Full HD, les rares HD Ready encore existants ne présentant aucun intérêt.

Précisons tout de même que cette sélection, réalisée à partir de nos appréciations personnelles ainsi que des revues effectuées par des confrères du Web, se veut un simple guide d'aide à l'achat, et non une analyse en profondeur des modèles présentés. Tous les sites consultés : www.lesnumeriques.com, www.erenumerique.fr, www.hdtvtest.co.uk, www.fullhd.gr, reviews.cnet.co.uk, www.televisions.com, www.televisioninfo.com, www.vourevielectronics.com, www.flatpanelshd.com, www.best-3dtdvs.com et www.techradar.com.

--- 13/11/2010 10:17 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-justice-police-2010-11-13-marches-truques-un-haut-fonctionnaire-de-haute-corse-ecroue-aux-496988-9-11.html>]

Marchés truqués : un haut fonctionnaire de Haute-Corse écroué aux Baumettes
France Info - 09:57

Pierre Olmeta, le responsable de la Direction des interventions sanitaires et sociales de Haute-Corse, a été mis en examen hier soir à Marseille pour "détournement de fonds publics et favoritisme". Il a ensuite été écroué au centre pénitentiaire des Baumettes. Au total, la fraude concernant le Conseil général de Haute-

Corse porterait sur près de trois millions d'euros.

Ce haut fonctionnaire avait été interpellé mardi à son domicile de Bastia (Haute-Corse) par les gendarmes de la Section de recherches de Marseille, sur commission rogatoire du juge d'instruction Charles Duchaine, de la Juridiction interrégionale spécialisée de Marseille.

Agé de 48 ans, il est soupçonné d'avoir participé à une série de marchés qualifiés de "truqués" ou de "fictifs", portant sur des produits à caractère sanitaire ou social.

Parmi les marchés suspects, un contrat portant sur l'achat de plusieurs milliers de préservatifs, dont les règles de la concurrence auraient été faussées.

--- 13/11/2010 10:17 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-politique-2010-11-13-europe-ecologie-et-les-verts-scellent-leur-union-496608-9-10.html>]

Europe Ecologie et les Verts scellent leur union France Info - 07:19

Europe Ecologie (EE) et Les Verts se fondent aujourd'hui en un seul mouvement lors d'assises à Lyon. Les militants devraient décider de donner un nouveau nom à leur rassemblement créé avec succès pour les européennes, avec en invité de marque Nicolas Hulot. Mais des frictions ont aussi refait surface dans la famille écologiste.

Europe écologie et les Verts scellent leur union, le décryptage de Louise Bodet (0'59")

France Info - L'animateur écologiste Nicolas Hulot sera présent aux assises d'Europe Ecologie-Les Verts à Lyon, où doit être officiellement fondé le nouveau parti-réseau né de la fusion des deux organisations

L'animateur écologiste Nicolas Hulot sera présent aux assises d'Europe Ecologie-Les Verts à Lyon, où doit être officiellement fondé le nouveau parti-réseau né de la fusion des deux organisations
©REUTERS/Daniel Joubert

"On fait ce qu'on avait tous espéré de faire au mieux, tout le monde est très content", assure Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, visiblement satisfaite de la large validation des nouveaux statuts (85,1%) par les militants du parti créé en 1984.

A l'été 2008, lors des Journées d'été des Verts où Daniel Cohn-Bendit avait lancé l'idée du mouvement, "personne ne pensait qu'on finirait comme ça", poursuit-elle. Mais "Dany", qualifié de "Schtroumpf grognon" par la patronne des Verts cet été, a du mal à cacher sa déception. "On a réussi plus ou moins - pas tout à fait - le rassemblement des écologistes", a déclaré le futur consultant football de Canal+, en remettant une couche sur le "sectarisme" des Verts.

Le co-président des Verts au Parlement européen, sans qui l'aventure n'aurait pas existé, prononcera un discours attendu à Lyon, souhaitant désormais "rassembler au-delà des écologistes" en vue de 2012 et après.

Plusieurs mouvances écologistes n'iront pas à Lyon. C'est le cas de Génération écologie, du Mouvement écologiste indépendant (MEI), fondé et présidé par Antoine Waechter et de Corinne Lepage, députée européenne et présidente de CAP 21. "Toute la frange modérée de l'Ecologie politique ne s'y retrouve pas", a dit l'ancienne ministre.

Parmi les absents, Corinne Lepage

--- 13/11/2010 10:18 ---

[source: <http://www.france-info.com/le-fil-actu.html#Pas-de-Calais-deces-du-gendarme-renverse-par-un-chauffard>]

Il y a 21 heure(s) - France - Justice-Police
Pas-de-Calais : décès du gendarme renversé par un chauffard

Un gendarme de 49 ans, marié et père de deux grands enfants, est décédé des suites de ses blessures. Le 19 juillet, il avait été violemment percuté par un automobiliste qui cherchait à échapper à un contrôle de vitesse. Il était, depuis, plongé dans le coma.

Le conducteur, un jeune homme de 27 ans qui conduisait sous l'emprise de produits stupéfiants, a été mis en examen pour "tentative d'homicide volontaire" et placé en détention provisoire le 22 juillet dernier.

--- 13/11/2010 10:18 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-institutions-internationales-2010-11-12-g20-sarkozy-et-dsk-vont-travailler-main-dans-la-main-pendant-un-an-496859-14-20.html>]

G20 : Sarkozy et DSK vont "travailler main dans la main" pendant un an : France Info - Hier, 16:37

Le président français Nicolas Sarkozy a pris aujourd'hui à Séoul les rênes du G20, avec l'espoir de faire avancer des réformes susceptibles de réduire les déséquilibres économiques, mais aussi en affichant une certaine modestie, vu l'ampleur de la tâche.

Pendant un an, Nicolas Sarkozy va devoir notamment travailler avec Dominique Strauss-Kahn, le président du FMI. Tout cela, un an avant la présidentielle de 2012 ou les deux hommes pourraient se retrouver face à face.

La France assure la présidence du G20. Nicolas Sarkozy va devoir travailler avec le patron du FMI, un certain Dominique Strauss-Kahn. Olivier Bost. (2/12)

France Info - Nicolas Sarkozy nouveau président du G20 va devoir travailler avec le FMI de Dominique Strauss-Kahn

Nicolas Sarkozy nouveau président du G20 va devoir travailler avec le FMI de Dominique Strauss-Kahn ©REUTERS/Philippe Wojazer

"Cette présidence" du G20, "nous l'abordons avec ambition et réalisme", a affirmé Nicolas Sarkozy, lors d'une conférence de presse à l'issue de ce cinquième sommet du G20.

Alors que, miné par les tensions, le sommet de Séoul n'a débouché que sur un accord à minima, le nouveau président du G20 a exposé devant ses pairs et chefs de gouvernement les dossiers qu'il veut faire avancer au cours de l'année à venir.

Trois gros chantiers sont au programme, qu'il a plusieurs fois détaillé ces derniers mois : réforme du système monétaire international, dont il espère débattre "sans tabou", lutte contre la volatilité du prix des matières premières, cause d'émeutes de la faim en 2008, notamment à Haïti et en Afrique, et réforme de la gouvernance mondiale (Fonds monétaire international, Conseil de sécurité élargi aux grands émergents, dont l'Afrique).

Nicolas Sarkozy a également annoncé son intention de travailler "main dans la main avec le FMI" durant sa présidence du G20. Il a d'ailleurs déjà prévu de recevoir son directeur général, Dominique Strauss-Kahn, "en décembre".

L'ex-ministre socialiste a indiqué qu'il était "normal" qu'il aille rencontrer le président français. "Il faut qu'on se mette d'accord sur ce qui est possible", a-t-il précisé. "Nous allons regarder les conséquences des politiques d'un pays sur les autres", a expliqué de son côté Dominique Strauss-Kahn. Le FMI va ainsi avoir le rôle d'"un juge de paix" mais ne sera "en aucun cas le dictateur de l'économie mondiale".

Alors que l'élection présidentielle en France est prévue en 2012, les deux hommes vont devoir cohabiter pendant un an. Alors que sa cote de popularité demeure très basse, Nicolas Sarkozy compte bien sur une présidence du G20 réussie pour redorer son blason.

Interrogé sur l'éventuel succès de cette présidence française, Dominique Strauss-Kahn a refusé de répondre, indiquant seulement : "il faut toujours avoir de grandes ambitions pour la France".

Concernant son éventuelle candidature à la présidentielle, l'épouse du président du FMI Anne Sinclair a

lâché cette semaine sur Canal + que son mari se prononcerait quand il en aurait "envie".
Mikaël Roparz

--- 13/11/2010 10:18 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-dossier-du-jour-2010-11-12-l-irlande-au-bord-du-gouffre-financier-496858-14-15.html>]

samedi 13 novembre - 10:18:04

France Info - Chroniques - Dossier du jour Dossier du jour

Approfondissement d'un sujet saillant de l'actualité quotidienne, en France ou à l'étranger, au moyen de reportages et d'interviews.

France Info - Chroniques - Dossier du jour

Rédaction de France Info

Écrire un mail

Reporters, présentateurs et journalistes spécialisés enquêtent, mettent en forme et contribuent à l'approfondissement de l'information

France Info - Chroniques - Dossier du jour

horaires de diffusion

La dette irlandaise a atteint des records jamais vus depuis la création de la zone euro. Les autorités irlandaises auraient entamé des discussions avec l'Union européenne afin de bénéficier d'une aide financière d'urgence.

Après le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, c'est au tour de l'Irlande de connaître un regain de tension sur le financement des dettes souveraines. Un problème qui arrive au moment où le gouvernement bataille pour faire adopter le 7 décembre un budget de rigueur.

Les taux des emprunts à dix ans de l'Irlande étaient à la hausse pour le 13e jour consécutif. Ils ont frôlé les 9% pour la première fois depuis la création de la zone euro. L'écart avec le Bund allemand à 10 ans, qui sert de référence sur le marché obligataire, a lui aussi atteint un niveau jamais vu.

Les ministres des Finances des cinq pays européens participant au G20 (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Espagne) ont publié vendredi à Séoul une déclaration conjointe pour tenter de ramener la confiance sur les marchés, inquiets de la situation politique et financière de l'Irlande.

En Europe, beaucoup redoutent un syndrome "à la grecque", qui pourrait affecter d'autres économies fragiles de l'union. D'où l'importance d'éviter tout phénomène de contagion.

Les explications de Grégoire Lory (051")

L'Irlande, touchée par la crise économique, tente de juguler la pauvreté galopante, en luttant en priorité contre le chômage. Le niveau élevé du chômage (environ 13% de la population active) a des conséquences importantes sur le budget de l'Etat. Chaque jour des centaines d'Irlandais font la queue devant la soupe populaire.

--- 13/11/2010 11:27 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-institutions-internationales-2010-11-12-la-france-prend-les-renes-du-g20-apres-un-accord-a-minima-496771-14-15.html>]

La France prend les rênes du G20 après un accord à minima : France Info - Hier, 09:34

Nicolas Sarkozy dit vouloir mener la présidence du G20 avec "responsabilité, réalisme". Le président français a prononcé un peu après 8h (heure française) le discours de clôture du sommet qui réunissait de-

puis hier à Séoul les représentants, chefs d'Etats et de gouvernements, des grandes puissances économiques mondiales. Un sommet qui, sans surprise, n'a abouti pour l'essentiel qu'à des engagements de principe. Des ambitions qu'il s'agit maintenant, sous la présidence de la France, de mettre en œuvre...

Des dossiers "colossaux" attendent la présidence française du G20 A Séoul, les précisions de Mireille Lemareshquier (1'04")

(c)REUTERS/Stefan Rousseau

Le président français Nicolas Sarkozy discute avec son homologue sud-africain Jacob Zuma le 12 novembre 2010 à Séoul, où s'est achevé aujourd'hui le sommet du G20 sur des accords minima.

©REUTERS/Stefan Rousseau

Les changes et les déséquilibres mondiaux étaient les deux sujets principaux abordés cette année par le G20 à Séoul. Un sommet qui s'est ouvert dans une grande tension et dont les membres "ont œuvré à l'apaisement", a souligné Nicolas Sarkozy dans son discours de clôture. " Sur le fond, nous nous sommes mis d'accord pour répéter notre refus des dévaluations compétitives et l'importance de la flexibilité des taux de change ", a dit le président français.

L'important était de "nous mettre d'accord sur la création d'un mécanisme de surveillance des déséquilibres persistants. Le G20 de Séoul confie à la présidence française le soin de mettre en place ce mécanisme", a indiqué le chef de l'Etat, qui a affirmé vouloir conduire la présidence du G20, dont la France va prendre la tête pour un an, avec "responsabilité et réalisme".

Les priorités de la présidence française du G20 Nicolas Sarkozy (1'55")

La feuille de route fixée par le G20, dans ses grandes lignes

- Politiques économiques : Le G20 met en garde contre des politiques économiques "non coordonnées", aux conséquences nécessairement désastreuses "pour tous", selon le communiqué final diffusé à l'issue du sommet. "Les risques persistent (...). Une croissance inégale et des déséquilibres croissants accroissent la tentation d'abandonner des solutions communes en faveur d'actions non coordonnées", ajoute le texte.

- Croissance et stabilité des marchés : Le "plan d'action de Séoul" appelle les pays développés et émergents à "assurer la reprise en cours, une croissance durable et la stabilité des marchés financiers, en particulier en évoluant vers des systèmes de changes davantage déterminés par les marchés, en renforçant la flexibilité des taux de changes pour refléter les fondamentaux économiques et en s'abstenant de dévaluations compétitives des monnaies ". Sur fond d'affrontement entre Washington et Pékin, le président américain Barack Obama a notamment déclaré à l'issue de ce sommet qu'il espérait que la Chine allait bientôt faire des progrès pour que le cours de sa monnaie "sous-évaluée" soit davantage déterminé par le marché.

- Environnement : Les pays du G20 s'engagent au succès de la conférence mondiale sur le climat de Cancun prévue fin novembre au Mexique et "réaffirment leur engagement résolu à combattre le changement climatique".

G20 : le texte de Séoul se contente d'engagements de principe A Séoul, Mireille Lemareshquier (1'01")

Calendrier de la présidence française

Nicolas Sarkozy se rendra aux Etats-Unis "avant la fin de l'année" pour discuter des objectifs de la présidence française du G20 avec Barack Obama. Le président français envisage également une visite en Afrique du Sud pour discuter du même sujet avec son homologue Jacob Zuma, tout comme il a évoqué la question récemment avec le président chinois Hu Jintao.

Une rencontre est également prévue à Paris avec le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn. Car l'un des résultats concrets de ce sommet, c'est la volonté affichée par le G20 de travailler main dans la main avec le FMI sur les mécanismes de régulation financière internationale. Un rapprochement qui peut logiquement être perçu de manière ironique en France, lorsque l'on sait que du coup, le Président en exercice du groupe, Nicolas Sarkozy, devra travailler de concert avec le pa-

tron du FMI, qui est aussi un de ses rivaux possible en 2012. Pourtant, les deux hommes vont s'investir dans cette mission commune. C'est ce qu'a assuré ce matin le Président français lors de sa conférence de presse.

"On va travailler main dans la main bien sûr avec le FMI" Nicolas Sarkozy (0'30")

Nicolas Sarkozy présentera la feuille de route détaillée de la présidence française du G20 lors d'une conférence de presse "en janvier" à l'Élysée. Quant au prochain sommet du G20, il aura lieu les 3 et 4 novembre 2011 à Cannes, dans les Alpes-Maritimes.

Cécile Mimaut, avec agences

--- 13/11/2010 11:28 ---

http://www.leberry.fr/editions_locales/sancerre.html

--- 13/11/2010 11:30 ---

[source:

[@CARGNjFdJSsBFx8EBBw-.html](http://www.leberry.fr/france_monde/national/cgt_total_organise_l_indemnisation_de_tous_les_grevistes)]

CGT Total organise l'indemnisation de tous les grévistes

- * grève
- * retraites
- * social
- * syndicats

(AFP/Archives - Frank Perry)

Les syndicats CGT du groupe Total ont annoncé vendredi que les fonds récoltés en solidarité avec les salariés des raffineries qui ont cessé le travail durant 18 jours contre la réforme des retraites seraient reversés à tous les grévistes et non aux seuls adhérents du syndicat.

"L'ensemble des fonds reçus" en solidarité "servira intégralement à compenser les heures de grève des salariés grévistes, qu'ils soient adhérents ou non d'une organisation syndicale", a affirmé dans un communiqué Charles Foulard, coordinateur CGT du groupe Total (6 raffineries sur 12 en métropole).

"Contrairement à la pratique exprimée par certaines organisations syndicales, la solidarité financière à la CGT doit servir l'ensemble des travailleurs en grève et non ses seuls adhérents", ajoute-t-il, en allusion à la CFDT qui envisage au niveau national d'indemniser les jours de grève de ses adhérents, à partir de sa propre réserve, à hauteur de 18 euros par jour.

M. Foulard souligne que "des fonds de solidarité" en faveur des grévistes dans les raffineries continuent d'affluer - "plusieurs comptes bancaires spécifiques ont été mis en place" - et un chiffre sera rapidement établi. "Un minimum d'heures de grève, non indemnisées, sera fixé dans chaque établissement" le cas échéant intersyndicalement, ajoute-t-il en assurant "la traçabilité et la transparence" de l'opération.

Selon lui, à la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne), "la solidarité financière pourrait être supérieure au montant total des heures de grève" et dans ce cas les surplus seront reversés aux fonds de solidarité d'autres raffineries.

La CGT souligne qu'"il n'y a aucun régime d'exception chez Total" et "l'ensemble des heures de grève sera intégralement défacturé de la paie du salarié" par la direction.

--- 13/11/2010 11:49 ---

[source:

http://www.leberry.fr/france_monde/international/l_icine_de_la_democratie_birmane_aung_san_suu_kyi_auxportes_de_la_liberte@CARGNjFdJSsBFx8FARg-.html

samedi 13 novembre 2010 - 07:50

L'icône de la démocratie birmane Aung San Suu Kyi aux portes de la liberté

- * birmanie
- * opposition
- * politique

Les partisans de l'opposante Aung San Suu Kyi, symbole de la lutte pour la démocratie en Birmanie, attendaient fiévreusement samedi sa libération présentée comme imminente, après sept années consécutives d'assignation à résidence.

La fille du général Aung San, héros de l'indépendance birmane, a passé plus de 15 des 21 dernières années privée de liberté, la junte trouvant toujours une raison pour l'enfermer après chacune de ses libérations. Elle n'a pas circulé librement depuis mai 2003.

Des dizaines de journalistes et d'habitants de la région se trouvaient dans la matinée aux alentours de sa maison, et devant le siège de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND, dissoute), où des militants attendaient avec impatience.

Certains portaient des tee-shirts à son effigie avec comme slogan "Debouts avec Aung San Suu Kyi".

"Je pense quelle va être libérée. Mais comme c'est un gouvernement militaire, je n'y crois pas complètement. Nous avons attendu jusqu'à une heure du matin hier et nous sommes revenus à 04h30 ce matin", a expliqué Htein Win, un jeune de la LND.

Aucun porte-parole du pouvoir n'a officiellement confirmé cette libération, mais plusieurs sources ont indiqué à l'AFP qu'elle ne faisait aucun doute. "Elle sera libérée aujourd'hui", a confirmé un responsable sous couvert de l'anonymat.

"On ne nous a encore rien dit, mais nous avons espoir", a déclaré Nyan Win, avocat de l'opposante et membre de la LND, sans pouvoir préciser l'heure de la délivrance ni le programme de la lauréate du prix Nobel de la paix de 65 ans.

La communauté internationale, y compris certains pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), dont la Birmanie est membre, réclame cette libération avec insistance depuis le premier jour de sa réincarcération.

Et l'Occident a violemment critiqué le refus des militaires de la laisser sortir avant les élections de dimanche dernier, les premières depuis 20 ans, à l'issue desquelles le parti pro-junte revendique quelque 80% des sièges avant même les résultats officiels.

En la maintenant enfermée pendant toute la campagne, le généralissime Than Shwe, homme fort de la junte, a en effet écarté sa pire ennemie du tableau électoral, après le camouflet infligé en 1990.

Mme Suu Syi et la LND avaient à l'époque remporté une très large victoire aux élections. La junte a toujours refusé d'honorer ces résultats, mais l'opposante les a constamment brandis pour justifier sa légitimité d'adversaire numéro un des militaires.

Même si ses partisans continuent de voir en elle le seul espoir pour la démocratie dans un pays dirigé par des militaires depuis un demi-siècle, sa position est aujourd'hui affaiblie.

La LND a boycotté le dernier scrutin et a en conséquence été dissoute, laissant l'opposition démocratique

divisée et exténuée. Certains de ses cadres ont fait défection pour créer la Force démocratique nationale (NDF) et participer au scrutin sous de nouvelles couleurs.

Aung San Suu Kyi va devoir redécouvrir un pays dont elle a été complètement coupée. Elle va réapprendre à connaître les jeunes Birmanes qui portent une minijupe, les téléphones portables, la petite scène musicale de Rangoun, les immeubles, tout ce pays dont, pour certains, elle porte les espoirs mais qu'elle ne connaît plus.

Elle n'a pas vu non plus ses deux enfants qui vivent en Grande-Bretagne depuis près de dix ans, et avait renoncé à se rendre en 1999 au chevet de son mari mourant, de peur de ne plus pouvoir retourner en Birmanie.

--- 13/11/2010 21:03 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134690/la-sncf-tente-de-solder-son-passe-sur-lholocauste/>]

SNCF

La SNCF tente de solder son passé sur l'holocauste

PARIS (Reuters) - La SNCF a esquissé aux Etats-Unis un changement de discours sur son passé durant l'occupation nazie, en exprimant des regrets...

La sncf tente de solder son passé sur l'holocauste

© Reuters Le président de la SNCF, Guillaume Pepy. La compagnie française a esquissé aux Etats-Unis un changement de discours sur son passé durant l'occupation nazie, en exprimant des regrets concernant la déportation des Juifs et en mettant en ligne un argumentaire

PARIS (Reuters) - La SNCF a esquissé aux Etats-Unis un changement de discours sur son passé durant l'occupation nazie, en exprimant des regrets concernant la déportation des Juifs et en mettant en ligne un argumentaire.

Le journal Le Monde a fait état de propos du président de la société nationale Guillaume Pepy tenus début novembre, lorsqu'il a présenté l'offre de la SNCF pour le projet de ligne à grande vitesse Tampa-Orlando, à Fort Lauderdale, que certains parlementaires américains lient à la présentation d'excuses.

Il a alors dit le "souhait de la SNCF d'exprimer sa profonde peine et son regret pour les conséquences de ses actes", tout en soulignant que les transports de Juifs avaient été réalisés sous le régime de la réquisition par les autorités nazies.

La société a également créé un site internet en anglais sur le sujet de l'holocauste, à l'adresse <http://www.sncfhighspeedrail.com/heritage/>.

"Il n'y aura pas d'autre expression du président et de la société", a dit vendredi un porte-parole de la SNCF.

La société rappelle sur le site internet le rôle des cheminots dans la résistance et souligne que, sur 450.000 employés de la SNCF à l'époque, seuls 467 ont été frappés d'indignité nationale pour collaboration.

"Il est fallacieux de dire que les travailleurs français du rail avaient le choix de désobéir aux autorités allemandes qui les supervisaient. Quiconque refusait d'obéir aux ordres risquait la peine de mort", peut-on y lire.

DÉJÀ UNE DÉCISION FRANÇAISE

La compagnie française espère décrocher des contrats aux Etats-Unis en misant sur les projets de réseaux à grande vitesse reliant certaines villes, imaginé dans le cadre du plan de relance du président Barack Obama.

Après plusieurs années de procédure, le Conseil d'Etat français a débouté en 2007 le député européen des Verts Alain Lipietz et sa famille, qui estimaient que la société nationale avait un rôle spécifique dans la déportation de parents.

Le Conseil d'Etat a conclu que la SNCF avait agi pour les trains de déportés sous les ordres de l'Etat de Vichy et des autorités allemandes d'occupation.

Environ 75.000 Juifs de France ont été déportés pendant l'occupation nazie et seuls 2.500 sont revenus vivants des camps de concentration.

Les convois de déportés partaient sous le régime de la réquisition ou de la mise à disposition. Leur composition, le type de wagons utilisés, le nombre de victimes transportées et leur traitement étaient fixés

par l'occupant nazi et Vichy, qui assuraient conjointement le commandement et la surveillance armée, rappelle le Conseil d'Etat.

La co-responsabilité de l'Etat français dans l'holocauste a déjà été reconnue par d'autres décisions de la justice pénale et administrative.

Dans l'affaire, la SNCF a reçu le renfort de personnalités de poids, historiens et représentants d'associations de déportés. Son avocat aux Etats-Unis était un temps Arno Klarsfeld, fils du "chasseur de nazis" Serge Klarsfeld.

Thierry Lévêque, édité par Yves Clarisse

--- 13/11/2010 21:03 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134760/ultimes-tractations-avant-le-remaniement/>]

REMANIEMENT

Ultimes tractations avant le remaniement

PARIS (Reuters) - Les ultimes consultations ont commencé samedi sur le remaniement, annoncé comme imminent, du gouvernement français qui pose la...

Dernières consultations avant le remaniement du gouvernement par nicolas sarkozy

© Reuters Les ultimes consultations ont commencé samedi sur le remaniement, annoncé comme imminent, du gouvernement français qui pose la question du contenu de la fin du mandat de Nicolas Sarkozy, au plus bas dans les sondages. /Photo prise le 1er juillet 2010/REUT

PARIS (Reuters) - Les ultimes consultations ont commencé samedi sur le remaniement, annoncé comme imminent, du gouvernement français qui pose la question du contenu de la fin du mandat de Nicolas Sarkozy, au plus bas dans les sondages.

La décision finale sur cette opération annoncée avant l'été par le chef de l'Etat et qui trouble la majorité depuis la rentrée, est attendue lundi après l'adoption laborieuse d'une réforme des retraites impopulaire et un début de la présidence française du G20 sans décisions concrètes.

Les dernières rumeurs distillées dans la presse annonçaient une stabilité aux postes les plus importants, tandis que Nicolas Sarkozy devait consulter durant tout le week-end. François Fillon s'est rendu à l'Élysée en fin de matinée, selon des images de France 2.

D'après le Figaro de samedi, il resterait à Matignon, Christine Lagarde serait maintenue à l'Economie, Brice Hortefeux à l'Intérieur, Luc Chatel à l'Education, François Baroin au Budget, Bruno le Maire à l'Agriculture.

Sont annoncés comme possibles entrants le maire de Bordeaux Alain Juppé, l'actuel patron du parti majoritaire UMP Xavier Bertrand, tandis que seraient "remerciés" le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie et quelques secrétaires d'Etat comme Fadela Amara.

Le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, qui faisait campagne discrètement pour devenir Premier ministre et avait même commencé à approcher diverses personnes pour son cabinet, semble avoir perdu les faveurs de l'Élysée.

Si sa promotion est écartée, la question de son maintien au gouvernement sera posée, ainsi que celle du soutien des centristes à Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2012.

L'OPPOSITION IRONISE

L'opposition de gauche a minimisé par avance l'intérêt de cette opération en soulignant que Nicolas Sarkozy ne se cache pas, quel que soit le gouvernement, de prendre lui-même les décisions importantes et moins importantes.

L'ex-Premier ministre socialiste Laurent Fabius a ainsi déjà appelé le président de la République à plutôt se "remanier lui-même".

Dans une majorité en général tétanisée dans l'attente du choix présidentiel, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a fait entendre un point de vue tranché très rare, en plaidant pour un remaniement gouvernemental de rupture.

Il exprime par avance dans un entretien publié par Le Monde de samedi sa désapprobation sur le maintien de François Fillon à Matignon.

"J'apprécie la personne (de François Fillon). Il revendique la continuité, c'est légitime, mais cette ligne

politique ne correspond plus à celle qu'il nous faut. C'est au président de fixer la nouvelle ligne", dit-il.

"Je crains le conservatisme, le statu quo. Il faut une rupture à caractère social", ajoute-t-il.

Jean-Louis Borloo n'est cependant pas le seul à avoir ses faveurs pour Matignon. "Il en a toutes les qualités, mais il n'est pas seul, d'autres parmi les gens d'expérience ou au sein de la jeune et talentueuse nouvelle génération sont à la hauteur".

Il déclare que la majorité doit comprendre que la politique menée depuis trois ans n'a pas eu un bon "impact" électoral, les élections municipales de 2008 et les régionales de 2010 s'étant avérées "catastrophiques" pour la droite, souligne-t-il.

"Si l'on ne parvient pas à créer une nouvelle donne politique durant l'acte II du quinquennat, il n'y a aucune chance que le résultat de 2012 soit meilleur", estime-t-il.

Il propose de retenir comme priorités l'emploi, l'éducation, le logement et le vieillissement de la population. Selon lui, il est possible de redéployer des crédits comme le budget consacré au Grand Paris, projet cher à l'Élysée. "Il faut avoir de l'imagination, sortir du train-train administratif".

L'ultime question posée par le remaniement est celle de l'entourage immédiat de Nicolas Sarkozy, et notamment le maintien de Claude Guéant au poste de secrétaire général de l'Élysée, ou un changement dans cette fonction considérablement renforcé sous le régime actuel.

Service France, édité par Jean-Loup Fiévet

--- 13/11/2010 21:03 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134748/raffarin-veut-un-remaniement-de-rupture-dit-non-a-un-fillon-2/>]

REMANIEMENT : Raffarin veut un remaniement de rupture, dit non à un Fillon 2

PARIS (Reuters) - L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin plaide pour un remaniement gouvernemental de rupture en France et se dit hostile au...

Jean-pierre raffarin souhaite un remaniement de rupture

© Reuters L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin plaide pour un remaniement gouvernemental de rupture en France et se dit hostile au maintien de François Fillon à Matignon. /Photo prise le 16 juin 2010/REUTERS/Benoît Tessier

PARIS (Reuters) - L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin plaide pour un remaniement gouvernemental de rupture en France et se dit hostile au maintien de François Fillon à Matignon.

L'issue de l'opération annoncée dès l'été dernier par le président Nicolas Sarkozy est attendue en début de semaine prochaine. Selon des rumeurs distillées dans la presse, François Fillon serait finalement maintenu alors que le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, avait un temps tenu la corde.

Dans un entretien au Monde publié samedi, Jean-Pierre Raffarin exprime sa désapprobation.

"J'apprécie la personne (de François Fillon). Il revendique la continuité, c'est légitime, mais cette ligne politique ne correspond plus à celle qu'il nous faut. C'est au président de fixer la nouvelle ligne", dit-il.

"Je crains le conservatisme, le statu quo. Il faut une rupture à caractère social", ajoute-t-il.

Jean-Louis Borloo n'est pas le seul à avoir ses faveurs pour Matignon. "Il en a toutes les qualités, mais il n'est pas seul, d'autres parmi les gens d'expérience ou au sein de la jeune et talentueuse nouvelle génération sont à la hauteur".

Il déclare que la majorité doit comprendre que la politique menée depuis trois ans n'a pas eu un bon "impact" électoral, les élections municipales de 2008 et les régionales de 2010 s'étant avérées "catastrophiques" pour la droite, souligne-t-il.

"Si l'on ne parvient pas à créer une nouvelle donne politique durant l'acte II du quinquennat, il n'y a aucune chance que le résultat de 2012 soit meilleur", estime-t-il.

Il propose de retenir comme priorités l'emploi, l'éducation, le logement et le vieillissement. Selon lui, il est possible de redéployer des crédits comme le budget consacré au Grand Paris, projet cher à l'Élysée. "Il faut avoir de l'imagination, sortir du train-train administratif".

C'est la première fois qu'un responsable important de la majorité formule des commentaires clairs sur l'orientation de la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy et le choix du Premier ministre qui doit en découler.

Depuis plusieurs semaines, les ministres interrogés sur le sujet ainsi que les principaux dirigeants de

l'UMP se contentent de répéter que la décision finale appartient au président de la République. Dans le même temps, la presse prête des ambitions aux proches du président et diverses intentions à Nicolas Sarkozy portant essentiellement sur son proche entourage, et non sur les postes-clés du gouvernement. Il est notamment question de permuter Brice Hortefeux et Claude Guéant, qui occupent aujourd'hui respectivement les postes de ministre de l'Intérieur et de secrétaire général de l'Elysée. Thierry Lévêque, édité par Jean-Loup Fiévet

--- 13/11/2010 21:03 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134337/le-remaniement-annonce-lundi-borloo-ecarte-de-matignon/>]
REMANIEMENT : Le remaniement annoncé lundi, Borloo écarté de Matignon
Selon nos informations, le remaniement gouvernemental sera annoncé lundi par l'Elysée. Longtemps donné comme favori pour Matignon, Jean-Louis Borloo ne sera finalement pas choisi comme successeur de François Fillon.

Bourdinandco et Christophe Jakubyszyn | RMC.fr | 10/11/2010

Le remaniement annoncé lundi, Borloo écarté de Matignon Nicolas Sarkozy a-t-il raison de garder Fillon ? Nicolas Sarkozy conclut la séquence de la réforme des retraites En 2012, Fillon ferait mieux que Sarkozy

tout le sommaire

© Reuters Selon nos informations, le remaniement gouvernemental sera annoncé lundi par l'Elysée. Longtemps donné comme favori pour Matignon, Jean-Louis Borloo ne sera finalement pas choisi comme successeur de François Fillon.

Selon nos informations, le remaniement gouvernemental sera annoncé lundi par l'Elysée. Longtemps donné comme favori pour Matignon, Jean-Louis Borloo ne sera finalement pas choisi comme successeur de François Fillon.

C'est Jean-Louis Borloo lui-même qui l'a confirmé mardi à ses proches, les parlementaires radicaux réunis autour de lui à l'heure du déjeuner. Et puis le soir aussi, avec ses collaborateurs au ministère. Nicolas Sarkozy l'a appelé, pendant deux heures ce week-end pour lui faire avaler la pilule : « Ce ne sera pas toi, mais je compte sur toi... ».

Jean-Louis Borloo a bien sûr accusé le coup, mais il ne s'est pas privé de critiquer vertement François Fillon. Un 1er ministre qui faisait passer tous les jours des notes au président de la République pour critiquer et descendre l'action de son ministre, notamment durant la pénurie de carburant. Fillon devrait être reconduit

Et selon nos informations, confirmées de plusieurs sources, François Fillon devrait être reconduit. Et c'est bien lundi que ça sera annoncé, avec un gouvernement annoncé le lendemain, mardi. Un gouvernement resserré d'une quinzaine de ministres. Avec Juppé à la défense ; Lagarde aux Affaires étrangères et au G20 ; Guéant sans doute à l'Intérieur; Hortefeux devrait lui succéder comme secrétaire général de l'Elysée, même s'il n'en a pas vraiment envie ; Baroin à l'économie ; Péresse à la Justice ; et Bachelot ou Max Gallo à la culture. Il y aura également 20 ministres sortants.

Borloo candidat en 2012 ?

Que va faire demain Jean-Louis Borloo ? Il devrait sortir du gouvernement. C'est ce qu'il a dit, là encore, à ses proches. Mais Nicolas Sarkozy tente de le retenir, de lui faire accepter de continuer. Mais sous l'autorité de François Fillon. De leur côté, ses proches le pressent de devenir le chef des centristes. Selon nos informations, Borloo réfléchit à un projet de fédération des partis du centre, qui regrouperait les Radicaux, la Gauche Moderne, pourquoi pas République Solidaire de Villepin, pourquoi pas le Modem. Pour quoi faire ? Certains le verrait bien candidat en 2012, et peut-être président de la République.

Et bien maintenant rien ne l'en empêche. La France... ou pourquoi Paris, tiens ? Borloo se verrait bien maire de Paris en 2014. Aie aie aie, comme François Fillon ! Un couple infernal vient de naître.

--- 13/11/2010 21:03 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134734/mise-en-examen-de-quatre-islamistes-arretes-en-france/>]
ISLAMISTES : Mise en examen de quatre islamistes arrêtés en France
PARIS (Reuters) - Quatre des cinq personnes arrêtées en France en début de semaine dans une enquête sur une présumée filière d'acheminement de...

Quatre islamistes présumés mis en examen

© Reuters Quatre des cinq personnes arrêtées en France en début de semaine dans une enquête sur une présumée filière d'acheminement de combattants islamistes ont été mises en examen pour "association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste". /Photo d'

PARIS (Reuters) - Quatre des cinq personnes arrêtées en France en début de semaine dans une enquête sur une présumée filière d'acheminement de combattants islamistes ont été mises en examen pour "association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste", apprend-on samedi auprès du parquet de Paris.

Agés de 20 à 25 ans, ces quatre Français d'origine algérienne sont soupçonnés de s'être rendus ou d'avoir acheminé des candidats au djihad dans la zone pakistano-afghane.

Deux d'entre eux ont été arrêtés lundi à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle à leur descente d'avion en provenance d'Egypte, les autres ont été interpellés mardi à Paris.

Selon une source policière, l'un d'entre eux au moins avait exprimé son intention d'assassiner le recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur.

Une femme interpellée mardi lors du même coup de filet a été remise en liberté jeudi soir, a-t-on ajouté. Les autorités françaises évoquent depuis deux mois une montée de la menace d'attentat terroriste sur le sol français.

Un renseignement venu d'Algérie faisant état de la possibilité d'un attentat suicide dans les transports en France avec une femme kamikaze a été infirmé par une enquête judiciaire en octobre.

Plusieurs indices laissent cependant penser que la possibilité d'un acte terroriste, que les services de la lutte antiterroriste n'ont jamais exclu pour la France, a pu augmenter.

Outre la persistance de l'engagement militaire français en Afghanistan, il est relevé l'effet possible du vote définitif mi-septembre de l'interdiction totale du voile intégral musulman, la burqa ou le niqab.

L'annonce de cette mesure quasi unique en Europe a notamment fondé un message de menaces d'Oussama ben Laden diffusé fin octobre et qui était, fait sans précédent, dédié spécifiquement et uniquement à la France.

Nicolas Bertin, avec Thierry Lévêque, édité par Jean-Stéphane Brosse

--- dimanche 14 novembre 2010-7 ---

--- 14/11/2010 09:25 ---

[source: [http://www.01net.com/editorial/523490/bien-protoger-son-pc-sans-rien-dépenser-le-guide-\(2de-partie\)/](http://www.01net.com/editorial/523490/bien-protoger-son-pc-sans-rien-dépenser-le-guide-(2de-partie)/)]

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (2de partie)

Utiliser un PC sans prendre de précaution vous expose aux virus, au vol de données, voire à une intrusion dans votre vie privée. Une poignée de logiciels gratuits et du bon sens suffisent souvent pour parer aux risques courants.

Clément Joathon

L'Ordinateur Individuel

le 12/11/10 à 21h15

envoyer

par mail

imprimer

l'article

Partager |
 sommaire

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (2de partie)

Préserver sa vie privée

Nettoyer un ordinateur infecté

Voir tout le sommaire

Vers le milieu des années 1980, les premiers créateurs de virus informatiques étaient motivés par la reconnaissance, le défi ou la provocation. Mais l'appât du gain a rapidement changé la donne. Aujourd'hui, la plupart des attaques, infections, logiciels malicieux, virus et arnaques constituent une importante source de revenus pour les personnes et les groupes mal intentionnés. On peut même parler d'une véritable activité mafieuse : plus le nombre d'ordinateurs infectés est important, plus les créateurs de programmes malveillants touchent d'argent.

Mais quels sont vraiment les risques ? Un programme malveillant, ou malware, installé sur votre machine peut voler des données : documents sensibles, mots de passe, numéros de série de vos logiciels. Mais il peut aussi enregistrer ce que vous saisissez au clavier (les keyloggers), afficher des publicités sur votre écran et en envoyer (de votre part et à votre insu) à d'autres personnes, vous rediriger vers des sites frauduleux ayant l'apparence de sites officiels afin de récupérer vos informations bancaires (le phishing), entraîner une défaillance de votre ordi et la suppression de documents personnels (comme des photos) pour vous forcer à acheter un remède miracle, etc.

Il convient donc de se protéger sérieusement contre toutes ces menaces qui peuvent transformer votre PC en passoire, vous faire perdre des données importantes et dévoiler votre vie privée au monde entier. Or, pardonnez-nous d'être directs, mais le maillon faible, en termes de sécurité, c'est vous ! La plupart des infections sont, en effet, le résultat de la naïveté, du laxisme ou de l'imprudence des utilisateurs. Certaines pratiques sur Internet sont ainsi à éviter. Première règle d'or : réfléchissez à deux fois avant de cliquer sur un lien. Pour télécharger un logiciel, préférez toujours le site de l'éditeur ou les plates-formes officielles (notamment 01net.). Lisez attentivement les étapes lors de l'installation d'un programme : certains d'entre eux peuvent modifier à votre insu les réglages de votre navigateur. Ne cliquez pas sur les liens reçus par mail ou messagerie instantanée de personnes inconnues. N'utilisez jamais de crack ou de keygen (key generator) pour retirer les protections d'un logiciel commercial téléchargé illégalement. Ces outils sont en effet de véritables pièges.

Sécuriser l'accès à vos données

À côté de ces règles de bon sens, Windows met à votre disposition de nombreux outils pour sécuriser vos données et l'accès à vos documents sur votre ordinateur. Cela commence par la simple mise en place d'un mot de passe sécurisé, l'installation d'un antivirus et des mises à jour régulières du système via le service Windows Update, la désactivation des fichiers dangereux et le verrouillage de votre connexion Wi-Fi. Pour augmenter encore la protection, vous pourrez configurer le pare-feu intégré à votre système. Vous empêcherez ainsi les pirates de se connecter à votre machine et les logiciels installés d'envoyer des informations sur Internet.

Si vous manipulez des données sensibles qui ne doivent pas tomber entre de mauvaises mains, cryptez-les. En cas de vol de votre PC, de votre disque dur ou de votre clé USB, les éléments qui s'y trouvent seront illisibles pour qui n'en possède pas la clé. C'est ce type de cryptage que vous pouvez mettre en place lorsque vous vous connectez à Internet via un point d'accès public. À l'aide d'un certificat numérique, vous pouvez également signer vos mails pour assurer à vos correspondants que vous en êtes bien l'auteur, et les crypter pour qu'ils ne puissent être lus que par leur destinataire.

Logiciels gratuits à télécharger

Pour vous garantir une sécurité sans faille et ne pas vous faire avoir par des sites ou logiciels frauduleux, vous pouvez compléter votre protection avec de nombreux outils gratuits... à télécharger en toute sécurité sur 01net. ! Et si, malgré toutes vos précautions, votre PC est victime de gros ralentissements, affiche des publicités intempestives et des messages d'alerte à l'écran, et que vous soupçonnez une infection, pas de panique. Vous pouvez lancer un nettoyage en profondeur de votre ordinateur et ce, même si Windows ne démarre plus à cause d'un malware retors. À noter que, sauf indication contraire, les manipulations décrites dans ce guide sont applicables à toutes les versions de Windows. Pour XP, certains menus peuvent être un peu différents.

Quant au réseau Facebook, qui peut faire courir de graves risques à vous ou votre entourage, il n'a pas été oublié : un prochain Guide pratique lui sera intégralement consacré !

Lire la première partie de ce dossier.

page suivante

Préserver sa vie privée

--- 14/11/2010 09:26 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523155/preserver-sa-vie-privee/>]

Préserver sa vie privée

Ne laissez plus aucune trace de vos activités sur un ordinateur et évitez toute interception de vos courriers.

Clément Joathon

L'Ordinateur Individuel

le 11/11/10 à 17h00

envoyer

par mail

imprimer

l'article

Partager |

sommaire

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (2de partie)

Préserver sa vie privée

Nettoyer un ordinateur infecté

Voir tout le sommaire

10 images

Crédit : DR

agrandir la photoagrandir la photo

1 - Vérifiez l'identité des sites visités pour éviter le phishing

Avec le logiciel Web of Trust (WOT), vous savez en un instant si le site Web que vous visitez présente ou non un risque. WOT apparaît sous la forme d'un module complémentaire à installer dans votre navigateur. Téléchargez WOT. Installez-le, laissez le niveau de protection à sa valeur par défaut et validez. Une nouvelle icône WOT, dans votre navigateur, précise le degré de confiance que vous pouvez accorder au site affiché. Cliquez dessus pour afficher des informations détaillées. WOT vous indique également le risque que présentent les résultats d'une recherche sur Google, AOL, Ask, Yahoo! ou Wikipédia en affichant une icône à côté des résultats. Verte : la page est fiable, rouge : la page est risquée. Si vous tentez d'accéder à une telle page, WOT vous prévient et bloque l'accès. Si vous savez ce que vous faites, vous pouvez toutefois contourner le blocage en cliquant sur Ignorer l'alerte et accéder au site... mais à vos risques et périls !

--- 14/11/2010 09:27 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523156/nettoyer-un-ordinateur-infecte/>]

Nettoyer un ordinateur infecté

Après une attaque, supprimez les programmes malveillants, les virus, les faux logiciels, les espions et tout autre menace susceptible de se terrer dans votre PC.

Clément Joathon

L'Ordinateur Individuel

le 11/11/10 à 17h00

envoyer

par mail

imprimer

l'article

Partager |

sommaire

Bien protéger son PC sans rien dépenser : le guide (2de partie)

Préserver sa vie privée

Nettoyer un ordinateur infecté
Voir tout le sommaire

12 images
Crédit : DR
agrandir la photoagrandir la photo
1 - Désactivez la restauration système

Régulièrement, Windows crée des points de restauration, sortes de « photos » instantanées du système, afin de permettre le rétablissement, en cas de besoin, de votre ordinateur dans un état antérieur stable. Or, si des fichiers malveillants se trouvent dans un point de restauration, ils seront de nouveau installés dans votre ordinateur quand vous l'utiliserez ! Il faut donc, dans un premier temps, désactiver la restauration système et supprimer les points de restauration existants. Dans le Panneau de configuration, cliquez sur Système et sécurité, sur Système, puis sur Protection du système. Cliquez sur Configurer. Sélectionnez l'option Désactiver la protection du système et cliquez sur Appliquer. Cliquez sur Oui. Cliquez ensuite sur Supprimer pour retirer les fichiers de la restauration qui pourraient rester. Cliquez sur Continuer, puis sur Fermer et enfin deux fois sur OK.

--- 14/11/2010 10:23 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-politique-2010-11-14-remaniement-le-gouvernement-connu-des-ce-soir.497192-497192-9-10.html>]

Remaniement : le gouvernement connu dès ce soir ?
France Info - 06:07

Annoncé depuis cinq mois, le processus de remaniement a connu hier soir une brusque accélération avec l'annonce de la démission du gouvernement de François Fillon. Le nouveau Premier ministre, qui pourrait d'ailleurs être le même, pourrait ainsi être nommé ce matin ; le gouvernement serait lui connu dans l'après midi ou ce soir.

En accélérant le calendrier, Nicolas Sarkozy prouve que c'est lui qui dirige Louise Bodet avec Ersin Leibowitch (1'47")

France Info - François Fillon quitte l'Elysée salué par le président de la République

François Fillon quitte l'Elysée salué par le président de la République
©AFP /LIONEL BONAVENTURE

Entre temps, il n'y a pas de vacance de pouvoir, le gouvernement sortant expédiant les affaires courantes.

Le communiqué de l'Elysée rendu public peu avant 20h hier soir tient en quelques lignes : "En application de l'article 8 de la Constitution, M. François Fillon a présenté au président de la République la démission du gouvernement. Le président de la République a accepté cette démission et a ainsi mis fin aux fonctions de M. François Fillon."

François Fillon a été reçu deux fois hier par Nicolas Sarkozy à l'Elysée. Très discrètement en fin de matinée, presque officiellement en fin d'après midi, puisque le président de la République a accompagné son Premier ministre démissionnaire, sur le perron. Une image qui ne pouvait échapper aux photographes. Ainsi que la très longue poignée de main entre les deux hommes.

Des images qui ont relancé les spéculations, Marie Eve Malouines (1'01")

Le professeur de droit constitutionnel Dominique Rousseau aimerait bien connaître la lettre de démission de François Fillon avec Sophie Parmentier (1'56")

Le numéro deux du gouvernement, Jean-Louis Borloo, qui convoitait Matignon, a lui aussi été reçu. "Des

postes prestigieux lui ont été proposés : Affaires étrangères, Justice, le même ministère très élargi et plus puissant. Jean Louis Borloo examine ces propositions tranquillement", a confié un proche du ministre de l'Ecologie.

Dans la journée, depuis Bordeaux, Alain Juppé avait bousculé le protocole en annonçant implicitement lui-même sur France Info son retour au gouvernement. Il devrait, selon des sources gouvernementales, prendre le portefeuille de la Défense, détenu actuellement par Hervé Morin.

Brusque accélération d'un long processus

C'est le 30 juin dernier que le chef de l'Etat a annoncé aux parlementaires UMP qu'il souhaitait procéder à un remaniement après la réforme des retraites. A l'époque, il était question du mois d'octobre.

- * France Info - en savoir plus
 - o France Info - en savoir plus Suivez le remaniement sur France Info
 - o France Info - en savoir plus Sarkozy accepte la démission du gouvernement
 - o France Info - en savoir plus Remaniement : Alain Juppé, déjà ministre, au micro de France Info

--- 14/11/2010 10:23 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-politique-2010-11-14-francois-fillon-reste-premier-ministre-497205-9-10.html>]

François Fillon reste Premier ministre
France Info - 09:54

Si les événements se sont accélérés ces dernières heures, la surprise n'était pas au rendez-vous. Malgré la poignée de main en forme d'adieu hier soir sur le perron de l'Elysée, entre Nicolas Sarkozy et François Fillon, démissionnaire, c'est bien ce dernier qui a été invité à former le nouveau gouvernement.

Le communiqué de l'Elysée est tombé peu avant 10h : "En application de l'article 8 de la Constitution, le président de la République a nommé François Fillon Premier ministre. Le président de la République a demandé au Premier ministre de lui proposer un nouveau gouvernement".

François Fillon reconduit à l'Elysée, la fin d'un vrai-faux suspens, Louise Bodet avec Célyne Bayt-Darcourt (1'39")

François Fillon s'engage "pour une nouvelle étape"

Dans un communiqué, le "nouveau" Premier ministre a déjà fait part de son intention d'engager une "nouvelle étape pour renforcer la croissance de l'économie au service de l'emploi :"

" Le Président de la République m'a demandé de conduire le Gouvernement. Je mesure l'honneur qui m'est fait de pouvoir continuer à servir la France. Je mesure aussi la responsabilité qui m'incombe en cette période difficile. La décision du Président m'oblige envers tous les Français.

Depuis 2007, malgré les épreuves, les résistances, les attaques, le Président de la République est resté fidèle à son cap réformiste, fort du soutien constant de la majorité parlementaire.

Après trois années et demi de réformes courageuses, conduites malgré une sévère crise économique et financière mondiale, je m'engage, sous l'autorité du chef de l'Etat, avec détermination, dans une nouvelle étape qui doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi, de promouvoir les solidarités et d'assurer la sécurité de tous les Français.

La fidélité de mon engagement aux côtés de Nicolas SARKOZY, en réponse à sa confiance, s'inspire de

ma profonde estime personnelle et de mon adhésion à son action pour le pays. ”

L'échec de Jean-Louis Borloo

Avant le blocage des raffineries, et les cafouillages dans la gestion de cette crise, Jean-Louis Borloo semblait tenir la corde pour succéder à François Fillon. Mais sa candidature affichée a aussi souffert des critiques du Premier ministre lui-même, et de la mobilisation d'élus UMP peu favorables à voir un centriste à Matignon. La mobilisation in-extremis de Jean-Pierre Raffarin dans le Monde d'hier, contre le statu quo, n'a pas suffi à inverser la balance.

Reçu hier après-midi à l'Elysée, l'actuel ministre de l'écologie se serait vu proposer selon un de ses proches de rester au gouvernement, dans des postes prestigieux : "Affaires étrangères, Justice, le même ministère très élargi et plus puissant. Jean-Louis Borloo examine ces propositions tranquillement ". Réponse peut-être dès aujourd'hui.

--- 14/11/2010 10:24 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-justice-police-2010-11-14-une-nouvelle-piste-dans-l-affaire-omar-raddad-497161-9-11.html>]

Une nouvelle piste dans l'affaire Omar Raddad ?
France Info - 00:05

Rebondissement presque invraisemblable dans l'affaire "Omar m'a tuer", révélé hier par le quotidien Nice Matin. Un détective privé et son avocat ont découvert dans l'entourage de Ghislaine Marchal, assassinée en 1991, un sosie du jardinier marocain, condamné pour ce meurtre, avant d'être gracié en 1998. Sosie caché à l'époque aux enquêteurs. Le détective privé qui dit détenir sa photo compte bien obtenir la révision du procès.

France Info - La piste d'un sosie d'Omar Raddad, alors que ce dernier (sur la photo) cherche toujours à se faire innocenter 12 ans après sa grâce © REUTERS/Jean-Paul Pelissier

La piste d'un sosie d'Omar Raddad, alors que ce dernier (sur la photo) cherche toujours à se faire innocenter 12 ans après sa grâce © REUTERS/Jean-Paul Pelissier

L'affaire a déjà presque vingt ans, et pourtant c'est seulement maintenant que cette piste voit le jour, portée par un détective privé qui n'a jamais cessé d'enquêter sur le meurtre de Ghislaine Marchal, tué à 65 ans dans sa villa.

Bernard Naranjo a entre ses mains une photo d'un homme qui ressemble trait pour trait -à s'y méprendre ?- au jardinier condamné pour meurtre en 1994. Mieux, ce sosie serait l'ami d'une amie de Ghislaine Marchal, aurait donc eu accès à la victime. Il aurait même, selon le détective, un lourd casier judiciaire.

Rebondissement, près de 20 ans après, dans l'affaire "Omar m'a tuer" Précisions de Marine Laugénie (l'11")

Un rebondissement de taille, alors qu'Omar Raddad, condamné avant d'être gracié par Jacques Chirac en 1998, réclame sa réhabilitation. Une piste en tout cas suffisamment sérieuse pour qu'elle ait été transmise au parquet de Draguignan, qui lui-même l'a renvoyée au parquet de Grasse, compétent dans cette affaire. Cécile Quéguiner

--- 14/11/2010 21:59 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134928/borloo-quitte-le-gouvernement-reprend-sa-liberte-de-parole/>]
Gouvernement : Borloo quitte le gouvernement, reprend sa liberté de parole
PARIS (Reuters) - Le ministre sortant de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a annoncé dimanche qu'il ne ferait

pas partie de la nouvelle équipe formée...

François Fillon reconduit à Matignon Borloo quitte le gouvernement, reprend sa liberté de parole François Fillon, le survivant tranquille Sarkozy reconduit Fillon et soigne la mise en scène Démission du gouvernement et de François Fillon Fillon peut-il être re-nommé 1er ministre ? Le prochain 1er ministre pas connu avant dimanche Alain Juppé laisse entendre qu'il va entrer au gouvernement tout le sommaire

Borloo reprend sa liberté de parole

© Reuters Le ministre sortant de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a annoncé qu'il ne ferait pas partie du nouveau gouvernement. "Je préfère, en effet, retrouver ma liberté de proposition et de parole au service de mes valeurs, qui ne sont pas de circonstances, au premier

PARIS (Reuters) - Le ministre sortant de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a annoncé dimanche qu'il ne ferait pas partie de la nouvelle équipe formée par le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre François Fillon.

"J'ai informé le Président de la République des raisons pour lesquelles j'ai choisi de ne pas appartenir à la prochaine équipe gouvernementale", déclare-t-il dans un bref communiqué.

"Je préfère, en effet, retrouver ma liberté de proposition et de parole au service de mes valeurs, qui ne sont pas de circonstances, au premier rang desquelles je place la cohésion sociale", ajoute-t-il.

Nicolas Sarkozy a préféré reconduire François Fillon au poste de Premier ministre, que briguaient Jean-Louis Borloo.

Emmanuel Jarry, édité par Yves Clarisse

--- 14/11/2010 22:02 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134891/francois-fillon-le-survivant-tranquille/>]

GOUVERNEMENT

François Fillon, le survivant tranquille

par Patrick Vignal PARIS (Reuters) - Tandis que les candidats à sa succession faisaient bruyamment campagne, François Fillon, dans son style tout en...

REUTERS | RMC.fr | 14/11/2010

3

réactions

Envoyer

par mail

s'abonner

aux newsletters

imprimer

l'article

Partager |

SOMMAIRE

François Fillon reconduit à Matignon Borloo quitte le gouvernement, reprend sa liberté de parole François Fillon, le survivant tranquille Sarkozy reconduit Fillon et soigne la mise en scène Démission du gouvernement et de François Fillon Fillon peut-il être re-nommé 1er ministre ? Le prochain 1er ministre pas connu avant dimanche Alain Juppé laisse entendre qu'il va entrer au gouvernement tout le sommaire

François fillon, le survivant tranquille

© Reuters François Fillon, que certains tenaient encore il y a peu pour un pâle exécutant à la solde de l'Elysée, a été reconduit dimanche dans ses fonctions, sans doute parce qu'il aurait été difficile à Nicolas

Sarkozy de justifier pourquoi il s'en séparait. /Pho

par Patrick Vignal

PARIS (Reuters) - Tandis que les candidats à sa succession faisaient bruyamment campagne, François Fillon, dans son style tout en retenue, laissait passer l'orage.

Celui que certains tenaient encore il y a peu pour un pâle exécutant à la solde de l'Elysée a été reconduit dimanche dans ses fonctions, sans doute parce qu'il aurait été difficile à Nicolas Sarkozy de justifier pourquoi il s'en séparait.

Contrairement au chef de l'Etat, François Fillon n'avait pas grand-chose à perdre dans l'histoire. Soit il quittait son poste de Premier ministre la tête haute, soit il demeurait à Matignon en ayant pris soin de prendre ses distances avec le président.

La deuxième hypothèse l'a donc emporté et, s'il lui faudra encore patienter avant de voler de ses propres ailes, sa légitimité et sa réputation de compétence en sortent renforcées.

"S'il reste, c'est un aveu de faiblesse de la part de Sarkozy qui montre que le plus fort n'est pas celui qu'on croit", avait expliqué à Reuters avant le remaniement Gaël Sliman, directeur adjoint de BVA.

Préserver son avenir, quelle que soit l'option arrêtée par Nicolas Sarkozy. Tel était bien le but de la fameuse mise au point de François Fillon fin septembre, lorsqu'il avait affirmé que le chef de l'Etat était son allié et nullement son "mentor" politique.

Qu'il paraît long le chemin parcouru dans la relation particulière entre ces deux hommes, entamée avec la nomination, par un Nicolas Sarkozy fraîchement élu, de François Fillon au poste de Premier ministre, le 17 mai 2007.

Le président, dont l'hyperactivité n'était alors pas encore émuée à l'épreuve de son bilan, avait le vent en poupe et pouvait, sous l'oeil curieux et plutôt bienveillant des médias et de l'opinion, tirer la couverture à lui.

DIFFÉRENCE

Qualifié par le président de simple "collaborateur" de l'Elysée et raillé dans la presse pour sa transparence, François Fillon accusait le coup, laissant Nicolas Sarkozy s'exposer, au risque de passer pour le seul responsable des revers du gouvernement.

Peu à peu, le discret pensionnaire de Matignon a vu sa cote de popularité dépasser celle du locataire de l'Elysée. Il ne restait plus à François Fillon qu'à marquer sa différence, dans son style prudent, par petites touches.

Il s'est ainsi arrangé pour faire savoir que les propos guerriers de Nicolas Sarkozy liant immigration et délinquance n'étaient pas sa tasse de thé, puis pour briser de manière candide un "tabou" en associant le rachat des niches fiscales à une augmentation des impôts.

Toujours sans se départir de son flegme, il lui fallait encore tordre le cou au mythe du fantôme de Matignon relégué dans l'ombre par un président omnipotent, ce qui fut lors de son intervention sur France 2.

"L'impulsion du président de la République donne la direction mais sans la tour de contrôle (de Matignon), sans les mécaniciens de l'interministériel, le pays, l'administration, ça ne fonctionne pas", avait ainsi déclaré François Fillon avant d'embrayer sur un aveu, surprenant chez un homme si peu fanfaron, de ses ambitions.

"Il faut un objectif", avait-il dit. "Si on ne peut pas se dépasser, alors la lassitude et l'ennui, certainement, finissent par l'emporter."

S'il avait été remplacé à Matignon, les défis, dont François Fillon dit avoir besoin, n'auraient pas manqué. D'aucuns le voyaient déjà briguer la présidence de l'Assemblée nationale avant de viser la Mairie de Paris en 2014, une date qui figure certainement toujours dans son agenda.

RECOURS

En ces temps d'anti-sarkozysme généralisé, l'homme apparaît comme un recours pour une droite soucieuse de se recentrer sur ses valeurs traditionnelles de respectabilité tranquille alliée à une compétence sans tapage.

Dans ce registre, François Fillon offre de sérieuses garanties. Pêle-mêle, l'ancrage rural dans la Sarthe, la légitimité parlementaire et la vie familiale sans histoires de cet avocat de formation ont de quoi rassurer l'électorat.

François Fillon "est respecté par les gens de droite, d'où sa popularité", résume un membre du gouvernement, mais il sait aussi rassembler au-delà de sa famille politique, comme l'a démontré un hommage appuyé rendu récemment par Michel Rocard.

"Avec une impulsion constitutionnelle du président extrêmement forte et extrêmement rapide, j'ai beaucoup d'admiration pour la manière dont Fillon fait un boulot que je ne voudrais pas faire", a ainsi déclaré

l'ancien Premier ministre de François Mitterrand sur la chaîne Public Sénat.

Avec ses costumes bien coupés et ses cheveux sagement peignés, ce père de cinq enfants, marié depuis trente ans à sa discrète épouse galloise, ne bouscule personne et paraît même paraître un poil trop lisse. Toujours avec mesure, il parsème donc lui-même son portrait de quelques taches de folie, se définissant tour à tour comme un "vrai geek" ou un mordu de course automobile.

Il faudrait l'imaginer jonglant entre son iPhone 3G et son iPod nano ou se grisant de vitesse le long de la ligne droite des Hunaudières un week-end de 24 Heures du Mans. Pas de quoi en faire un rebelle, certes, mais assez pour le décoiffer un peu.

Grâce en partie à celui qui paraissait devoir l'étouffer, François Fillon semble paré, à 56 ans, pour prendre son envol, même s'il lui faudra encore patienter un peu.

Edité par Yves Clarisse

--- 14/11/2010 22:06 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/134927/sarkozy-reconduit-fillon-et-soigne-la-mise-en-scene/>]

GOUVERNEMENT

Sarkozy reconduit Fillon et soigne la mise en scène

PARIS (Reuters) - Nicolas Sarkozy a reconduit dimanche François Fillon au poste de Premier ministre moins de 24 heures après avoir accepté sa...

REUTERS | RMC.fr | 14/11/2010

3

réactions

Envoyer

par mail

s'abonner

aux newsletters

imprimer

l'article

Partager |

SOMMAIRE

François Fillon reconduit à Matignon Borloo quitte le gouvernement, reprend sa liberté de parole François Fillon, le survivant tranquille Sarkozy reconduit Fillon et soigne la mise en scène Démission du gouvernement et de François Fillon Fillon peut-il être re-nommé 1er ministre ? Le prochain 1er ministre pas connu avant dimanche Alain Juppé laisse entendre qu'il va entrer au gouvernement

tout le sommaire

Fillon reconduit à matignon

© Reuters Nicolas Sarkozy a reconduit dimanche François Fillon (à gauche) au poste de Premier ministre moins de 24 heures après avoir accepté sa démission, première étape d'un remaniement ministériel politiquement délicat. /Photo d'archives/REUTERS/Philippe Wojazer

PARIS (Reuters) - Nicolas Sarkozy a reconduit dimanche François Fillon au poste de Premier ministre moins de 24 heures après avoir accepté sa démission, première étape d'un remaniement ministériel politiquement délicat.

A défaut de créer un électrochoc par le choix d'un nouveau chef de gouvernement, le président de la République a soigné la mise en scène, après cinq mois de faux suspense, en procédant à cette nomination en plein week-end.

François Fillon a pour sa part déclaré dans un communiqué s'engager "avec détermination dans une nouvelle étape".

Celle-ci "doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi, de

promouvoir les solidarités et d'assurer la sécurité de tous les Français", a précisé le Premier ministre. Autant de têtes de chapitre d'un programme pour les 18 mois qui restent avant l'élection présidentielle de 2012 et sur lequel il pourrait demander la confiance du Parlement après une déclaration de politique générale.

Nicolas Sarkozy et François Fillon ont consulté toute la journée et le Premier ministre est allé rendre compte au chef de l'Etat à l'heure du déjeuner, puis en milieu d'après-midi.

Outre la difficulté de composer un gouvernement "resserré" et "féminisé", comme annoncé par des sources gouvernementales, tout en laissant la place à quelques nouveaux entrants, tel le député-maire de Bordeaux Alain Juppé, le chef de l'Etat et le Premier ministre ont au moins deux autres problèmes à surmonter.

QUE FAIRE DE BORLOO ?

Comment garder au gouvernement le ministre sortant de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, un centriste qui poserait ses conditions pour rester au gouvernement après avoir brigué Matignon en vain pour y apporter une coloration sociale ?

Selon des proches de Jean-Louis Borloo, Nicolas Sarkozy lui a proposé les Affaires étrangères, un grand ministère économique ou un grand pôle affaires sociales.

L'ex-ministre de l'Ecologie menacerait de partir s'il n'a pas un grand ministère de l'Economie, dit-on par ailleurs de sources gouvernementales.

Une telle éventualité serait difficilement acceptable par François Fillon, dont les relations avec Jean-Louis Borloo se sont beaucoup tendues ces derniers mois.

Elle poserait en outre la question de l'avenir de Christine Lagarde et de François Baroin, respectivement ministres de l'Economie et du Budget.

Deuxième point dur : selon des parlementaires proches de Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a décliné le portefeuille de l'Intérieur que lui a proposé samedi le chef de l'Etat.

Jean-François Copé en reste à son offre de prendre la direction du parti présidentiel, tandis que l'actuel ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, s'accroche à son portefeuille, ajoute-t-on de mêmes sources.

"TOUT ÇA POUR ÇA ?"

Le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, a été le premier reçu dimanche matin par François Fillon, ce qui semble accrédiiter la perspective de son retour au gouvernement.

D'autres ministres semblent assurés de rester, comme celui de l'Education nationale, Luc Chatel, qui verrait même son portefeuille élargi à la jeunesse et aux sports.

De même, la rumeur politico-médiatique donnait dimanche Roselyne Bachelot, proche de François Fillon, aux Affaires sociales à la place d'Eric Woerth et remplacée à la Santé par Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat sortante à l'économie numérique.

L'opposition n'a pas tardé à railler le "non-choix" de Nicolas Sarkozy, qui a finalement entendu ceux qui, dans sa majorité, François Fillon en tête, ne voulaient pas de Jean-Louis Borloo à Matignon.

"Tout ça pour ça", a dit le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault.

"On savait que cela allait se terminer comme ça", a-t-il ajouté. "Cela veut dire que, de toute façon, c'est la même politique qui va continuer. Quand on est président de la République, on devrait avoir un petit peu plus le sens du respect des Français parce que les ministres (...) ont la tête ailleurs depuis des mois au lieu d'être concentrés sur les problèmes de la France."

Service France, édité par Yves Clarisse

--- **lundi 15 novembre 2010-8** ---

--- **15/11/2010 21:46** ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/135002/lidentite-nationale-un-symbole-fait-les-frais-du-remaniement/>]

GOUVERNEMENT

L'Identité nationale, un symbole, fait les frais du remaniement

PARIS (Reuters) - Thème récurrent de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2007, le ministère de l'Immigration et de l'Identité...

REUTERS | RMC.fr | 14/11/2010

18

réactions

Envoyer

par mail

s'abonner

aux newsletters

imprimer

l'article

Partager |

SOMMAIRE

Remaniement : le nouveau gouvernement Sarkozy a-t-il réussi son remaniement ? Nicolas Sarkozy et François Fillon vont justifier le remaniement Marine Le Pen : « Rien ne va changer » L'Identité nationale, un symbole, fait les frais du remaniement Bernard Kouchner, le symbole de l'ouverture dévalué Juppé n°2 et ministre de la Défense dans le nouveau gouvernement Jean-François Copé prendra les clés de l'UMP mercredi Christine Lagarde confirmée à l'Economie pour le G20 français Inédit, un couple dans le gouvernement Fillon

tout le sommaire

© Reuters

PARIS (Reuters) - Thème récurrent de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2007, le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale a fait les frais du remaniement dimanche.

Le portefeuille de l'Immigration est désormais rattaché au ministère de l'Intérieur et l'intitulé "Identité nationale" a purement et simplement disparu.

Nicolas Sarkozy a néanmoins voulu donner des gages à l'aile sécuritaire de l'UMP en faisant entrer au gouvernement un de ses chefs de file, Thierry Mariani, nommé secrétaire d'Etat auprès de la nouvelle ministre de l'Ecologie.

Eric Besson, transfuge du Parti socialiste qui occupait le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale depuis janvier 2009, devient ministre délégué à l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique auprès de Christine Lagarde.

La création de son précédent ministère était une des promesses de campagne du candidat Sarkozy, qui disait refuser de laisser ce thème à l'extrême-droite.

"Nous devons être fiers d'avoir restauré en France un discours assumé sur l'identité nationale et républicaine", avait écrit le chef de l'Etat à Eric Besson en juin 2009, l'invitant à "poursuivre ce travail, ouvert et sans tabou, de réaffirmation de ce que signifie d'être français".

A la tête du ministère de l'Immigration, Eric Besson avait lancé à l'automne 2009 un "grand débat sur l'identité nationale", jalonné par des dérapages racistes et vivement critiqué par l'opposition, qui y voyait le procès des immigrés et de l'Islam.

Source de multiples polémiques jusque dans les rangs de l'UMP, le débat sur l'identité nationale s'est finalement évaporé sans déboucher sur des mesures concrètes.

Laure Bretton, édité par Yves Clarisse

--- **15/11/2010 21:58** ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-un-monde-d-info-2010-11-15-affaires-etrangees-les-dossiers-sur-le-bureau-de-michele-alliot-497443-14-15.html>]

Rédaction de France Info

Écrire un mail

Reporters, présentateurs et journalistes spécialisés enquêtent, mettent en forme et contribuent à l'approfondissement de l'information
France Info - Chroniques - Un monde d'info
horaires de diffusion

* du lundi au vendredi

15h45 et 21h45. rediffusion le lendemain à 5h25

> Il suffit de copier le lien ci-dessous et de le coller dans votre application podcast:

> Installer sur Itunes

Fermer

fermer

Rédaction de France Info

vous pouvez envoyer un email à l'auteur de cet article en remplissant le formulaire suivant :

* nom/prénom [*]

* courriel [*]

* objet [*]

* message [*]

* Total de "trois plus trois"? [*] Saisir le total en chiffres

*

* [*] champs obligatoires

* fermer

*

Veuillez vous identifier

Nom *

Prénom

Mail *

Destinataires

Nom Mail *

Nom Mail

Votre message

Affaires Etrangères : les dossiers sur le bureau de Michèle Alliot-Marie
France Info - 15:50

*

*

*

*

*

France

Après le remaniement du gouvernement et donc le départ de Bernard Kouchner, remplacé par MAM, le point avec Mireille Lemaesquier sur les dossiers internationaux qui attendent le nouveau chef du Quai d'Orsay.

Israël

Le nouveau projet de gel de la colonisation en Cisjordanie, proposé par Washington à Israël. Washington presse Israël de renouveler pour trois mois le moratoire arrivé à expiration fin septembre afin de permettre la relance des pourparlers avec les Palestiniens, bloqués sur cette question alors qu'ils venaient tout juste de reprendre. En échange, le gouvernement américain offrirait à Israël du matériel militaire et la protection de son veto contre toute résolution critique à son égard au Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais au sein même du gouvernement israélien, on est divisé... L'extrême-droite et les colons s'y opposent. Mais le Premier ministre Benjamin Netanyahu est en mesure de le faire adopter de justesse. Sur place, les explications de Frédéric Barreyre.

Birmanie

Aung San Suu Kyi est libre et dès hier, elle a pu rencontrer ses partisans. elle en a profité pour lancer un appel à la liberté d'expression en Birmanie et exhorté ses partisans à défendre leurs droits et ne pas perdre courage, dans son premier grand discours public. Aung San Suu Kyi a passé sept années d'assignation à résidence. Reportage de Pauline Victor.

--- 15/11/2010 21:58 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-a-premiere-vue-2010-11-15-dur-dur-d-etre-favori-497430-9-10.html>]

dur, dur d'être favori ...

Patrice Bertin - 20:00

*

*

*

*

*

A première vue, il y a comme une malédiction qui frappe les favoris de Sarkozy. Ca s'est produit dans tout plein de domaines depuis quelques mois et ca s'est confirmé avec le remaniement. Ces derniers temps avoir les faveurs du président, c'est presque l'assurance de se planter.

Dernier exemple en date peut être le plus frappant, en tout cas le plus frappé, Jean Louis Borloo. Donné favori pour Matignon, vanté par le président pour ses qualités intellectuelles et consensuelles, il est sacrifié sans pitié sur l'autel de l'idéologie majoritaire insensible à son mérite brushing.

Et Borloo n'est pas un cas isolé. Avant l'été, voici le sémillant patron d'Europe 1, Alexandre Bompard présenté comme hyper favori pour prendre les rennes de France télévision. Patatras, c'est le très discret Rémy Pflimlin qui est nommé. Battu aux régionales, Xavier Darcos est pressenti pour présider château de Versailles. Mauvaise pioche. Aillagon reste en place. Et encore David Martinon archi favori à Neuilly. Il échoue et s'exile aux Etats Unis. Et aussi le fils dorloté, Jean Sarkozy annoncé à la tête de l'EPAD. Caramba, encore raté. Et enfin David Kessler favori disait-on pour Arte et qui se voit coiffé au poteau par Véronique Ceyla.

A croire, vraiment, qu'une malédiction frappe les protégés du chef de l'état dès que l'opinion est avertie du destin qui leur semble promis. Comme si un effet boomerang venait automatiquement contrarier les volontés du château. Comme une sorte d'effet pervers de ce que Villepin appelle « l'esprit de cour ». Etre le favori du patron n'est plus un avantage mais un handicap. Nicolas Sarkozy qui se vantait d'être le DRH du parti socialiste n'est plus tout à fait celui de son propre entourage.

--- 15/11/2010 21:59 ---

[source: <http://www.france-info.com/dossiers-remaniement-ministeriel-2010-11-15-apres-le-remaniement-la-balle-au-centre-497447-9-10.html>]

lundi 15 novembre - 21:58:39

* fermer
*

Veillez vous identifier

Nom *

Prénom

Mail *

Destinataires

Nom Mail *

Nom Mail

Votre message

Remaniement ministériel

France Info - 17:44

*

menu

- * Accueil du Dossier
- * Sarkozy à la télévision demain, Fillon à l'Assemblée le 24
- * Le nouveau gouvernement Fillon
- * Une équipe de fidèles, en vue de 2012
- * Jean-Louis Borloo reprend sa liberté
- * Ils sortent du gouvernement
- * Alain Juppé, l'éternel retour
- * François Fillon, "père la rigueur"
- * Brice Hortefeux et le tournant sécuritaire
- * En marge du remaniement, Copé met la main sur l'UMP
- * Eric Woerth, le "monsieur retraites" du gouvernement, paie l'affaire Bettencourt

- * Hervé Morin poussé vers la sortie, sans fausse note
- * Bernard Kouchner ou le départ du symbole de l'ouverture
- * Les écologistes regrettent "leur" grand ministère
- * L'inquiétude des associations antiracistes
- * La valse des entrants et sortants du nouveau gouvernement
- * Fillon III : les réactions politiques
- * Après le remaniement, la balle au centre

Après le remaniement, la balle au centre
cécile quéguiner - 17:44

*
*
*
*
*

Sitôt sortis du gouvernement hier, Jean-Louis Borloo et Hervé Morin ont affiché leurs ambitions respectives de rassembler les centristes autour d'eux. Ils réfléchiraient même à une stratégie de recomposition du centre. Mais ils ne sont pas seuls.

Le recadrage à droite du nouveau gouvernement offre un boulevard aux centristes, en vue de 2012. Et c'est la bousculade...

France Info -

Pari risqué pour le nouveau pouvoir, disent certains analystes, que d'avoir tourné le dos aux centristes, en les évinçant du nouveau gouvernement. Ceux-ci n'ont pas tardé, à peine la composition du gouvernement connue, à en dénoncer la couleur "UMP-RPR". Et la promotion de Michel Mercier, devenu garde des Sceaux et l'entrée de Maurice Leroy à la Ville, ne semble pas pouvoir stopper l'émancipation de ce courant, qui pèse traditionnellement 10 à 15% dans l'électorat français.

France Info - Jean-Louis Borloo, quittant le ministère de l'Ecologie, cet après-midi © REUTERS/Benoit Tessier

Jean-Louis Borloo, quittant le ministère de l'Ecologie, cet après-midi © REUTERS/Benoit Tessier
Faire entendre sa différence

Jean-Louis Borloo le premier, avant même l'annonce officielle de son départ, se réjouissait dans un communiqué de "retrouver sa liberté de parole" et annonçait réunir dès ce lundi soir ses troupes pour envisager la suite.

Selon le numéro 2 du Parti radical, "dans une majorité qui ne cesse de se réduire à une peau de chagrin, les centristes veulent faire entendre leur différence sur les sujets qui intéressent les Français, comme la réussite des jeunes, l'emploi des seniors, l'autonomie et l'équité fiscale".

"Je ferai désormais en sorte de rassembler la famille centriste" Hervé Morin, évincé du ministère de la Défense (0'26")

Mais la suite, quelle suite ? Avec Hervé Morin peut-être ? L'autre exclu du gouvernement Fillon III, hier soir, dénonçait l'apparition d'"une équipe de campagne proche du RPR". Et son proche François Sauvadet parlait d'une "baffe au centre". Une baffe pour mieux rebondir : Hervé Morin s'est fixé, lui aussi, "le cap" de "rassembler" autour de son parti le Nouveau centre. Il affirme d'ailleurs avoir un rendez-vous avec Jean-Louis Borloo demain pour en parler.

"Il faut construire autre chose", clame de son côté le président du Mouvement démocrate François Bay-

rou, sur l'air du "je vous l'avais bien dit". Un message qu'il adresse à "tous ceux qui viennent de faire le constat cruel de leur insignifiance dans le système qui a été construit par le pouvoir actuel".
"Il faut construire autre chose", affirmait François Bayrou hier (0'30")

Et Christine Boutin ne veut pas être en reste. La présidente du parti chrétien-démocrate, craignant de rater le train, a très vite déploré l'absence de sa famille politique au gouvernement. Et annoncé vouloir faire entendre sa voix.

Christine Boutin appelle aussi à rejoindre son parti chrétien-démocrate (0'38")

Appels du pied

Mais ces centristes désormais isolés représentent aussi un vivier fort intéressant, pour qui cherche à s'entourer. Dominique de Villepin, le rival de Nicolas Sarkozy, leur a adressé un premier signe aujourd'hui : "il faut s'élargir, il faut s'ouvrir, (il faut) en France une grande coalition de bonnes volontés", a-t-il déclaré à la télévision aujourd'hui.

L'UMP Dominique Paillé tente de rattraper les centristes par la manche : "il faut bien réfléchir avant d'avoir des mouvements d'humeur" (0'47")

Et même à gauche, on ne s'y trompe pas : Ségolène Royal elle aussi a lancé un appel non équivoque à l'adresse de ces centristes, "très mal traités", dit-elle, lors de ce remaniement. La socialiste a déclaré espérer qu'"en reprenant leur autonomie aujourd'hui, ils se souviendront et auront le courage entre les deux tours de l'élection présidentielle de rejoindre la gauche et les écologistes pour bâtir ensemble un nouvel avenir à notre pays".

Ségolène Royal tend la main au centre (0'30")

Point trop n'en faut toutefois. Et c'est Hervé Morin qui a dit stop : "je suis extrêmement clair dans ma tête, dit-il. Je suis dans la majorité, je veux porter un centrisme de construction et non pas d'opposition". Et de souligner que la démarche de la socialiste lui rappelait celle... de François Bayrou. Les centristes en voie d'émancipation, mais pas de réconciliation !

--- 15/11/2010 21:59 ---

[source: <http://www.france-info.com/dossiers-remaniement-ministeriel-2010-11-15-la-valse-des-entrants-et-sortants-du-nouveau-gouvernement-497439-9-10.html>]
lundi 15 novembre - 21:59:17

* fermer
*

Veuillez vous identifier

Nom *

Prénom

Mail *

Destinataires

Nom Mail *

Nom Mail

Votre message

Remaniement ministériel

France Info - 17:06

*

menu

- * Accueil du Dossier
- * Sarkozy à la télévision demain, Fillon à l'Assemblée le 24
- * Le nouveau gouvernement Fillon
- * Une équipe de fidèles, en vue de 2012
- * Jean-Louis Borloo reprend sa liberté
- * Ils sortent du gouvernement
- * Alain Juppé, l'éternel retour
- * François Fillon, "père la rigueur"
- * Brice Hortefeux et le tournant sécuritaire
- * En marge du remaniement, Copé met la main sur l'UMP
- * Eric Woerth, le "monsieur retraites" du gouvernement, paie l'affaire Bettencourt

- * Hervé Morin poussé vers la sortie, sans fausse note
- * Bernard Kouchner ou le départ du symbole de l'ouverture
- * Les écologistes regrettent "leur" grand ministère
- * L'inquiétude des associations antiracistes
- * La valse des entrants et sortants du nouveau gouvernement
- * Fillon III : les réactions politiques
- * Après le remaniement, la balle au centre

Hervé Morin laisse la place à Alain Juppé à la Défense.

©REUTERS/Charles Platiau

La valse des entrants et sortants du nouveau gouvernement

Caroline Caldier - 17:06

*

*

*

*

*

La France a un nouveau gouvernement. Renommé dimanche Premier ministre par Nicolas Sarkozy, François Fillon a formé une équipe resserrée, dont la composition a été dévoilée dimanche dans la soirée. L'heure est donc aux passations de pouvoir ce lundi.

- Ministère du Travail

Eric Woerth a laissé la place à Xavier Bertrand au ministère du Travail. Dans un discours empreint d'une émotion non feinte, ce dernier a souligné que son prédécesseur avait été "injustement attaqué", tout en assurant que son honneur est "intact". "Je veux lui dire tout mon soutien", a déclaré le nouveau ministre du

Travail.

"Nous avons mené avec mon équipe la dure bataille des retraites", a rappelé Eric Woerth lors de cette passation de pouvoir. "J'ai payé le prix de cette réforme", a glissé l'ancien ministre, dans une allusion manifeste aux accusations de l'opposition dans l'affaire Bettencourt.

Eric Woerth passe la main, soulignant avoir payé un certain prix pour avoir mené la réforme des retraites (0'49")

- Ministère de l'Ecologie

Pressenti jusqu'il y a quelques jours pour devenir Premier ministre, Jean-Louis Borloo avait annoncé dimanche avoir "choisi de ne pas appartenir" au nouveau gouvernement, après la nomination de son rival, François Fillon.

C'est donc sans un mot qu'il a quitté son ministère. Pressé par les très nombreux journalistes de faire une déclaration, le président du Parti radical n'a pas rompu le silence qu'il a décidé d'observer depuis dimanche et s'est engouffré dans une voiture qui a immédiatement démarré.

Il a laissé la place à celle qui fut sa secrétaire d'Etat à l'Ecologie entre 2007 et 2009 : Nathalie Kosciusko-Morizet. Laquelle est désormais numéro quatre du gouvernement, sans titre de ministre d'Etat comme son prédécesseur, et surtout sans l'Energie. "La feuille de route du ministère, c'est le Grenelle de l'environnement (...) et je vais continuer à la porter, dans toutes ses dimensions et par exemple dans la dimension de la lutte contre le changement climatique", a-t-elle déclaré devant les caméras.

La maire de Longjumeau était jusque là secrétaire d'Etat à l'économie numérique. Elle revient donc "à la maison" (0'54")

- Ministère de la Défense

Le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, évincé de la nouvelle équipe Fillon, a donc quitté le ministère de la Défense. Il est remplacé par, Alain Juppé, ministre d'Etat, qui a pris la parole devant de nombreux journalistes à l'occasion de cette cérémonie très politique.

Le reportage de Germain Treille à la passation de pouvoirs du ministère de la Défense (1'19")

- Ministère des sports

La personnalité la plus populaire du gouvernement sortant ne fait pas partie de la nouvelle équipe : Rama Yade laisse la place à Chantal Jouanno, sans amertume apparente. "Je ne retrouve pas ma liberté de parole, je ne l'avais pas perdue. En aucun cas, mon départ n'est une sanction", affirme Rama Yade.

Rama Yade n'est plus ministre des sports... mais n'a pas le sentiment d'être sanctionnée (0'51")

- Ministère de la Ville

Le centriste Maurice Leroy devient le nouveau titulaire du poste, en remplacement de Fadela Amara, dont le Plan Banlieues ne restera pas comme un grand succès du gouvernement sortant. Le nouveau ministre a d'ailleurs déjà pris ses distances avec l'action de l'ancienne présidente de Ni putes ni soumises.

--- 15/11/2010 22:11 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-dossier-du-jour-2010-11-15-les-ers-montrent-ils-deja-leurs-limites-497453-9-43.html>]

Rédaction de France Info

Écrire un mail

Reporters, présentateurs et journalistes spécialisés enquêtent, mettent en forme et contribuent à l'appro-

fondissement de l'information

France Info - Chroniques - Dossier du jour
horaires de diffusion

* du lundi au vendredi dans la tranche 17h / 19h

> Il suffit de copier le lien ci-dessous et de le coller dans votre application podcast:

> Installer sur iTunes

Fermer

fermer

Rédaction de France Info

vous pouvez envoyer un email à l'auteur de cet article en remplissant le formulaire suivant :

* nom/prénom [*]

* courriel [*]

* objet [*]

* message [*]

* Total de "quatre plus trois"? [*] Saisir le total en chiffres

*

* [*] champs obligatoires

* fermer

*

Veillez vous identifier

Nom *

Prénom

Mail *

Destinataires

Nom Mail *

Nom Mail

Votre message

Les ERS montrent-ils (déjà) leurs limites ?

France Info - 18:32

*

*

*

*

*

Les ERS sont des internats regroupant pendant un an 15 à 30 élèves dits "perturbateurs" âgés de 13 à 16 ans ayant fait l'objet de multiples exclusions, avec un "encadrement renforcé". Ils sont aujourd'hui au centre d'une polémique après deux affaires impliquant ces jeunes exclus du système scolaire traditionnel...

Un nouvel incident dans un ERS, établissement de réinsertion scolaire, à Portbail, une station balnéaire de la Manche.

Après des violences, huit élèves originaires de Seine-Saint-Denis ont été renvoyés chez eux en fin de semaine dernière, quelques jours seulement après leur arrivée. La semaine dernière à Craon en Mayenne, les élèves d'un autre ERS ont été renvoyés en région parisienne. Ils s'en étaient pris à des élèves du collège qui accueille l'établissement.

Cette fois, ces adolescents en difficulté s'en sont pris aux gérants d'un bar de la commune.

- A Portbail, le reportage de Benoit Martin.

La rentrée s'est faite au ralenti ce matin au collège Volney de Craon (CRAN) en Mayenne. Une semaine après l'exclusion de 5 élèves de l'Établissement de Réinsertion Scolaire (ERS) pour des violences, les profs ont finalement repris les cours. Mais face à eux, les rangs étaient plutôt clairsemés. A peine la moitié des élèves était en cours.

- A Laval, les précisions de Soline Demestre.

Les ERS ont été voulus par le président lui-même, mais ils ont aussi été contestés par des enseignants et chefs d'établissements.

Pour autant, le gouvernement entend "persévérer" dans l'implantation de ces structures nouvelles. C'est ce que le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel a indiqué.

- Les explications de Richard Place sur ce dispositif déjà décrié...

--- 15/11/2010 22:11 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-politique-en-coulisses-2010-11-15-sarkozy-fillon-chacun-sa-semaine-497471-9-10.html>]

Sarkozy, Fillon : chacun sa semaine...

France Info - 18:48

*
*
*

*
*

Nicolas Sarkozy à la télévision demain soir. François Fillon devant les députés mercredi prochain. Le couple exécutif s'est distribué les rôles après le renouvellement de ses épousailles. Nicolas Sarkozy entend bien rester le maître de maison.

Ecouter la chronique (3'02")

Cette semaine sera la semaine Nicolas Sarkozy. Le chef de l'Etat entend bien le rappeler, au cours de cette longue interview télévisée (au moins une heure et demie) : c'est lui qui fixe la ligne. Et François Fillon devra attendre une semaine pour dire comment il compte appliquer cette ligne.

La déclaration de politique générale du Premier ministre a été fixée à mercredi prochain. Il engagera la

responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Nul doute que tous les députés UMP seront ravis de montrer leur adhésion au chef de la majorité, conforté par ce remaniement.

Cette belle image aurait pu être dans les 20 heures de mercredi. François Fillon aurait pu faire ce grand discours au lendemain de l'intervention de Nicolas Sarkozy.

Mais il devra attendre une semaine pour cela. A moins que lors des questions au gouvernement demain après-midi, il trouve l'occasion de rappeler sa popularité auprès des parlementaires de la majorité, quelques heures avant la prise de parole élyséenne. Une façon de dire qu'il pèse plus qu'un simple collaborateur du Président, tel qu'il avait été décrit par Nicolas Sarkozy après sa première déclaration de politique générale.

Mais Nicolas Sarkozy et François Fillon ne vont sans doute pas retomber dans ces travers, parce qu'ils doivent désormais tenir compte de ce qui se passe dans la majorité, à l'extérieur du gouvernement. Jusque-là la majorité était assez docile. Elle compte désormais deux rebelles affichés, Jean-Louis Borloo et Hervé Morin.

Chacun se voit bien mener et faire prospérer le centre sur l'échiquier politique. Les deux anciens ministres se rencontrent demain d'ailleurs, pour en parler. Il faut que la famille centriste se rassemble, prévient un autre centriste, le sénateur, président de l'Union du centre, Jean Arthuis : "les centristes sont aujourd'hui très dispersés. Ainsi éclatés, divisés, fractionnés, les centristes ne pèsent pas, leur discours n'est pas audible. Il y a donc urgence à rassembler les centristes, à refonder la famille centriste. Je rencontre François Baroin après demain. Hervé Morin quand il veut. Je suis prêt à travailler avec tous."

Un rassemblement d'autant plus nécessaire que les candidatures risquent de se multiplier à droite, à côté de celle de Nicolas Sarkozy. Christine Boutin tient à assumer la présence chrétienne démocrate au premier tour de la présidentielle : "le premier tour pour moi, c'est un moment de débat. Il convient que chaque candidat ait un projet de société et qu'il puisse l'exposer aux français. Au deuxième tour les candidats seront amenés à reprendre les éléments du débat du premier tour. Et c'est dans cet esprit que le parti chrétien démocrate aura un candidat en 2012. Il y a parfois beaucoup de candidatures, mais tout le monde ne va pas au bout. Mais ce que je peux vous dire, c'est que le parti chrétien démocrate ira jusqu'au bout, ça c'est une certitude."

Et outre Christine Boutin, il faudra aussi compter avec François Bayrou qui entend bien garder son créneau au centre, et Dominique de Villepin qui prône une grande coalition des bonnes volontés.

Cela fait beaucoup de monde.

--- 15/11/2010 22:13 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-du-cote-des-etoiles-2010-11-13-pluton-et-eris-au-coude-a-coude-497036-29-33.html>]

Du côté des étoiles

La vie des planètes et la découverte du cosmos en dialogue avec Marie-Odile Monchicourt

France Info - Chroniques - Du côté des étoiles

France Info - Chroniques - Du côté des étoiles

Serge Brunier

Écrire un mail

Reporter-photographe et écrivain d'ouvrages scientifiques, il est spécialisé dans l'astronomie et la conquête spatiale

France Info - Chroniques - Du côté des étoiles

horaires de diffusion

* samedi

13h42, 15h12, 16h42, 18h42, 20h12

> Il suffit de copier le lien ci-dessous et de le coller dans votre application podcast:

> Installer sur Itunes
Fermer
fermer
Serge Brunier

vous pouvez envoyer un email à l'auteur de cet article en remplissant le formulaire suivant :

- * nom/prénom [*]
- * courriel [*]
- * objet [*]
- * message [*]
- * Total de "deux plus quatre"? [*] Saisir le total en chiffres
- *
- * [*] champs obligatoires

France Info -

-

- * fermer
- *

Veillez vous identifier

Nom *

Prénom

Mail *

Destinataires

Nom Mail *

Nom Mail

Votre message

Pluton et Eris au coude à coude
Serge Brunier - 13 novembre 2010

- *
- *
- *
- *
- *

Il existe dans les régions externes des milliers, peut-être des millions, de petites planètes de glace. Les plus grandes d'entre elles, Pluton et Eris, sont scrutées attentivement par les astronomes...

Depuis quelques années, Pluton a été détronée de son titre de planète, et notre système solaire ne compte

plus officiellement que huit planètes, Mercure, Vénus, la Terre, Mars, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune. Pluton a donc rejoint les limbes des astéroïdes, et autres « planètes naines » qui par millions tournoient dans l'espace... Lorsqu'en 2003 fut découvert Eris, un astéroïde de glace extraordinairement lointain - il navigue entre 5,5 et 14,5 milliards de km du Soleil... - les astronomes orientèrent vers le nouveau venu les télescopes spatiaux Hubble et Spitzer et découvrirent que Eris était plus grand que Pluton, soit 2600 à 3000 km, contre seulement 2350 km pour Pluton...

Mais, le 6 novembre dernier, deux équipes d'astronomes, amateurs et professionnels, ont observé l'éclipse d'une étoile de la constellation de la Baleine par Eris, dans le but de mesurer précisément, via la durée de l'éclipse, le diamètre de l'astre. Cette éclipse, ou plutôt occultation, comme disent les astronomes, était visible depuis le Chili, où elle a été suivie par une équipe belge travaillant à l'observatoire européen de La Silla, et, 740 km plus au nord, par l'équipe d'Alain Maury, un astronome indépendant, travaillant dans son propre observatoire, Space, (San Pedro de Atacama Celestial Explorations Observatory) au pied de la cordillère des Andes.

C'est Bruno Sicardy, astronome de l'observatoire de Paris, qui étudie actuellement les données enregistrées aux observatoires de La Silla et de San Pedro de Atacama. D'après les mesures - l'éclipse a duré 27 secondes et 76 secondes respectivement - le diamètre de Eris a été très surestimé par les mesures des télescopes spatiaux. Eris mesurerait moins de 2400 km de diamètre et serait donc plus petit que Pluton !

Au centre de la vidéo enregistrée par Alain Maury depuis San Pedro de Atacama, l'étoile de la Baleine s'éteint brusquement, lors du passage de Eris devant elle.

--- mercredi 17 novembre 2010-9 ---

--- 17/11/2010 22:40 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/135293/colere-des-policiers-apres-la-liberation-de-trafiqants-presumes/>]
POLICE

Colère des policiers après la libération de trafiquants présumés

Une magistrate de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient de remettre en liberté trois personnes arrêtées, il y a peu, en possession de grandes quantités de drogue et d'armes lourdes. Un syndicat de policiers qualifie la décision de « sidérante ».

Colère des policiers après la libération de trafiquants présumés Un trafiquant de drogue remis en liberté, des policiers furieux Les jurys populaires vont être étendus
tout le sommaire

© Reuters Une magistrate de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient de remettre en liberté trois personnes arrêtées, il y a peu, en possession de fortes quantités de drogue et d'armes lourdes. Un syndicat de policiers qualifie la décision de « sidérante ».

Une juge des Libertés et de la Détention de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient de remettre en liberté un trafiquant de drogue présumé et deux de ses complices présumés. Ils avaient été arrêtés tous les trois le 8 novembre dernier à Noisy-le-Sec, en possession de 3,5 kg de cannabis, 1,5 kg de cocaïne, une kalachnikov, un pistolet automatique avec silencieux ainsi qu'une centaine de cartouches.

Ils avaient été repérés à cause de leur luxueux train de vie, malgré l'absence de revenus officiels. La magistrate qui a ordonné leur remise en liberté n'a pas publiquement motivé sa décision.

« Une décision sidérante »

Interrogé mercredi sur RMC, le secrétaire national du syndicat de police Alliance, Frédéric Lagache, est consterné : « C'est sidérant ce genre de décisions. Il n'y a même plus de mots pour qualifier l'attitude de cette magistrate. Nos collègues sont là pour interpellé et on a des magistrats qui libèrent des suspects que nous venons d'arrêter, alors que tous les éléments d'infraction sont constitués. D'après nous, ce sont de très gros délinquants. Cela faisait des mois que nos collègues travaillaient sur l'affaire, c'est très démoti-

vant pour eux ».

« Nous, ce qu'on attend, c'est l'explication de ces libérations. Qu'est-ce qui peut motiver un magistrat pour libérer quelqu'un comme ça ? », conclue-t-il.

Cette affaire intervient alors que Nicolas Sarkozy vient de décider d'étendre la participation de jurys citoyens aux décisions prises par les juges d'application des peines.

--- 17/11/2010 22:40 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/135270/leurope-loin-de-son-objectif-2020-denergies-renouvelables/>]
ENERGIE

L'Europe loin de son objectif 2020 d'énergies renouvelables ?

PARIS (Reuters) - L'Europe pourrait avoir des difficultés à atteindre son objectif de 20% d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie...

L'Europe pourrait ne pas atteindre les 20% d'énergies renouvelables en 2020

© Reuters L'Europe pourrait avoir des difficultés à atteindre son objectif de 20% d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie d'ici 2020, en raison surtout de la baisse des financements, estime la directrice de l'activité énergie de Capgemini. La Commis

PARIS (Reuters) - L'Europe pourrait avoir des difficultés à atteindre son objectif de 20% d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie d'ici 2020, en raison surtout de la baisse des financements, estime la directrice de l'activité énergie de Capgemini.

La Commission européenne estimait au contraire en début d'année que les Etats membres dépasseraient légèrement cet objectif pour atteindre 20,3% d'électricité verte en 2020.

"La crise a joué de manière négative car il y a moins de financement", a dit à Reuters Colette Lewiner, à l'occasion de la publication du rapport annuel de la société de conseil sur les marchés européens de l'énergie.

"Les énergies renouvelables ont continué de croître en 2009 (...) cette croissance n'est probablement pas assez rapide pour permettre à l'Europe d'atteindre l'objectif de 20%", peut-on ainsi lire dans l'étude publiée mercredi.

Le développement de l'éolien sur lequel repose en grande partie l'objectif européen est par ailleurs handicapé par le manque de zones propices à l'installation d'éoliennes.

"Les sites terrestres les plus favorables ont déjà été exploités nécessitant le développement de projets éoliens offshore qui sont plus complexes et coûteux", précise le rapport intitulé "Observatoire européen des marchés de l'énergie".

L'objectif français de 23% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique - supérieur à celui de l'Union européenne sera "aussi difficile à atteindre", selon Colette Lewiner.

"Nous sommes autour de 12%, nous avons encore un bon bout de chemin à faire", a-t-elle dit en précisant que la France avait encore un potentiel de développement de l'éolien terrestre.

Les possibilités de financement de projets en Europe ont été réduites par la crise et les plans de rigueur adoptés par de nombreux pays ont entraîné une baisse des subventions aux énergies renouvelables, notamment dans le solaire et l'éolien, souligne encore le rapport.

Or, selon Capgemini, comme les énergies renouvelables ne sont pas encore rentables, les régulateurs et les gouvernements devront augmenter les prix de l'électricité, même si "ce type de décision est difficile à prendre en période de reprise économique modérée".

Un autre facteur de hausse des prix de l'électricité proviendra de l'adaptation nécessaire des réseaux électriques au développement des énergies renouvelables, dont la production est intermittente et décentralisée.

"Le soutien des autorités de régulation et un financement public sont essentiels pour que ces réseaux intelligents soient déployés à grande échelle, ce qui implique une augmentation des tarifs de transport et par conséquent une hausse des tarifs de l'électricité", peut-on encore lire.

Mathilde Cru et Muriel Boselli, édité par Gilles Trequesser

--- 17/11/2010 22:40 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/135268/emirats-australie-et-etats-unis-trio-de-tete-des-rejets-de-co2/>]
POLLUTION

Emirats, Australie et Etats-Unis, trio de tête des rejets de CO2

OSLO (Reuters) - Les Emirats arabes unis, l'Australie et les Etats-Unis sont les trois principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, selon un...

Emirats, australie et etats-unis, trio de tête des rejets de co2

© Reuters Les Emirats arabes unis, l'Australie et les Etats-Unis sont les trois principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, selon un indice publié mercredi qui combine émissions actuelles et rejets historiques. /Photo d'archives/REUTERS/Tyrone Siu

OSLO (Reuters) - Les Emirats arabes unis, l'Australie et les Etats-Unis sont les trois principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, selon un indice publié mercredi qui combine émissions actuelles et rejets historiques.

Pour établir son classement, la société britannique de conseil Maplecroft prend en ligne de compte les émissions actuelles totales mais aussi ramenées à la population, ainsi que le total des émissions cumulées dans l'histoire.

Pour chaque pays, les rejets de gaz à effet de serre par habitant représentent 50% de la note finale; les rejets nationaux et historiques comptent chacun pour 25% de la note.

Sans surprise, les pays riches et les membres de l'OPEP occupent les premières places de ce classement de 183 nations. Les pays africains, faiblement émetteurs de gaz à effet de serre, sont aux derniers rangs.

Les Emirats arabes unis occupent la tête du fait de leur forte consommation d'énergie - notamment pour les programmes de désalinisation de l'eau de mer - presque entièrement produite à partir des hydrocarbures.

L'Australie est au deuxième rang en raison de sa forte dépendance au charbon. La troisième place des Etats-Unis s'explique largement par l'accumulation des rejets depuis 1900 et par l'importance des émissions de gaz à effet de serre rapportées à la population.

Suivent le Canada, les Pays-Bas, l'Arabie saoudite, Singapour, la Russie, la Belgique et le Kazakhstan.

La Chine, qui est aujourd'hui le principal pays émetteur de gaz à effet de serre en données brutes, n'apparaît qu'au 26e rang car ses rejets rapportés à sa population de 1,3 milliard d'habitants sont bien inférieurs aux émissions par habitant de pays comme les Etats-Unis ou l'Australie.

La question du réchauffement climatique et des émissions de gaz à effet de serre seront de nouveau au centre de la réunion organisée par l'Onu du 29 novembre au 10 décembre à Cancun, au Mexique. Mais les négociations en vue de parvenir à un nouveau traité limitant les émissions de gaz à effet de serre ne devraient pas aboutir cette année.

Alister Doyle; Henri-Pierre André pour le service français

--- 17/11/2010 22:40 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/135242/la-gauche-devant-pour-2012-mais-moins-nettement-selon-lifop/>]
SONDAGE

La gauche devant pour 2012 mais moins nettement, selon l'Ifop

Les Français souhaitent majoritairement la victoire de la gauche lors de la prochaine élection présidentielle mais ce soutien fléchit en novembre, selon le tableau de bord Ifop-Paris Match rendu public mercredi.

En novembre, 51% des sondés souhaitent l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2012 alors qu'ils étaient 56% en septembre.

© DR En novembre, 51% des sondés souhaitent l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2012 alors qu'ils étaient 56% en septembre.

Au total, 51% des sondés souhaitent l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2012 alors qu'ils étaient 56% en septembre. La victoire de la droite est souhaitée par 42% des personnes interrogées, en progression de deux points en deux mois.

Dans le classement des personnalités de novembre, Dominique Strauss-Kahn perd la première place au profit de Jacques Chirac mais le directeur général du Fonds monétaire international se maintient à un niveau élevé (72 points) par rapport aux autres dirigeants socialistes.

Le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, recule de la 9^e à la 13^e place avec 56 point contre 64 en octobre. Son prédécesseur, François Hollande, progresse de cinq places, à la 21^e avec 53 points.

Le sondage a été réalisé au téléphone ou au domicile de 956 personnes les 10 et 12 novembre.

Laure Bretton, édité par Yves Clarisse

--- 17/11/2010 22:41 ---

[source: <http://www.rmc.fr/editorial/135200/fillon-devoile-les-priorites-de-son-gouvernement-de-combat/>]
FILLON

Fillon dévoile les priorités de son "gouvernement de combat"

PARIS (Reuters) - François Fillon a dévoilé mardi les priorités de son "gouvernement de combat", avant même l'intervention télévisée de Nicolas...

Sarkozy à la TV: quelles questions lui poseriez-vous ? Le remaniement ne convainc pas les Français Remaniement : le nouveau gouvernement Fillon dévoile les priorités de son "gouvernement de combat" Remaniement: le soufflet est retombé Nicolas Sarkozy à la télévision ce mardi soir Sarkozy a-t-il réussi son remaniement ?

tout le sommaire

François fillon révèle les grands axes du nouveau gouvernement

© Reuters François Fillon a dévoilé mardi les priorités de son "gouvernement de combat", avant même l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy dans la soirée et son propre discours de politique générale mercredi prochain. /Photo prise le 21 septembre 2010/REUTERS/

PARIS (Reuters) - François Fillon a dévoilé mardi les priorités de son "gouvernement de combat", avant même l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy dans la soirée et son propre discours de politique générale mercredi prochain.

Le Premier ministre reconduit dimanche a insisté à l'Assemblée nationale sur la lutte contre les déficits, la relance de la croissance, le financement de la dépendance, la réforme de la fiscalité et la lutte contre l'insécurité.

L'intervention de François Fillon, qui se défend d'être un "hyper-Premier ministre", a semblé constituer, sinon une façon de griller la politesse au président, du moins un signe du rééquilibrage du duo exécutif après un début de quinquennat marqué par "l'hyper-présidence".

Nicolas Sarkozy doit s'exprimer à la télévision ce mardi à 20h15 (19h15 GMT) durant 90 minutes.

François Fillon a conclu la troisième de ses réponses en rappelant que "le président de la République fixe les orientations et les présente lui-même aux Français".

"C'est un gouvernement de combat contre l'endettement, c'est un gouvernement de combat contre le chômage, c'est un gouvernement de combat contre l'injustice, c'est un gouvernement de combat contre l'insécurité", a-t-il dit aux députés, qui l'ont, à droite, ovationné avant sa prise de parole.

"Nous devons relancer l'économie. Nous devons réduire les déficits. Nous devons protéger notre modèle social."

DÉFICITS ET CROISSANCE

François Fillon, qui avait fait acte de candidature pour rester à la tête du gouvernement et ne pas être remplacé par Jean-Louis Borloo, a répété qu'il n'était pas question que sa politique prenne un virage, dans quelque sens que ce soit.

"Nous avons besoin de stabilité et de continuité pour que ne soient pas ruinés les efforts qui ont été demandés aux Français pendant trois ans, en particulier en raison de la crise économique et sociale, et qui pourraient l'être par un changement soudain de politique", a-t-il dit.

En matière économique, "la priorité absolue" restera la lutte contre les déficits, a-t-il dit.

Elle est indispensable pour le renforcement de la croissance "au service de l'emploi", a-t-il ajouté.

La France prévoit une croissance de son PIB de 1,5% à 1,6% en 2010, dans la moyenne de la zone euro mais nettement inférieure à la croissance allemande.

Le chômage, total ou partiel, touchait en septembre quatre millions de personnes en France - dont 2,7 millions de chômeurs en catégorie A - et demeure la priorité des Français selon les enquêtes d'opinion.

DÉPENDANCE, SÉCURITÉ ET G20

François Fillon a confirmé qu'une réforme fiscale serait soumise au Parlement avant l'été 2011. Cette "réforme d'ensemble de notre fiscalité" ira vers plus de justice et d'efficacité économique, a-t-il dit.

La deuxième priorité sera la cohésion sociale, a poursuivi le Premier ministre, évoquant "une réflexion sur la sécurité sociale et son financement", le chantier de la dépendance, piloté par la ministre de la Solidarité Roselyne Bachelot, et un "effort particulier" pour la politique de la ville.

Le grand chantier de la dépendance, que Nicolas Sarkozy souhaitait régler en 2011, sera "ouvert", a dit François Fillon, laissant planer le doute sur la création effective d'un "cinquième risque", promesse de la campagne présidentielle.

La troisième priorité sera la sécurité, qui passera selon lui par davantage d'efficacité judiciaire.

"Il est indispensable que les peines prononcées par les tribunaux puissent être effectivement assumées, assurées, et pour cela nous avons besoin de renforcer notre effort en faveur d'une modernisation de la justice", a dit le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a enfin rappelé que la France proposerait, durant sa présidence du G20, une réforme du système monétaire et une "réflexion" sur la gouvernance mondiale.

Clément Guillou, édité par Yves Clarisse

--- 17/11/2010 22:58 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-afrique-2010-11-17-l-armee-nigeriane-a-libere-des-otages-francais-497900-14-18.html>]

L'armée nigériane a libéré des otages français

France Info - 22:41

*
*
*

*
*

L'armée nigériane a libéré aujourd'hui 19 otages lors d'une opération mêlant des forces aériennes, maritimes et terrestres dans le delta du Niger.

Parmi les otages libérés figurent deux Français, deux Américains, deux Indonésiens et un Canadien enlevés le 7 novembre sur une plate-forme pétrolière de la société Afren.

France Info - Deux otages français enlevés sur une plateforme pétrolière au large du Nigeria ont été libérés

Deux otages français enlevés sur une plateforme pétrolière au large du Nigeria ont été libérés

© AFP/PIUS UTOMI EKPEI

Les otages avaient été enlevés au large de Lagos, au Nigeria.

Une région riche en gisements d'hydrocarbures.

L'attaque avait eu lieu sur une plateforme pétrolière dans le champ pétrolier Okoro, à 12 kilomètres des côtes de l'État méridional d'Akwa Ibom.

Huit Nigériens enlevés dimanche sur une plate-forme d'Exxon et quatre autres personnes ont aussi été libérés.

Ces enlèvements avaient été revendiqués par le Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (Mend).

Les enlèvements sont fréquents dans le delta du Niger, où opèrent de nombreux gangs criminels ainsi que

des groupes de militants affirmant lutter au nom d'une plus juste répartition de la manne pétrolière. On estime que les attaques contre le secteur nigérian des hydrocarbures coûtent jusqu'à un milliard de dollars par mois. Mikaël Roparz, avec agences

--- 17/11/2010 22:59 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-un-monde-d-info-2010-11-17-1-ue-au-secours-de-l-irlande-497841-14-15.html>]
L'UE au secours de l'Irlande
France Info - 16:20

*
*
*

*
*

Irlande

Alors que les ministres des Finances européens se réunissent à Bruxelles, plusieurs pays de l'UE ainsi que la BCE, la Banque Centrale Européenne font ouvertement pression sur le gouvernement irlandais d'accepter une aide financière européenne pour combler son déficit budgétaire creusé par les banques nationales, qui sauf une, Bank of Ireland, sont toutes nationalisées.

À cause de la capitalisation de ses banques, l'Irlande affiche un déficit record de 32%, le record européen. Les détails de Pierre Bénazet en direct de Bruxelles.

--- 17/11/2010 23:00 ---

[source: <http://www.france-info.com/monde-afrique-2010-11-17-tentative-de-coup-d-etat-a-madagascar-497835-14-18.html>]
Tentative de coup d'Etat à Madagascar ?
France Info - 15:37

*
*
*

*
*

Le pays vote aujourd'hui lors d'un référendum constitutionnel organisé par l'homme fort du pays Andry Rajoelina, première étape d'un processus de sortie de crise que conteste une partie de l'opposition. Mais un général de l'armée malgache, actuellement sans affectation, a affirmé mercredi devant la presse avoir "suspendu" les institutions.

Le général Rakotondrasana a tenu sa conférence de presse dans un camp militaire proche de l'aéroport. Il n'a fait aucune mention de ce processus de sortie de crise ou du référendum en cours, estimant simplement que "règnent l'état de non-droit et les abus de pouvoir". "A partir de maintenant, toutes les institutions existantes sont suspendues, et c'est un Comité militaire qui va gérer les affaires du pays", a affirmé le général Noël Rakotondrasana.

L'officier rebelle a ajouté son intention de "prendre ce palais (présidentiel) et tous ses ministères". Notre

revendication, c'est la "mise en place du gouvernement consensuel et inclusif", a-t-il ajouté. "Pour demain, nous avons l'intention de prendre l'aéroport et personne ne peut quitter Madagascar", a précisé Charles Andrianasoavina.

Côté autorités officielles, l'heure est à la décontraction. Pas d'effolement car il n'y aurait pour l'instant que 18 militaires aux côtés du général putschiste, et la capitale reste calme.

A Antananarive, les précisions de Grégoire Pourtier sur cette tentative de putsch (0'49")

"Nous sommes en réunion" à ce sujet, a réagi le Premier ministre Camille Vital. "Nous essayons de trouver une solution pour apaiser la situation car on ne veut pas perturber le référendum", a expliqué M. Vital. Avant d'ajouter : "Ils sont dans le camp, (...) ils sont au nombre de 18. (...) Il ne faut jamais sous-estimer personne mais notre souci est la bonne tenue du référendum".

Les Malgaches étaient appelés à se prononcer mercredi par référendum sur une nouvelle Constitution, destinée à permettre le maintien au pouvoir d'Andry Rajoelina sans limite de durée. Le vote se poursuivait dans l'immédiat et peu de Malgaches étaient au courant de l'annonce des officiers.

Caroline Caldier, avec agences

--- 17/11/2010 23:01 ---

[source: <http://www.france-info.com/chroniques-politique-en-coulisses-2010-11-17-quand-des-complexes-disparaissent-a-droite-et-a-gauche-497877-9-10.html>]

Marie-Eve Malouines
Écrire un mail

Chef du service politique de France Info
France Info - Chroniques - Politique en coulisses
horaires de diffusion

* du lundi au vendredi

18 h 40

> Il suffit de copier le lien ci-dessous et de le coller dans votre application podcast:

> Installer sur iTunes
Fermer
fermer
Marie-Eve Malouines

vous pouvez envoyer un email à l'auteur de cet article en remplissant le formulaire suivant :

* nom/prénom [*]
* courriel [*]
* objet [*]
* message [*]
* Total de "six plus cinq"? [*] Saisir le total en chiffres
*
* [*] champs obligatoires

* fermer
*

Veillez vous identifier

Nom *

Prénom

Mail *

Destinataires

Nom Mail *

Nom Mail

Votre message

Quand des complexes disparaissent, à droite et à gauche
France Info - 19:10

*
*
*

*
*

Pendant que Nicolas Sarkozy ET Fillon François Fillon expliquent ensemble leur remaniement aux députés UMP, les socialistes se mettent d'accord pour revendiquer une approche moins angélique des questions de sécurité.

Mine de rien, les temps changent...

C'est un tabou qui est tombé au PS. Pendant de longues années, quand un socialiste parlait de l'insécurité, il commençait par analyser les causes de la délinquance, et terminait en proposant une politique de prévention, destinée éradiquer ces maux à leur source.

En 1997, le Premier ministre Lionel Jospin s'est efforcé de modifier cette approche. Il a commencé à valoriser le rôle préventif, dissuasif et répressif, d'une police de proximité très visible Sans grand succès auprès des militants.

Ségolène Royal s'est heurtée au même écueil. Sauf que son approche, un peu plus sécuritaire, a commencé à intéresser les élus locaux. Ce sont eux qui ont fait basculer le PS aujourd'hui, au point que le texte présenté aujourd'hui, bien que nettement plus assumé sur le volet répressif, ne suscite aucune polémique interne.

C'est vraiment un tournant important pour les socialistes ? parce que l'on sait que Nicolas Sarkozy a une longueur d'avance en ce domaine.

En tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, il avait d'ailleurs été celui qui avait achevé de renvoyer le PS dans ses pénates laxistes. Mais les socialistes ont changé. Ils n'ont plus aucun complexe.

Martine Aubry, la première secrétaire du PS, par ailleurs maire de Lille, n'hésite pas à l'attaquer sur ce terrain, en parlant du « fiasco » de Nicolas Sarkozy. Un petit méa culpa : "nous n'avons pas assez revendiqué ce que nous faisons, c'est un tort", admet Martine Aubry, mais elle passe aussitôt à l'offensive, et provoque même. Elle oppose les discours de Nicolas Sarkozy, à l'action concrète sur le terrain, des élus socialistes, qui produisent ses effets. "La culture du résultat, c'est cela le socialisme", clame la patronne du PS, qui reprend à son compte un vocabulaire cher à Nicolas Sarkozy.

Vraiment, Martine Aubry n'a aucun complexe. Mais entre Nicolas Sarkozy et François Fillon, il n'y a plus de complexe non plus.

On rembobine le film là aussi, pour mesurer le chemin parcouru. En 2007, quand Nicolas Sarkozy est élu, le Premier ministre doit attendre 15 jours avant de prononcer son discours de politique générale. C'est tellement long, que le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant lui grille la politesse, et annonce avant lui, le programme de travail de son gouvernement. Nicolas Sarkozy, adepte de la « culture du résultat » envoie personnellement des lettres de mission à ses ministres, avec objectifs chiffrés. Le Premier ministre se demande à quoi il sert. "C'est un collaborateur" répond Nicolas Sarkozy.

On n'en n'est plus là : François Fillon a perdu toute inhibition, et Nicolas Sarkozy ne craint plus de le voir grignoter son aura élyséenne. Au contraire, le président de la République encense son Premier ministre. C'est ensemble qu'ils ont réfléchi à ce nouveau gouvernement. Et grande première ! alors qu'il se complaisait dans de grands soliloques en recevant les parlementaires à l'Élysée, cette fois-ci, Nicolas Sarkozy a passé la parole à François Fillon, pour qu'il rappelle son souci du respect de la rigueur budgétaire. Le PS qui revendique la culture du résultat. Le président de la République qui partage son pouvoir. Le politique n'est pas un éternel recommencement.

--- 17/11/2010 23:01 ---

[source: <http://www.france-info.com/france-politique-2010-11-17-les-socialistes-demandent-transparence-et-verite-dans-l-affaire-497853-9-10.html>]

Les socialistes demandent "transparence et vérité" dans l'affaire Karachi
France Info - 17:40

*
*
*

*
*

Ce matin l'ex-ministre de la Défense Charles Millon confirmait l'existence de rétrocommissions ayant pu servir à la campagne d'Edouard Balladur en 1995. Les socialistes demandent que toutes les "explications utiles" soient apportées sur ces soupçons en marge d'un contrat franco-pakistanaï de armement qui pourrait être à l'origine de l'attentat de Karachi en 2002.

"Les différentes révélations, ce que nous savons de différentes auditions pratiquées par la justice peuvent nous amener à penser qu'il s'agit d'une affaire d'Etat" a déclaré le député PS Manuel Valls. Il a ainsi demandé "une nouvelle fois, comme les parlementaires socialistes le font depuis plusieurs mois, la plus grande transparence, la levée du secret défense, la transmission au juge des auditions faites par la mission parlementaire".

Le député maire socialiste d'Evry, Manuel Valls, invité de l'émission "questions d'Info" sur la chaîne parlementaire avec l'AFP et France Info. (201")

Interrogé lundi matin (15 novembre) par le juge Renaud Van Ruymbeke, l'ancien ministre de la Défense de Jacques Chirac, Charles Millon, a reconnu avoir eu, en 1995, "l'intime conviction qu'il y avait des rétro-commissions" illicites sur les contrats d'armes avec les Pakistanais.

"Après avoir qualifié cette affaire de "fable", Nicolas Sarkozy ne peut plus se dérober et doit apporter toutes les explications utiles quant au rôle qu'il a pu jouer dans cette affaire", écrivent dans un communiqué le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault et le député (PS) Bernard Cazeneuve, rapporteur de la mission d'information sur l'attentat.

La première secrétaire du PS Martine Aubry a elle aussi réclamé la levée du secret défense sur des documents dans le dossier sur l'attentat de Karachi. "Nous voulons, comme nous le demandions pour d'autres affaires telles que l'affaire Woerth, de la transparence", a déclaré Mme Aubry.
Peine perdue ? Jean-Louis Debré, le président du Conseil constitutionnel, a officiellement opposé le secret du délibéré à la justice qui réclame des dossiers sur les comptes de campagne d'Edouard Balladur en 1995.

--- vendredi 19 novembre 2010-10 ---

--- 19/11/2010 21:27 ---

[source: <http://www.01net.com/editorial/523644/une-deputee-veut-geler-le-volet-repressif-de-la-loi-hadopi/>]

Une députée veut geler le volet répressif de la loi Hadopi
Muriel Marland-Militello ne veut pas de déconnexion des pirates tant que l'offre légale n'est pas labellisée. La députée UMP des Alpes-Maritimes s'explique.

Propos recueillis par Stéphane Long

01net

le 17/11/10 à 19h40

laisser un avis

laisser un avis

envoyer

par mail

imprimer

l'article

Partager |

Murielle Marland-Militello

Après des mois de polémiques, la réponse graduée est en place. C'est curieusement le moment choisi par Muriel Marland-Militello pour la remettre partiellement en question. Dans une lettre ouverte publiée sur son site, la députée UMP des Alpes-Maritimes demande le gel de la deuxième phase du dispositif de la loi Hadopi, qui prévoit l'envoi d'un courrier recommandé aux internautes suspectés de piratage après un premier avertissement. Explications (1).

01net. : La mise en place de la réponse graduée a été longue et laborieuse. Alors que tout semble aujourd'hui en place, vous suggérez de suspendre la deuxième phase de ce dispositif. Pour quelle raison ?

Muriel Marland-Militello : La mise en place de la réponse graduée n'a pas été laborieuse. Elle a certes été un peu longue car la Hadopi voulait que le dispositif soit totalement peaufiné avant de le lancer. Elle a d'ailleurs eu bien raison. Tout n'est justement pas en place.

Pour ce qui est de la lutte contre le piratage des œuvres culturelles, la mission de la Hadopi est double. D'une part l'encouragement du développement de l'offre légale, notamment par la labellisation, et d'autre part la réponse graduée. Tout ne sera prêt que lorsque ces deux aspects seront effectifs. S'agissant du développement de l'offre légale, il faut se hâter, dans l'intérêt des créateurs et des internautes.

Pourquoi cette prise de décision maintenant, alors que la Hadopi a commencé à expédier les avertissements début octobre ? Cela donne l'impression d'un reniement de la loi... N'est-ce pas une réaction à son impopularité auprès d'une partie des internautes ?

Aucun reniement, bien au contraire. J'ai toujours dit que la Hadopi ne réussirait dans sa mission de lutte contre le piratage que s'il existe une offre légale de qualité attractive et abordable. Vous pouvez relire le rapport que j'ai rédigé en tant que rapporteur sur le projet de loi Création et internet.

La démarche voulue par le législateur est équilibrée et pédagogique, bien loin des caricatures que certains ont voulu en faire en présentant cette loi comme liberticide. Passer à un cran supérieur de la réponse graduée ne me paraît pas conforme à cet équilibre tant que les premières offres légales labellisées n'auront pas vu le jour.

Ne craignez-vous pas de réduire à néant l'aspect dissuasif de cette loi ? Que fait-on des internautes pris en faute après le deuxième avertissement ?

Pas du tout. L'aspect dissuasif de la loi existe. Il a déjà porté ses fruits et n'a pas besoin de sanction immédiate pour être efficace. En effet, la philosophie qui sous-tend les lois Hadopi est pédagogique et consiste à « spécifier » le piratage au profit de l'utilisation d'une offre légale crédible. J'ai d'ailleurs renforcé la dimension pédagogique de la loi en faisant adopter plusieurs amendements.

Enfin, j'ajouterais que pour les pirates pour lesquels la pédagogie de la Hadopi ne suffit pas, qui s'obstinent à pirater massivement (pour en faire commerce, par exemple) ou qui utilisent d'autres techniques de piratage que le téléchargement sur des réseaux de pair à pair, la sanction pénale pour contrefaçon est toujours possible.

Quelles sont les conditions que vous posez au rétablissement de la deuxième phase de la réponse graduée ?

Comme je vous l'ai déjà dit, j'attends que les premières offres légales labellisées [dont le décret définissant les modalités vient d'être publié, NDLR] voient le jour, avant de pouvoir passer à la deuxième phase de la réponse graduée (envoi des courriers recommandés).

Ensuite, je fais totalement confiance à la Commission de protection des droits, organe en charge de la réponse graduée, pour apprécier quand l'offre légale sera suffisamment accessible et qualitative avant de mettre en œuvre la troisième et dernière étape de la réponse graduée, dans l'esprit pédagogique et ouvert qui a présidé à la naissance de la Hadopi.

Vous demandez aux industries culturelles des engagements plus forts en faveur de l'offre légale. Que suggérez-vous ?

J'attends que les industries culturelles jouent vraiment le jeu. Le législateur, sous l'impulsion du président de la République, a pris ses responsabilités et a mis en place un dispositif pour protéger les droits de propriété intellectuelle, nécessaires à la pérennité de la culture et de la création artistique. Les industries culturelles ne doivent pas tout attendre de l'Etat ou de la Hadopi. Si elles ne mettent pas en œuvre les conditions pour que la Hadopi fonctionne (l'offre légale), elles ne pourront s'en prendre qu'à elles-mêmes. Pour ne prendre qu'un exemple : la mise en place des DRM pour la musique prévue par la loi DADVSI était l'exact opposé de ce qu'il faut faire : en faisant cela, les industries culturelles ont accentué le piratage. A l'heure actuelle, je crois qu'un effort pourrait encore être fait au niveau des prix de vente, notamment pour les nouveautés.

Vous avez proposé (avant de le retirer) un amendement au projet de loi de finances visant à augmenter le budget de la Hadopi. Pourquoi ?

Le but de cet amendement était de rappeler deux choses. Tout d'abord, la Hadopi a une mission ambitieuse : mener une révolution éthique et culturelle. Soit la Haute Autorité fait parfaitement et réussit tout de suite, soit elle ne réussira jamais. Deuxièmement, je rappelle que la réussite de la Hadopi passe par l'existence d'une offre légale de qualité et abordable, sans quoi une guerre technologique est à craindre. Il est donc impératif de prévoir tout de suite les crédits nécessaires pour endiguer l'hémorragie culturelle liée au piratage. J'ai obtenu des assurances de la part de la Hadopi, notamment de Mme Marie-Françoise Marais [la présidente de l'autorité, NDLR], que ces points seront parfaitement pris en considération, même sans rallonge. J'ai donc logiquement retiré mon amendement.

Votre demande de geler une partie de la réponse graduée a-t-elle une chance d'aboutir ou est-ce une prise de position symbolique ?

Ce n'est pas une prise de position symbolique. C'est le rappel de l'esprit dans lequel la loi a été élaborée et dans lequel la Hadopi doit continuer de fonctionner.

Savez-vous quand les premières labellisations pourraient apparaître ?

Cette question est du ressort de la Hadopi. Le plus tôt sera naturellement le mieux. En tout cas, mon intervention ne pourra que rendre plus rapides les premières labellisations, dans l'intérêt des créateurs et des internautes.

(1) Propos recueillis par courriel le 17 novembre 2011.

--- 20/11/2010 08:58 ---

[source: <http://pro.clubic.com/it-business/cloud-computing/article-376690-1-cloud-computing.html>]

// Comprendre le Cloud Computing : acteurs et enjeux

Publié par Jordan Zedi le Jeudi 18 Novembre 2010

Sommaire

1. Introduction
2. Concepts et définitions
3. Les "cibles"
4. Les acteurs du Cloud Computing
5. Quelles tendances idéologiques derrière le concept du Cloud?
6. Conclusion

presentation_cloud

Un peu à la manière de l'Open Source en 2009, le Cloud Computing a été médiatisé et adopté massivement en 2010. Les rachats stratégiques s'enchaînent, pour que les sociétés jadis concentrées sur des offres purement logicielles ou matérielles entrent dans le jardin du Cloud Computing.

Jeffrey Kaplan (à ne pas confondre avec le 'Game Design Chief' de chez Blizzard...), directeur de THINKstrategies, un cabinet de consultants indépendants basé aux Etats-Unis, définit le Cloud Computing comme « un ensemble d'outils et de services basés sur le web, qui permettent d'acquérir des ressources informatiques et des capacités de développement pour réaliser ou maintenir des applications, ou réaliser des fonctions spécifiques pour lesquelles vous ne payez que ce que vous utilisez » (1). Pas sûr que cette définition soit plus utile que les termes marketing qu'elle entend rendre explicites.

Un départ inattendu

cloud_mur

Derrière ce terme que l'on pourrait traduire en Français de diverses manières, mais le plus souvent en 'informatique dans les nuages', se trouve en fait l'Internet, que des développeurs et architectes réseaux symbolisaient par un nuage. Alors que certains attribuent la création du terme Cloud Computing à John McCarty, d'autres y voient l'influence de J.C.R Licklider. Toujours est-il que les termes Cloud Computing et Internet sont liés, à tel point qu'il est parfois difficile de les distinguer en tant que concepts. Le terme est aujourd'hui employé à d'autres desseins, et prend tout de suite des allures plus concrètes et techniques que les dits concepts qu'il nourrissait à la base.

En 2002, alors que l'Internet comptait encore moins de 600 millions d'utilisateurs dans le monde (Internet World Stats), Amazon, le géant du e-commerce, avait décidé d'investir dans un parc informatique pour ne pas être victime de surcharge des serveurs informatiques dédiés au site de commerce durant les fêtes de fin d'année, étant donné que la toile était de plus en plus fréquentée, et qu'avec cela les achats en ligne augmentaient. Seulement, une fois ces fêtes passées, la société se retrouvait avec une quantité importante de ressources non utilisées, et a donc décidé de louer ces dernières à des entreprises, sans se douter qu'une nouvelle façon de consommer l'informatique et l'Internet était en train de naître. Mais ce n'est qu'en 2006 qu'Amazon a réellement compris le potentiel de ce mode de fonctionnement.

oracle_outlook_proc_cloud

Les systèmes d'informations, qui regroupent les infrastructures (postes de travail, réseaux, serveurs...) et les usages (Bureautique, ERP, Wikis...) imposaient jusqu'alors aux entreprises de se doter de machines aussi puissantes que l'exigeaient leurs besoins, et d'effectuer un suivi et une maintenance. Bien que des ces tâches soient le plus souvent externalisées, et donc effectuées par des entreprises tierces, les coûts sont importants : matériels (serveurs entiers, processeurs, mémoire vive...), logiciels (licences, configuration et test des environnements de travail...) représentent encore aujourd'hui une part importante du budget pour les entreprises consommatrices de ressources informatiques, et c'est notamment le coût des licences qui pousse certaines d'entre elles à opter pour des logiciels libres ou Open Source, sans pour autant ôter la nécessité d'effectuer un suivi et une maintenance.

Toutefois, la démocratisation des connexions Internet haut débit a permis d'envisager de nouveaux sché-

mas de fonctionnement, et a ouvert la voie vers de nouveaux contextes.

1 : En anglais dans le texte : « a set of web-based tools and services which permit users to acquire computing resources and development capabilities to build or support applications, or perform specific IT functions on a pay-as-you-go basis ».

--- 20/11/2010 09:56 ---

[source: <http://pro.clubic.com/it-business/cloud-computing/article-376690-2-cloud-computing.html>]

// Comprendre le Cloud Computing : acteurs et enjeux

Publié par Jordan Zedi le Jeudi 18 Novembre 2010

Sommaire

1. Introduction
2. Concepts et définitions
3. Les "cibles"
4. Les acteurs du Cloud Computing
5. Quelles tendances idéologiques derrière le concept du Cloud?
6. Conclusion

Le Cloud Computing, qu'est-ce que c'est ?

Parler du Cloud Computing sans le définir, sans tenter de comprendre de quoi il est constitué, et sur quoi il repose serait une aberration, c'est pourquoi nous avons décidé de vous le présenter, ainsi que les technologies principales qui le constituent.

Le fonctionnement du Cloud : un 'patchwork' technique

Pour louer ses infrastructures, Amazon, comme les autres prestataires naissant, devaient avant tout bénéficier d'une bande passante importante. On ne saurait imaginer une entreprise qui utilise des ressources situées à 1000 kilomètres de ses locaux et possédant une connexion en 56k.

isp_forester

Un point important que nous venons de souligner ici est le fait que la proximité entre ressources informatiques (matérielles comme logicielles) et utilisateurs n'est aujourd'hui plus, en théorie, un facteur bloquant dans le choix d'un prestataire informatique. Le fait de pouvoir louer des ressources et services situés à des centaines voire des milliers de kilomètres de là permet de se concentrer sur l'offre en elle-même, c'est-à-dire sur les services proposés, et sur les prix pratiqués. D'autant qu'il est possible pour les entreprises de tester les solutions en ligne avant de les adopter. Autant dire que la perte de temps liée aux aléas techniques tend à être balayée, au profit d'une concentration sur le 'cœur de métier', ce qui présente donc de multiples avantages pour les entreprises.

On l'aura compris, avant toute chose, l'intérêt du Cloud Computing se trouve dans le fait qu'il constitue une nouvelle manière de consommer, relative à l'Internet lui-même, et qu'il laisse entrevoir un potentiel énorme de nouvelle économie pour les prestataires de services web et informatiques. Plutôt qu'une révolution technologique, on pourrait y voir une évolution profitant mieux des possibilités offertes par l'Internet.

Une production iconographique du cabinet d'étude Gartner nous montre les champs d'intérêts applicatifs du Cloud Computing :

cloud_grid

On constate que les champs d'applications sont divers, et que les intérêts sont donc multiples. Si cette image décortique assez en profondeur ces champs d'applications, il ne faut pas pour autant voir le fonctionnement du Cloud Computing ainsi, mais plutôt comme un ensemble de briques mises bout à bout pour composer une recette sur mesure 'dédiée' au client.

Déclinaisons du Cloud Computing

brick

On retrouve aujourd'hui plusieurs termes barbares susceptibles de nous faire devenir dingues tant ils sont flous.

Le « Public Cloud », tout d'abord, repose sur l'hébergement d'applications. Ce sont le plus souvent des applications Web (exécutables dans un navigateur), placées dans un environnement partagé avec un certain nombre d'utilisateurs.

Ce « modèle » permet entre autre de louer les ressources, et l'utilisateur final ne paiera ce qu'il a utilisé : c'est ce que l'on nomme le « pay per use », ou « pay as you go ». Les sommes dues sont calculées par heure d'utilisation, ou même par rapport aux ressources CPU utilisées.

Le « Private Cloud », quant à lui, peut être vu de deux manières différentes : du point de vue de l'entreprise, il s'agit de remodeler le paysage informatique interne, en optant pour une voire plusieurs solutions de virtualisation. On peut ainsi automatiser la livraison de ressources selon les besoins du personnel. On parlera parfois d'« Internal Cloud ». Du point de vue de l'Hébergeur, il sera plutôt question de dédier une infrastructure, c'est-à-dire un ensemble de ressources, à un seul client.

L'« Hybrid Cloud », enfin, qui est un mélange de public et de private Cloud. Supposons qu'un « Private Cloud » connaisse une période de fort trafic, ou « montée en charge » : on pourra le seconder avec des «Publics Clouds » pour faire face temporairement à la demande.

La virtualisation

Nous l'avons évoquée précédemment : la virtualisation est une technologie qui permet de disposer de plusieurs machines virtuelles sur une seule machine physique. Certains noms, comme VMware ou encore VirtualBox vous seront peut-être familiers.

Alors que certains serveurs possèdent des ressources matérielles importantes, celles-ci peuvent n'être exploitées qu'à 10% de leurs capacités ! Les prestataires d'offres de Cloud Computing y installent donc des outils de virtualisation qui vont permettre, sur une seule machine, de disposer de plusieurs systèmes d'exploitation. Lorsque l'on sait qu'un serveur qui monte à 90% de sa charge ne consomme pas beaucoup plus qu'un serveur à seulement 20%, on comprend logiquement la démarche des prestataires de services de Cloud.

virtualisation

Sans nous attarder sur ce qu'est la virtualisation, on en distingue plusieurs types :

Les techniques des "isolateurs", qui permettent d'isoler des applications dans certaines zones d'exécution uniquement.

L'« espace utilisateur », qui exécute un système dans le même espace que l'utilisateur (par exemple le "chroot" très connu sous Unix).

L'« hypervirtualisation », propose d'émuler directement les systèmes virtuels sur le système hôte à l'aide

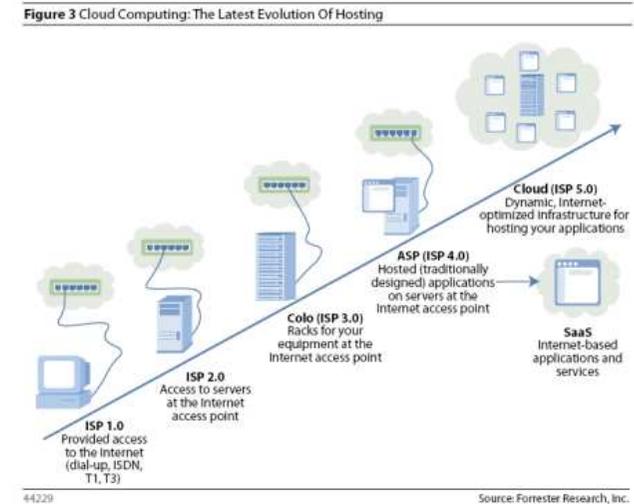
d'un hyperviseur. On en distingue deux types :

-le type 1 est un noyau hôte allégé, qui alloue directement les ressources matérielles au système invité demandeur : Les performances sont très bonnes dans ce cadre, puisque le système hôte contrôle directement les ressources matérielles et le système invité a conscience d'être virtualisé. On fera généralement tourner des systèmes invités optimisés pour la plateforme matérielle sur laquelle repose le système hôte. Par exemple, un système hôte contrôlant une plateforme x86 recevra initialement des systèmes invités optimisés pour cette même plateforme. On retrouve des hyperviseurs bien connus dans le monde des entreprises, comme "Xen" de Citrix, ou ESX Server de VMware.

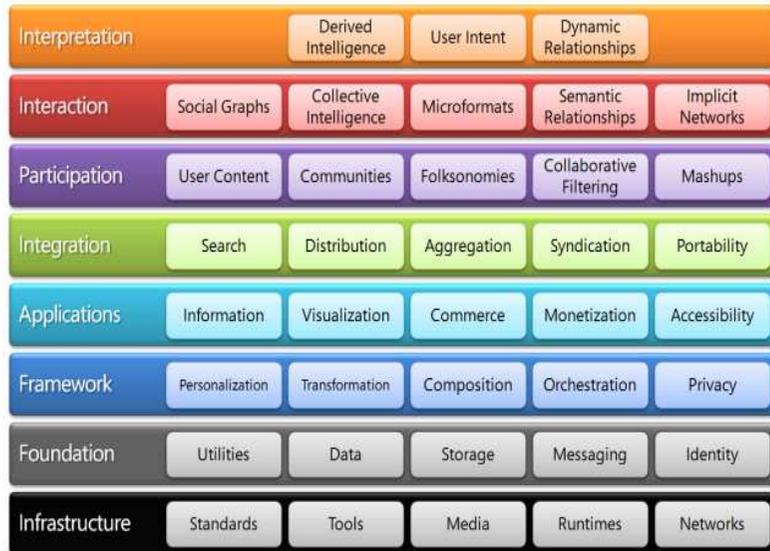
-le type 2 est mieux connu du grand public : VirtualBox, VMware Fusion, QEMU, etc. sont autant de logiciels qui s'exécutent à l'intérieur d'un système d'exploitation. De ce fait, on ne distingue plus deux couches logicielles comme dans le type 1, mais trois couches, avec le système hôte, le logiciel de virtualisation et le système invité. L'avantage est que les systèmes invités n'ont pas conscience d'être virtualisés : vous pouvez donc exécuter des systèmes sans optimisation matérielle. L'inconvénient est que les performances seront amoindries, puisqu'une couche logicielle supplémentaire est requise.

Appliquées à l'échelle d'une entreprise, ces technologies permettent de mettre à profit les ressources d'une seule machine de façon à en faire un « serveur » capable d'alimenter plusieurs « clients ». Certes, les performances sont parfois moins bonnes que sur une machine réelle, mais dans l'ensemble, ces solutions présentent plus d'avantages que d'inconvénients, et sont transparentes pour l'utilisateur.

--- 20/11/2010 09:56 ---



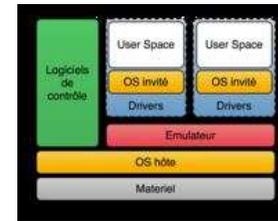
--- 20/11/2010 09:56 ---



--- 20/11/2010 09:56 ---



--- 20/11/2010 09:57 ---



--- 20/11/2010 09:57 ---

[source: <http://pro.clubic.com/it-business/cloud-computing/article-376690-3-cloud-computing.html>]
Comprendre le Cloud Computing : acteurs et enjeux

Publié par Jordan Zedi le Jeudi 18 Novembre 2010

Sommaire

1. Introduction
2. Concepts et définitions
3. Les "cibles"
4. Les acteurs du Cloud Computing
5. Quelles tendances idéologiques derrière le concept du Cloud?
6. Conclusion

Qui sont les cibles commerciales?

Pour comprendre quelles technologies et services sont proposés, il faut comprendre qui est "visé". On parle depuis le début de ce dossier de l'utilisateur final, mais qui est-il ? A qui s'adressent donc les offres de Cloud Computing ? Il semble évident que les entreprises consommatrices de ressources informatiques ont tout intérêt à se pencher sur les différentes formules de Cloud Computing, et que ces dernières leur sont d'ailleurs en grande partie consacrées. Mais qu'en est-il du 'grand public', de nous autres, simples particuliers ?

Si l'on regarde de plus près les champs applicatifs couverts par le Cloud Computing, on s'aperçoit que les réseaux sociaux, les boîtes mail et autres espaces de stockage en ligne constituent une base qui existait bien avant la démocratisation des termes marketing actuels. Ainsi, on peut dire que le Cloud Computing dans sa forme archaïque existait pour le grand public avant d'exister pour les entreprises. Comment discerner les offres aux particuliers face aux offres aux entreprises ? Peut-on catégoriser tout cela afin de savoir ce qui semble être le plus adapté ? Il est nécessaire de prendre en compte trois modes de distribution des services de Cloud Computing :

saas_paas_iaas

Le "SaaS", ou Software as a Service, avant tout, est la forme la plus courante de Cloud Computing. C'est à quelques détails près ce dont nous parlons lorsque nous évoquons les boîtes mail comme Hotmail, Gmail, Yahoo Mail, etc. Cette vision, ou modèle de distribution, se concentre sur l'application en elle-même. Le client est déchargé de tout suivi, mais dépend du mode de fonctionnement de l'application.

Le "PaaS", pour Platform as a Service, où le client se concentre sur les applications, mais peut (et doit) définir leur modes de fonctionnement. Il est plus libre de définir les sauvegardes, les versions utilisées, etc. sous réserve que la plateforme soit compatible. Lorsque l'on parle de plateforme, il faut y voir un ensemble de technologies (python et java pour Google AppEngine, .NET pour Microsoft Windows Azure, etc.) mises en place d'après les spécifications requises par l'hébergeur et les solutions de virtualisation utilisées.

Le "IaaS", pour Infrastructure as a Service, où seuls les matériels ne sont pas contrôlés par le client. Si ce modèle de distribution présente plus de souplesse pour l'utilisateur, c'est aussi à lui de maintenir ses applications, son environnement de développement et sa configuration. On se rapproche donc d'une solution d'hébergement classique.

Le "SaaS", ou Storage as a Service, où il est tout simplement question d'hébergement de données.

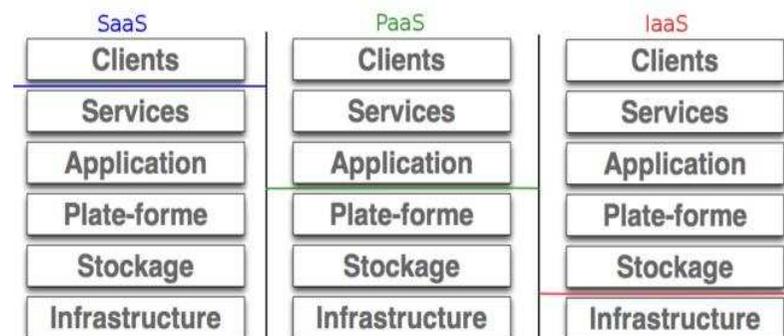
Il faut voir cela comme des modes de distributions qui donnent droit à différents niveaux de souplesse, mais également à différentes contraintes selon le mode choisi.

Après ce rapide descriptif, on situe mieux l'intérêt pour le grand public (on ne parle pas des développeurs chevronnés que sont certains d'entre vous !) d'opter pour du SaaS, voire d'opter pour une simple utilisation des applications, où le fait de ne pas avoir à se soucier des opérations diverses et fastidieuses de maintenance et de configuration permet de se concentrer sur ce qui est produit. Reste encore à choisir les solutions ou applications qui vous conviennent.

Beaucoup d'entre nous aurons pour but unique de choisir un hébergement, peu importe les options proposées. Mais il est indispensable aujourd'hui de bien comprendre que l'espace de stockage n'est pas le seul critère à prendre en considération.

< Page précédente
Page suivant

--- 20/11/2010 09:57 ---



--- 20/11/2010 09:58 ---

[source: <http://pro.clubic.com/it-business/cloud-computing/article-376690-4-cloud-computing.html>]
Comprendre le Cloud Computing : acteurs et enjeux

Publié par Jordan Zedi le Jeudi 18 Novembre 2010

Sommaire

1. Introduction
2. Concepts et définitions
3. Les "cibles"
4. Les acteurs du Cloud Computing
5. Quelles tendances idéologiques derrière le concept du Cloud?
6. Conclusion

Amazon, Microsoft, Google, Salesforce, IBM : autant d'acteurs majeurs dont il faut parler pour comprendre les directions que prendra le Cloud Computing d'ici peu. Car, qu'on le veuille ou non, le Cloud dépend en grande partie de ces géants du web et de l'informatique, mais également de nos équipements de télécommunications : comment bénéficier de la « magie du Cloud » sans de bonnes grosses lignes ADSL boostées à foison, ou même de la fibre optique sous nos pieds?

L'Etat, ou l'acteur implicite et indispensable

Au risque d'en décevoir certains, nous ne parlerons pas de politique ici (avouez que vous êtes déçus !), mais uniquement de la vision globale que nous donne le Cloud Computing à cet instant précis : sans équipements, point de Cloud Computing.

A la question de savoir si les offres et les solutions vont pouvoir se développer, on peut rétorquer tout simplement que le Cloud Computing est une tendance de fond, suivie par des acteurs majeurs du monde du web et informatique en général ; son utilisation prolifère à grande vitesse. On constate que le PaaS et le SaaS sont déjà adoptés par une majorité des utilisateurs de solutions e-commerce, et ceci entraîne une augmentation importante des échanges commerciaux à travers le web. La FEVAD observe régulièrement l'évolution de ce secteur.

Les différents états qui jouissent d'un potentiel "e-commercial" ne veulent pas rater le train, et ont saisi l'importance des équipements de télécommunications. Un récent article démontre que l'équipement des foyers Français n'est plus aussi mauvais qu'il a pu l'être par le passé. La Commission Européenne finance à hauteur de 16 millions d'euros un projet de sécurisation des Clouds. Baptisé "Vision Cloud", ce projet est mené de front par IBM et aura pour but de définir des standards en matière de migration de bases de données et la sécurisation des échanges, le tout permettant donc d'améliorer globalement la sécurité. Aussi, des associations comme Rezopole tentent d'ailleurs d'améliorer l'accès à l'Internet de manière générale, en animant des rencontres autour de ce thème sur le sol Français.

Au-delà des équipements territoriaux, ce sont les acteurs médiatisés, et prestataires de services qui ont toute notre attention.

Amazon : l'acteur venu d'ailleurs

Qui aurait pu croire en 2002 qu'Amazon, site marchand de renommée internationale certes, mais loin de la sphère informatique pure, lancerait "Amazon Web Services" ? Le 'fait divers' que nous évoquions en introduction, relatant la location des ressources non-utilisées par le site-marchand à des entreprises, a donné l'idée à la société de Seattle de mettre en place un ensemble de services web destinés à plusieurs types de clients.

amazon_dev

Le catalogue de services s'est enrichi avec le temps, et on ne compte pas moins d'une quinzaine d'offres de services à l'heure actuelle. L'offre la plus connue est certainement « Amazon Elastic Compute Cloud », ou EC2, qui permet un déploiement de machines virtuelles directement par le client, de manière automati-

sée, et en fonction du besoin, d'où le terme d'élastique. Les possibilités sont multiples et la technologie Xen, évoquée au chapitre sur la virtualisation, permet de définir chaque machine virtuelle comme un serveur virtuel privé. Les coûts semblent être calculés en fonction du temps d'utilisation (<http://aws.amazon.com/ec2/#pricing>). La localisation géographique semble également jouer un rôle dans la variation du prix à l'heure. Contacté par nos soins, le service clientèle Français n'a pas été en mesure de nous expliquer pourquoi. Avez-vous immaturité commerciale pour les offres de Cloud Computing ? Peut-être pas, car les offres ne semblent pas destinées à 'monsieur tout le monde', et on parlera plus de ces web services comme d'outils de développements que comme de simples environnements applicatifs. En témoigne l'accroche « Pour les développeurs » figurant sur le site Amazon.fr.

SalesForce, le pionnier des offres Cloud Computing
salesforce

SalesForce, ou plutôt Salesforce.com est une société qui a lancé en 2003 des offres de Cloud Public. C'est donc officiellement le plus ancien prestataire dans ce domaine. Aujourd'hui encore, leurs offres sont uniquement composées de Cloud Public, et adressées aux entreprises (surtout les grands comptes). Sur leur site, on constate que les outils proposés sont résolument tournés vers le travail collaboratif, la gestion des ventes et le marketing relationnel.

Certes, le grand public peut utiliser certains outils dans certaines conditions, mais l'offre gratuite est plutôt limitée, ce qui risque d'en arrêter plus d'un. En bref, les pros trouveront peut-être leur intérêt; les particuliers, à moins d'aimer jouer avec un CRM (Customer Relationship Management), ne se tourneront sans doute pas vers ce prestataire.

Microsoft Azure, ou quand le géant de Redmond change de cap !

Dans son livre Comment Google mangera le monde, Daniel Ichbiah nous fait comprendre que si Google a pris une si grande place sur la scène de l'Internet mondial, c'est aussi parce que Microsoft n'a pas su voir le potentiel de la toile dans ses années d'éclosion rapide. Le modèle économique de Microsoft était basé sur les ventes de licences des logiciels. Et c'était tout ou presque.

Aujourd'hui, comme en témoigne une récente interview de David Thompson, vice-président de la division Online, Microsoft est à un tournant dans son existence, et si Windows 8 pourrait bien sortir en 2012 (voir l'article associé), Steve Ballmer, CEO de Microsoft, préfère se concentrer sur le Cloud Computing. C'est pourquoi il a récemment animé le 4 mars 2010, à l'université de Washington, une conférence dédiée à la vision du Cloud qu'a adoptée Microsoft.

Cette vision, c'est Ray Ozzie, invité à la conférence et aujourd'hui en passe de partir à la retraite et détaché de la division 'Online' de la société, qui l'a insufflée il y a cinq ans. Lors de cette conférence Steve Ballmer a fait une véritable déclaration d'amour au Cloud Computing, en affirmant que le départ de Ray Ozzie n'aurait aucun impact sur cette vision que Microsoft cultive désormais. Ballmer a déclaré que la société investirait jusqu'à 90% de sa force de travail sur des projets en rapport avec le Cloud Computing dans un futur proche.

Avec son site dédié au Cloud, « Cloud: We're all in », la firme de Redmond entend bien faire la promotion de ses 'produits phares', à savoir Office 365 et Windows Azure.

office365

Office 365 (voir notre article), c'est un peu la transformation de la suite bureautique Microsoft en version « Online ». L'objectif est simple : concurrencer la suite bureautique en ligne de Google, et reconquérir les clients perdus au profit de la firme de Mountain View. Microsoft entend adapter ses prix en fonction du client, à savoir que les petites structures paieront un prix plus adapté à leur structure. Là encore, on ne s'adresse pas vraiment au grand public.

microsoft_azure

Windows Azure, la seconde offre commerciale proposée par Microsoft, peut être vue comme la base d'une solution SaaS, en somme le 'pilier' de la plateforme comme en témoigne un de nos articles. Avec

Windows Azure, Microsoft met en place un « Os in the cloud », et assure donc une couche qui va avoir comme rôle de structurer l'ensemble des technologies associées, que ce soit SQL, .NET, etc. Mais encore et toujours, Windows Azure reste « Clairement destiné aux entreprises », bien que les services Hotmail, MSN ou Xbox Live puissent être dans un avenir proche migrés sur la plate-forme.

Pour résumer, Microsoft met à disposition depuis très peu de temps des outils susceptibles de reprendre des parts de marché à Google (en adaptant ses offres aux petites entreprises), et de conquérir des entreprises désireuses d'opter pour une solution « fraîche » de Cloud Computing, mais aucun véritable signe de changement majeur dans le quotidien du commun des utilisateurs grand public.

Google, l'ami du peuple?

google_appengine

Lancé en 2008, Google AppEngine est disponible uniquement en Cloud Public, sous la forme d'une offre gratuite. Sa grande force réside dans le fait qu'il soit justement gratuit (rappelons que les internautes Français aiment le gratuit), et propose des applications de qualité, malgré le très grand nombre de requêtes effectuées sur les serveurs.

Certes, des limitations techniques existent comme des restrictions sur les API (Application Programming Interface, ou Interface de programmation), la durée des requêtes, etc. mais que peut-on reprocher à des services ouverts au plus grand nombre, et gratuits. Notons tout de même que les GoogleApps sont un cran en dessous des "Office Web Apps" de Microsoft (sur lesquelles nous reviendrons), et que ces dernières bénéficient d'un fait considérable : l'habitude d'utilisation des consommateurs.

Aussi, il est regrettable que Google ne propose pas d'offre adaptée aux « Grands Comptes », ceci permettant certainement de gagner en notoriété dans ce secteur, et de s'engager sur le terrain des entreprises, ce qui favoriserait la concurrence. Il convient toutefois de souligner que certaines start-ups utilisent ces outils.

Google semble donc vouloir mettre en place une stratégie "par le bas", en s'attaquant au grand public. Sur ce terrain, la firme de Mountain View semble bien partie, malgré des fonctionnalités trop basiques et en retrait par rapport aux Office Web Apps.

Oracle

Le géant des bases de données a lui aussi son mot à dire dans cette immense bataille qui s'engage. Siebel CRM, PeopleSoft ou encore Beehive sont autant d'outils qu'Oracle entend proposer en mode hébergé. Oracle a d'ailleurs signé un partenariat avec Amazon, ce dernier proposant désormais aux développeurs de travailler avec les bases de données d'Oracle.

IBM, Dell et HP

Mettre ces trois poids lourds de l'informatique dans le « même panier » est peu conventionnel. Néanmoins, leurs activités sont quelque peu similaires dans le domaine.

C'est IBM, tout d'abord, qui se distingue le plus. D'abord parce que la société a investi dans 13 Data Centers à travers le monde (soit 2 de plus que l'objectif de 11 Data Centers évoqué par Microsoft...), et a proposé une solution hébergée de bureautique et de travail collaboratif dès 2008 avec « Lotus Live ». Aujourd'hui, on pourrait dire qu'IBM propose des services adaptés pour les grands comptes et apporte sa part d'innovation, avec des technologies qui semblent toutefois aux antipodes de l'interopérabilité, sur laquelle nous reviendrons. IBM a également misé sur des partenariats en nombre, avec une solution de réseau social rattachée à LinkedIn, des compatibilités avec Salesforce.com ou encore une solution de communication assurée par Skype.

Dell et HP ont été plus médiatisés qu'IBM concernant le Cloud, notamment avec le rachat de 3par, société spécialisée surtout dans le stockage massif de données qu'ils se sont disputé. Après plusieurs épisodes d'un feuilleton épique, le rachat final a été opéré par HP. Mais ce n'est pas pour autant que Dell a abandonné l'idée de faire son entrée dans le monde du Cloud, et c'est ainsi qu'après le rachat d'EqualLogic en 2008, société spécialisée dans la virtualisation, la société texane vient d'acquérir Boomi, spécialisé dans le Cloud Computing et plus précisément dans une solution SaaS baptisée AtomSphere. Ainsi, Dell compte

homogénéiser son offre en proposant des services web qui viendront se greffer aux solutions de stockage déjà existantes.

La constitution d'une chaîne technique allant du matériel (en amont) vers l'aval (services) semble donc au programme de toutes les sociétés. Dell, HP et IBM, grands noms sur le secteur des serveurs, ont donc a coeur de compléter leurs offres.

Intel, le fondeur dans les nuages?

Intel n'est pas à proprement parler, un acteur du Cloud Computing dans le mesure où il ne propose pas de service lié au Cloud. Néanmoins, Intel a une influence sur le monde de l'informatique (non ? sans blagues ?), et entend apporter sa pierre à l'édifice. Car il faut bien admettre que jusque là, le Cloud Computing nous apparaît plus comme un édifice en construction que comme une forteresse consolidée.

Et pour Intel, justement, une bonne brique semble être une brique interoperable. Dans son programme « Cloud 2015 », dont une vidéo présente les grandes lignes, Intel avance l'interopérabilité et la flexibilité comme conditions sine qua none de réussite pour l'industrie du Cloud. Intel préconise donc de mettre en place un consortium d'entreprises collaborant afin de définir des règles (peut-on déjà parler de standards?) dans la réalisation de « Data Centers » qui seraient uniformisés afin de faciliter les connexions de tous types d'appareils. Car l'interopérabilité ne signifie pas uniquement que différents OS puissent être utilisés, mais également que les plateformes mobiles qui arrivent en masse sur le marché soit compatibles avec les technologies utilisées dans le nuage.

cloud_2015

Intel voit les choses à long terme, mêlant le « tendance » au fonctionnel, et c'est ce qui fait de la société un influent acteur malgré le fait qu'elle ne propose pas de solutions de Cloud Computing tel qu'on le conçoit habituellement. Cette influence a en grande partie contribué à donner naissance à l'« Open Data Center », censée définir une sorte de cahier des charges fonctionnel des Cloud, et pour lequel participeront des sociétés bien connues telles que Canonical, Cisco, Dell, HP, IBM, Microsoft, Wmware, etc. Si l'Open Data Center doit donc servir à définir des spécifications techniques fonctionnelles, c'est l'« Intel Cloud Builders » qui recensera les innovations matérielles et logicielles afin d'en garder une trace et de faciliter leur intégration.

Mais si l'interopérabilité est un bien joli mot, il pourrait ne pas plaire à tout le monde, ou n'être à son tour qu'un argument marketing ! D'autant que les membres initiaux de l'Open Data Center sont des utilisateurs, comme BMW, UBS ou encore China Life : autant dire que leurs connaissances en informatique risquent de poser problème lors des réunions de réflexion sur l'interopérabilité.

Quelle sera la portée de ce consortium ? Quels rôles auront les grands noms du monde de l'informatique, puisque les membres initiaux semblent plus proches du monde des finances ? Affaire à suivre.

< Page précédente
Page suivante >

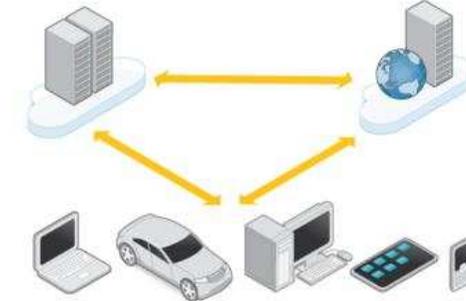
--- 20/11/2010 09:59 ---

INTEL CLOUD 2015 VISION

MAKING THE CLOUD WORK FOR YOU

FEDERATED
FEDERATED COMMUNICATIONS, DATA, AND SERVICES CAN MOVE EASILY WITHIN AND ACROSS CLOUD COMPUTING INFRASTRUCTURES.

AUTOMATED
AUTOMATED CLOUD COMPUTING SERVICES AND RESOURCES CAN BE SPECIFIED, LOCATED AND SECURELY PROVISIONED WITH VERY LITTLE OR ZERO HUMAN INTERACTION.



CLIENT-AWARE
CLOUD COMPUTING SOLUTIONS ADAPT SEAMLESSLY TO END USER DEVICES REGARDLESS OF THE TYPE OF CLIENT SYSTEM THEY ARE USING.

--- 20/11/2010 10:02 ---

[source: <http://pro.clubic.com/it-business/cloud-computing/article-376690-5-cloud-computing.html>]
Comprendre le Cloud Computing : acteurs et enjeux

Publié par Jordan Zedi le Jeudi 18 Novembre 2010

Sommaire

1. Introduction
2. Concepts et définitions
3. Les "cibles"
4. Les acteurs du Cloud Computing
5. Quelles tendances idéologiques derrière le concept du Cloud?

6. Conclusion

Sachant que le marketing est omni-présent dans le domaine du Cloud Computing, on comprend aisément l'appropriation de concepts idéologiques par les prestataires, afin de mieux servir leurs desseins commerciaux.

L'interopérabilité, clé de la réussite du Cloud ou concept irréalisable?

Lorsqu'il Intel parle d'interopérabilité, c'est pour définir et spécifier un ensemble de pratiques industrielles et de services permettant une certaine transparence au sein d'un consortium d'entreprises : les uns pourront plus aisément utiliser les technologies des autres, ou du moins favoriser leur intégration/utilisation.

Une sorte de fédération, en somme, mais l'utilisateur, n'y verra pas obligatoirement plus clair.

On voit mal certaines entreprises comme Microsoft rallier les rangs d'un tel procédé. D'autant que si l'intention est louable, les objectifs seront-ils respectés ?

Dans son texte explicatif sur le Cloud, Intel parle de solutions « ouvertes ». Doit-on y voir la définition d'outils Open Source ? Pas si sûr, au vu des noms constituant le consortium..

L'Open Source est-elle liée au Cloud Computing?

opensource

Une réponse booléenne « oui » ou « non » serait trop simple, mais les deux options de réponse seraient justes. Non, en premier lieu car rien ne montre que l'Open Source et le Cloud sont spécifiquement liés. D'autant que beaucoup de prestataires proposent des solutions et applications propriétaires. Oui, car dans les cas où les entreprises optent pour des solutions de type IaaS par exemple, les environnements et applications utilisées seront à la charge de l'entreprise. Vu les coûts des licences et la montée en puissance de l'Open Source ces derniers mois sur le plan médiatique, certaines entreprises trouveront un intérêt certain dans l'utilisation d'outils "ouverts". Alexandre Zapolsky, PDG de l'entreprise Linagora, qui allie Cloud et Open Source, pense que cette alliance est logique et bénéfique à différents points de vue. Certains grands noms de l'industrie informatique et du web ont d'ailleurs déjà investi dans des solutions ou systèmes Open Source, à l'image d'Intel et de son système "Meego" (qu'il partage avec Nokia), ou encore Yahoo!, qui a tout récemment annoncé que sa solution de Cloud Computing serait rendue Open Source en début d'année 2011. Microsoft, pourtant sacro-saint promoteur des applications et solutions propriétaires, a également mis les deux pieds dans le monde de l'Open Source, en soutenant financièrement et idéologiquement le dernier salon "Solutions Linux". Ceci a été fait en toute logique d'après Microsoft, puisque la firme est impliquée dans le développement du Cloud Computing. Serait-ce la preuve que le Cloud et l'Open Source sont étroitement liés? Ou bien faut-il plutôt y voir une approche stratégique plutôt réussie? L'éternel débat qui oppose les amateurs de solutions propriétaires et solutions Open Source pourrait encore avoir lieu sur la scène du Cloud Computing.

Là où l'Open Source pourrait se distinguer, c'est sur la politique de sécurité, qui devient un sujet récurrent dans les discussions liées au stockage en ligne. On remarque justement que pour réaliser des systèmes d'exploitation utilisables sur le web et sécurisés, beaucoup s'en remettent à des outils libres/Open Source. On peut penser à Jolicloud, plus clairement destiné au grand public, ou encore eyeOS. Mais si un système comme Jolicloud permet de mettre les deux pieds dans le Cloud, ça ne règle pas la question de confidentialité des données.

« Mes données hébergées et sécurisées ! » : « Dans tes rêves ! »

Nous évoquions en février dernier les enjeux de la sécurité des solutions de Cloud Computing. Le fait est qu'utiliser des solutions hébergées est une chose, mais qu'en est-il du stockage des données ? Qu'est-ce qui nous assure que l'hébergeur, et/ou mainteneur d'applications n'en fait pas une base documentaire ou encore une source d'espionnage ? Sans rentrer dans une théorie extrémiste comme celle de Richard Stallman, dont les propos assurent que le Cloud Computing n'est qu'un moyen d'emprisonner les utilisateurs petit à petit dans des systèmes propriétaires, on est en droit de douter des capacités des hébergeurs quels qu'ils soient en matière de protection des données.

Bien que des accords de confidentialité puissent être signés, le traitement et le stockage de l'information, qui rappelons-le, peut peser aujourd'hui plus que la production d'une entreprise en tant que telle, pourrait attirer les convoitises d'entreprises tierces susceptibles de trouver dans ces bases de données de quoi s'assurer de beaux jours, moyennant finances, ou encore, ces bases de données pourraient subir les assauts de « hackers » malveillants. En bref, la question reste épineuse, et on voit encore mal certaines entreprises confier toutes leurs données à des sociétés basées à l'étranger, et dont on ne connaît rien de leur fonctionnement. A l'inverse, il pourrait être intéressant pour certaines entreprises d'exporter des données qui poseraient des problèmes de légalité, ou plus concrètement quelques soucis juridiques dans leur pays, vers des destinations plus « exotiques ».

Globalement, les entreprises ont plutôt tendance, d'après le cabinet Gartner, à investir massivement dans

des Cloud privés, ce qui leur permettra d'avoir un contrôle accru de l'allocation des ressources. Etant donné que le Cloud est une transformation des Systèmes d'Information (SI) des entreprises, nombre d'entre elles se focaliseront précisément sur les Cloud privés internes, qui leur garantira un meilleur niveau d'intégrité des données, notamment concernant les données sensibles. Toujours d'après le cabinet d'études, cette tendance demeurera ainsi jusqu'en 2012, après quoi les Cloud publics auront gagnés en maturité, et les modèles hybrides se seront développés. D'autres études de ce type risquent donc de fleurir dans les mois et années à venir.

Une pointe verte dans le nuage

Notons que l'utilisation de la virtualisation permettrait de mettre en place un modèle présentant un intérêt également écologique. Le programme « Eco Tic » de Green IT, soutenu par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), démontre les intérêts du Cloud computing et de la virtualisation. Un exemple avec Dot River, société qui met en avant le fait que le client, possédant parfois de vieilles machines trop faibles en performance pour les applications métier actuelles, mais encore fonctionnelles pour être utilisées comme 'simples navigateurs web', n'a pas à renouveler son matériel grâce aux offres de Cloud Computing adaptées. Là encore, l'idéologie sert le marketing.

Et demain?

On est en droit d'imaginer des solutions applicatives adaptées au grand public. D'abord avec des bureaux en ligne réactifs et assez bien pensés par exemple, comme le propose déjà en partie Eyeos. Ensuite, avec des applications susceptibles de gérer des flux multimedias en masse, ce qui n'est pas encore le cas de manière efficace : lire des fichiers audio ou vidéo hébergés sur nos espaces de stockage en ligne est une possibilité qui manque aujourd'hui, mais qui pourrait arriver demain avec la fibre par exemple.

Plus loin encore, on pourrait imaginer comme certains l'ont déjà fait des solutions de jeux vidéos en ligne. Pas question ici de parler de « FarmVille », ou de « ZumaDeluxe » : on parle de jeu ! (un truc qui poutre quoi !). Des services tels qu'OnLive permettent d'entrevoir ce que pourrait être l'expérience de « jeu dans le Cloud » (fonctionne uniquement avec versions Windows et Mac 32 bits, sous certains navigateurs). Mais il faut bien admettre que beaucoup de questions se posent concernant la qualité de la bande passante, comme le montre cet article. On constate malgré les avancées possibles en matière d'équipement qu'il est difficile d'entrevoir une adaptation massive de ce type de technologies dans un futur proche. Aussi, certains pensent déjà à créer des jeux sous d'autres formes, notamment avec HTML5 et Javascript, comme Quake2 GWT. Certes, le rendu graphique est loin d'égaliser un Crysis, ou autres, mais pourrait faire penser que l'avenir est dans le navigateur web. Trop tôt pour le dire...

Une autre approche pourrait être celle du calcul scientifique. L'avènement des plateformes telles que Tesla, de Nvidia, apporte de nouveaux horizons dans ce domaine. Peer 1 Hosting propose donc de ne pas se soucier des problématiques d'hébergement tout en bénéficiant de ressources de calcul importantes.

< Page précédente

Page suivante >

--- 20/11/2010 10:03 ---

[source: <http://pro.clubic.com/it-business/cloud-computing/article-376690-6-cloud-computing.html>]

// Comprendre le Cloud Computing : acteurs et enjeux

Publié par Jordan Zedi le Jeudi 18 Novembre 2010

Sommaire

1. Introduction
2. Concepts et définitions

3. Les "cibles"

4. Les acteurs du Cloud Computing

5. Quelles tendances idéologiques derrière le concept du Cloud?

6. Conclusion

Que faut-il retenir de ce paysage en construction qu'est le Cloud Computing?

Pour commencer, les définitions sont bien belles, mais cela reste du marketing : le concept s'explique, se discute et surtout n'est pas une révolution. On ne le répétera jamais assez. Le développement du Cloud Computing passera certainement par son adoption au sein des entreprises, pour qui les offres commencent à être nombreuses. La rentabilité étant l'objectif numéro 1, ces entreprises sont susceptibles de payer beaucoup plus que les particuliers, et sont les cibles principales du Cloud, les offres gravitant autour d'applications et d'environnements métier. Reste la question de la sécurité et de la confidentialité des données stockées, qui sont potentiellement exposées à des négligences, voire pire. Etant donné que le modèle économique du Cloud repose sur un système d'abonnements (notamment pour les solutions proposées par Windows), il est encore trop tôt pour proposer des solutions au grand public.

Ce dernier regrettera donc qu'on ne lui accorde pas plus d'importance, et trouvera son bonheur dans des solutions d'hébergement, ou encore par l'utilisation des GoogleApps. Mais finalement, est-ce nouveau ? Non, car cela fait un moment que nos messageries sont délocalisées sur des serveurs, qu'il s'agisse de Gmail, Hotmail ou d'autres. Cela fait un moment également que les GoogleApps sont disponibles, que nos communications passent par des réseaux sociaux comme Facebook ou GoogleTalk. Nos habitudes ne changeront donc pas, et l'utilisation des applications web auxquelles nous sommes habituées connaissent seulement une « reclassification » : d'applications utilisées librement, elles passent à l'état de SaaS, par exemple. Ceci va d'abord permettre de définir des champs d'applications, mais également de distinguer des niveaux de support, et enfin et surtout d'appliquer des prix. L'idée est donc simple : faire en sorte que les prestataires de services de Cloud structurent les offres sur différents niveaux. Quant à l'avenir des applications web, il est la plus grande question. C'est par ces applications que le grand public trouvera ou non son compte dans le concept : aujourd'hui axée sur la productivité en entreprise. Demain axée sur le divertissement ? Développement à suivre, donc.

Quoi qu'il en soit, le Cloud Computing est encore trop "frais" pour tirer des conclusions. On ne peut toutefois qu'apprécier le fait de pouvoir synchroniser tous types d'appareils vers des espaces de stockage, qu'il s'agisse de PC, de smartphones ou autres : tout est fait pour centraliser le traitement et la gestion des données, et c'est plutôt une bonne chose. Laissons les différents acteurs contribuer au développement du Cloud Computing, en espérant toutefois que le succès du concept ne crée pas une trop forte demande, ce qui ferait grimper les prix. Gardons donc un œil sur ces ensembles de termes, sans quoi nous pourrions vite nous retrouver noyés sous un raz-de-marée marketing, puisque cette discipline devient de plus en plus avantageuse pour les prestataires et éditeurs, mais de plus en plus pénible pour la compréhension des internautes.

< Page précédente

--- **jeudi 25 novembre 2010-11** ---

--- **25/11/2010 07:13** ---

[source: <http://www.bpmbulletin.com/2008/06/20/de-la-ged-a-ecm-reflexion-globale-clair/>]
De la GED à l'ECM – vers une réflexion globale

Posté par Jean-Christophe le 20/6/08 • Dans la catégorie ECM

WP Greet Box icon

X

Découvrez aussi les notes sur le BPM, l'ECM, la Gestion de l'information et les Réseaux sociaux.

Powered by WP Greet Box WordPress Plugin

[Traduction]

Une autre note pour comparer GED et ECM ? Pas vraiment, mais je réagis à certaines discussions récentes lors desquelles j'ai encore pu constater que ces deux notions ne sont pas toujours bien explicites pour tout le monde, et il m'a semblé bon de refaire un tour d'horizon de ce qui différencie, selon moi, la Gestion des Documents Electroniques de l'Enterprise Content Management. J'ai donc tenté de dresser un tableau le plus global possible, avec toutes les imperfections inhérentes à ce type d'exercice, mais je compte sur vous pour venir le corriger et le compléter. Cette note a été rédigée dans le train lors de mon dernier retour de rendez-vous en province, elle est donc le fruit de réflexions « à chaud » et par définition ni exhaustive ni objective :)

Un autre monde

ou « à autre période, autres besoins » ...

L'Entreprise évolue aujourd'hui dans un monde en pleine ébullition. Le besoin de réactivité face à un marché en constante évolution est omniprésent, il est fondamental de savoir (pouvoir) bâtir sur un existant et de l'enrichir au fur et à mesure des besoins. Le besoin de minimiser les risques et les délais est partout, en pleine accélération, il faut savoir démontrer rapidement ses capacités à répondre à la demande, des clients, des partenaires, du marché.

Un modèle organisationnel en constante mutation

La concurrence est agressive :

- * si je ne le fait pas, les autres le feront
- * si je ne suis pas ce que font les autres, mes clients le feront
- * si je n'innove pas, les autres le feront avant moi
- * si je ne noue pas des partenariats, je n'évoluerai pas
- * si je ne sais pas gérer le changement en interne, je ne survivrai pas

Le cap de l'agilité opérationnelle est passé, le terme est rentré dans le vocabulaire industriel courant et je ne cotoie plus un seul Directeur de l'Organisation ou autre DSI qui ne se pose la question de savoir comment il va pouvoir adapter ses infrastructures à la demande des Directions métiers. C'est un enjeu crucial pour l'Entreprise, publique comme privée, et pour ses dirigeants.

La diversité des besoins est telle que ce que l'on va mettre en oeuvre dans 12 mois n'est pas toujours connu aujourd'hui, et les cycles projets raccourcissent de plus en plus, nous sommes dans l'ère du « je veux ce dont j'ai besoin aujourd'hui, tout de suite ». L'information est partout et il faut la gérer de façon globale, toute information a une valeur métier, aucune information ne peut être négligée.

Vers un développement global

L'Entreprise se développe au-delà de ses frontières traditionnelles, de son secteur d'activité initial. Les acteurs diffèrent, sont plus nombreux, ont des besoins différents. Les mécanismes de fusions/acquisitions ainsi que les regroupements sont légions. Les organisations doivent savoir s'adapter, les systèmes doivent savoir (et pouvoir) suivre ces différentes organisations, et plus que les organisations en elles-mêmes leur rythme d'existence et de mise en opération.

La GED a ses limites

L'étendue des fonctionnalités et capacités offertes par les systèmes de GED traditionnels trouve aujourd'hui ses limites face aux besoins évoqués précédemment. En effet, en effectuant quelques raccourcis (mais je ne prends pas trop de risque en avançant ces arguments) :

- * un système de GED adresse des besoins départementaux
- * un système de GED adresse les besoins d'une application au périmètre limité
- * un système de GED adresse une population d'utilisateurs limitée, pour un périmètre fonctionnel limité
- * un système de GED est vu comme une application, cohabitant avec d'autres applications

Un système de GED ne correspond plus aux enjeux et objectifs de l'Entreprise actuelle. Le besoin d'échange avec « le monde extérieur » s'intensifie. En effet, là-aussi :

- * une GED adresse des besoins internes
- * une GED dialogue peu avec le S.I.
- * une GED ne gère que des documents

La diversité des sources et canaux d'information actuels, leur localisation répartie de façon transverse dans l'organisation, la fragmentation des contenus font que le système de GED trouve ses limites et ne sait plus nécessairement répondre aux besoins globaux. Son positionnement est réducteur.

Les services nécessaires à la mise en oeuvre d'une infrastructure moderne, distribuée, répartie, globale ne peuvent être offerts par les systèmes de GED qui n'ont pas été à l'origine conçus pour répondre à ces problématiques :

- * une GED expose un périmètre fonctionnel limité
- * une GED n'expose pas de services métiers
- * une GED ne participe pas aux processus globaux – métiers

Le respect des standards est une composante forte en matière d'architecture, il est impératif aujourd'hui de bâtir sur les standards tant industriels que technologiques qui offriront l'ouverture vers le monde extérieur et la compatibilité nécessaire au dialogue inter-organisations. Or :

- * une GED ne s'appuie pas nécessairement sur des standards technologiques
- * une GED ne s'intègre pas toujours facilement dans un schéma d'urbanisation global
- * une GED ne peut pas toujours tirer parti des standards présents dans le SI

La couverture fonctionnelle d'un système de GED est la plupart du temps limitée. Il reste peu évolutif, demande une intégration inter-applicative forte, très spécifique, contraire aux attentes en matière de souplesse et d'ouverture.

L'ECM étend la notion de GED

L'ECM sert une stratégie globale en adressant les problématiques d'Entreprise. Les plateformes d'ECM se positionnent en fournisseurs de services, au niveau infrastructure et non plus au niveau applicatif pur. Lorsqu'on parle ECM, on parle 'urbanisation' et non plus uniquement 'application'.

L'ECM sait s'ouvrir au monde extérieur et intégrer les partenaires commerciaux (via le SI) quels que soient leurs standard propres. L'ECM sert des besoins localisés et localisables et permet une mise en oeuvre rapide de nouvelles applications à partir des services initialement mis en oeuvre.

L'ECM offre des mécanismes d'activation de l'Information et de fluidification des échanges nécessaires aux besoins métiers, couplés à un partage simple et efficace des ressources et contenus. L'ECM active les contenus.

L'ECM s'appuie sur des standards, elle est respectueuse de l'existant comme des systèmes à venir de par sa capacité à supporter les outils et méthodes génériques. Ces standards sont technologiques comme organisationnels et reconnus de tous. L'ECM s'intègre avec l'architecture existante et vient la compléter de façon harmonieuse. L'ECM n'implique pas de coûts induits spécifiques, si ce n'est ceux correspondant à la mise en oeuvre de ces standards, pour la plupart déjà présents au sein des organisations.

Un spectre fonctionnel élargi

A la différence des systèmes de GED, l'ECM propose des services métiers :

- * mutualisables
- * extensibles
- * évolutifs
- * pérennes
- * intégrés
- * performants

Le spectre fonctionnel est bien plus vaste, autorisant les applications bâties sur ces services à participer aux processus métiers sous-tendus la plupart du temps (via le BPM par exemple).

Mais encore ...

Ce ne sont que quelques exemples et l'on pourrait enrichir cette note avec bien d'autres points. Pour comprendre plus en détail les tenants et aboutissants qui peuvent vous faire passer d'une réflexion « pure GED » à une réflexion globale, je vous renvoie vers l'étude « Global CEO Study » réalisée par IBM qui a le mérite de positionner clairement le débat, et j'en ai extrait la citation suivante qui me semble bien résumer la situation :

« Les changements s'accroissent. Les consommateurs exigent toujours plus et souhaitent disposer de produits sans cesse plus innovants. Il va nous falloir démultiplier notre capacité d'exploitation si nous souhaitons pouvoir répondre à cette demande. »

Dennis Jönsson, PDG de Tetra Pak

Je reste bien évidemment preneur de vos observations et remarques ...

Ces notes peuvent aussi vous intéresser :

- * L'infrastructure nécessaire pour faire face à l'essor du numérique – 1
- * De la Collaboration aux Contenus d'Entreprise, pourquoi ?
- * A qui profite l'ECM en Entreprise ?
- * Quelques chiffres clés sur l'ECM, l'Imaging, la gestion des emails – Rapport AIIM
- * L'analytique en renfort de l'ECM, une juste évolution des choses
- * Datacap 101 – dématérialisation et capture de documents pour l'ECM
- * L'infrastructure nécessaire pour faire face à l'essor du numérique – 2
- * Gestion de numérisation avancée ou GED ?
- * Débat sur la Collaboration 2.0
- * email Search : la recherche dans les eMails, prochain (vrai) challenge de l'ECM ?

--- 25/11/2010 07:13 ---

[source: http://www.cfo-news.com/Dematérialisation-Choisissez-une-solution-documentaire-intelligente,-adaptee-a-votre-environnement_a7128.html]

Dématérialisation : Choisissez une solution documentaire intelligente, adaptée à votre environnement. Souvenez-vous du temps où le concept de « bureau sans papier » suscitait espoirs et enthousiasme, puis confrontez ce rêve aux réalités de l'entreprise moderne. Après plusieurs années de révolution numérique, nous ne pouvons que constater que le papier fait de la résistance et ne montre aucun signe de retraite anticipée.

Articles similaires

- * 2010 : Le grand retour des fonds de Trésorerie Longue ?
- * Trésorerie Longue : Mieux identifier les facteurs de risque

*

Trésorerie Longue : BFT Gestion lance IENA Sélection

*

Trésorerie Longue : L'intérêt d'un fonds de fonds dédié

*

Reverse Factoring : l'enfant mal nommé de la famille des produits de financement à court terme

Marc Delhaie

Marc Delhaie

Paradoxalement, les progrès du numérique ont pour effet de complexifier les problèmes de stockage : les entreprises tentent d'intégrer la rapidité, la souplesse et le confort des données électroniques avec les demandes constantes de documents papier. L'absence d'une intégration transparente risque de créer une chimère dévoreuse de temps et de profit.

La numérisation ne marque pas la fin des documents papier : ils sont toujours nécessaires pour être en conformité avec certaines législations. Un accès rapide et fiable aux documents actifs est un facteur clé de succès. Avec l'accélération du rythme de l'activité des entreprises, une gestion documentaire inefficace cesse de représenter une simple gêne pour se transformer en problème majeur.

Les entreprises qui ne gèrent pas correctement leurs données s'exposent en effet à des risques majeurs. Le premier d'entre eux est l'égarement de documents vitaux, tels que des contrats. Il peut également s'agir d'un préjudice pour la réputation, ou de poursuites en cas d'infraction. Le coût du stockage physique sur site entre également en ligne de compte : avec la flambée du prix du mètre carré de bureaux, les armoires d'archivage deviennent des équipements très onéreux. Enfin, la productivité risque d'être pénalisée par une chasse aux documents introuvables. Sachant qu'une entreprise en moyenne perd un document sur 20 et que celui-ci prend 25 heures à recréer, l'expérience peut se révéler coûteuse.

La première solution qui vient à l'esprit, numériser les documents en interne, n'en est pas vraiment une. Le passage au scanner a un coût financier et technologique et mobilise du personnel. Même une fois ce travail mené à bien, il est parfois nécessaire de conserver des copies papier dans un lieu sûr et facile d'accès. Il est aussi important que les copies numériques soient archivées de façon à être aisément accessibles par le personnel concerné, en toute sécurité. Il faut en outre disposer de compétences poussées en interne pour se tenir au fait de l'évolution constante de la législation.

Par conséquent, si une solution interne ne convient pas, est-il plus judicieux de s'adresser à un fournisseur externe ? La réponse est non. En raison de la complexité de leur environnement, les entreprises modernes n'ont pas besoin d'un simple fournisseur, mais d'un partenaire.

50 années d'expérience dans le secteur nous ont enseigné que les entreprises ne demandent pas simplement des solutions de stockage, mais une conception intelligente de la gestion documentaire. L'efficacité de la gestion ne passe pas uniquement par l'adoption d'une offre de produits ; elle exige un véritable partenariat commercial et des solutions taillées pour répondre aux besoins spécifiques.

Prenons l'exemple d'une « solution » de stockage traditionnelle : l'entreprise ne transfère les documents hors site que lorsque ceux-ci sont inactifs et voués à l'archivage. Cela implique que les documents actifs et semi-actifs soient gérés, avec tous les problèmes que cela engendre.

Au lieu de numériser tous les documents, ce qui peut être coûteux et superflu, nous conseillons à certains clients d'externaliser leur bibliothèque de documents actifs. Les utilisateurs accèdent ainsi aux documents à la demande. Cela réduit considérablement les coûts puisque seuls les documents demandés sont traités.

Pour les entreprises qui n'externalisent pas le stockage de leurs documents, des solutions sur mesure assurent la gestion documentaire sur site en vue d'une utilisation et d'un stockage efficaces des données.

Choisissez une solution de gestion documentaire adaptée à votre environnement, plutôt que d'adapter votre organisation aux produits de fournisseurs.

Par Marc Delhaie, Directeur général d'Iron Mountain France

--- 25/11/2010 07:14 ---

[source: <http://www.bpms.info/index.php/Concept-Technique/La-GED-ideale.html>]

La GED idéale ? Version imprimable Suggérer par mail

- *
- * 1
- * 2
- * 3
- * 4
- * 5

La gestion électronique des documents constitue une des problématiques les plus complexes dans une entreprise. Toute l'intelligence d'une société, de sa gestion administrative à sa gestion de la connaissance repose dans les documents du quotidien. Ces documents peuvent revêtir des formes de nature aussi diverses qu'un simple fichier texte, un document Office (Word, Excel, Powerpoint..) ou une image.

Maîtriser la GED devrait être le point de départ préalable avant toute construction d'un Système d'information.

Dans le cas de DNG, pour ne pas déroger à la règle qui stipule que les cordonniers sont souvent les bien moins chaussés, notre GED a longtemps été disséminées au sein d'interminables répertoires, sans aucune structuration et sauvegardés sur divers supports (disques externes, serveurs distants, ...), le tout sans réel cohérence d'ensemble. Les techniciens avaient pour habitude de stocker les documents techniques sur leurs portables, l'administratif gère la facturation et la comptabilité dans des répertoires privés, et les clients externes partagent les échanges par mail.

Comment dans un tel contexte capitaliser ? Plus encore, comment retrouver l'information rapidement, efficacement et de manière indexée ? Je ne referai pas ici l'histoire de la problématique d'une GED, mais ces derniers mois j'ai décidé de prendre le taureau par les cornes et de mettre en pratique tous les outils préconisés par DNG auprès de ses clients. Le cordonnier qui tente de trouver la plus belle chaussure en quelque sorte.

Pour moi, une GED doit être Ouverte, Extensible et Performante.

"Ouverte" car de nombreux outils du marché proposent des solutions de type "boîte noire". On vous donne un client d'accès, sûrement performant mais souvent propriétaire puis on vous facture au volume ou à l'utilisateur. Une GED "Ouverte" doit être utilisable par n'importe quel client dans n'importe quel contexte mais pas à n'importe quel prix. La secrétaire a l'habitude d'utiliser Word ou Excel et de faire des "Enregistrer Sous", et bien il faut que la GED puisse lui permettre de garder ses habitudes. Les techniciens commentent parfois à créer un document au bureau, puis le soir venu allument leur chère laptop à la maison

pour finir la proposition commerciale ou le cahier des charges attendu pour le lendemain.

Il ne faut pas qu'il y ait de rupture dans le Processus de GED. On travaille de plus en plus dans des contextes (forte réactivité, pression des délais, etc.) où les outils jouent un rôle majeur. S'il faut allumer la GED, se connecter avec un login et un password ou copier/coller à partir d'une clé USB le document entamé dans la journée, ce sera le grain de sable qui découragera l'utilisateur. Et lorsque le document doit être partagé et modifié de manière collaborative, les problèmes s'accumulent.

La GED doit également être "Extensible" car au delà d'une GED, il y a tout un SI, des outils collaboratifs, des applications métiers et de nombreuses passerelles qui prennent leur source dans l'intelligence et le savoir-faire de l'entreprise. Il faut donc pouvoir interroger toute GED de manière standard et extensible.

Pour finir, une GED doit être "Performante" car si un utilisateur met ne serait-ce que 20 secondes à rechercher un document, il aura tendance à se recréer un répertoire local, privé. L'indexation d'une GED et la possibilité d'ouvrir un document en un ou deux clicks est primordial.

Dans le monde idéal, la GED devrait être un simple répertoire accessible de n'importe où, dans n'importe quel système d'exploitation avec le plus simple des clients, un explorateur de fichiers par exemple. Il devrait proposer automatiquement les documents accessibles par l'utilisateur en fonction de son profil. Trop rares sont les outils répondant à toutes ces exigences. Et pourtant, avec un peu d'effort de configuration et quelques connaissances, on arrive aujourd'hui à monter une plateforme GED optimale et peu coûteuse. C'est notre cas, l'arrivée de la GED a été une vraie bouffée d'oxygène. Attardons nous un instant sur les outils. Au centre de cette GED, nous utiliserons Alfresco. Je n'entrerai pas dans les innombrables vertus d'Alfresco : Open Source, Extensible, Performant, etc .. Alfresco est la quintessence même d'une GED de type "Framework". Alfresco est une WebApp Java s'appuyant sur les multiples standards du Web et exposant la GED sous la forme d'un repository. La Qualité première de ce repository est d'être accessible via de nombreux connecteurs externes. Si l'on souhaite que l'utilisateur puisse avoir accès à la GED de n'importe où et à partir de n'importe quelle machine, il n'y a pas de secret, la GED doit être exposée via HTTP, seul protocole à pouvoir prétendre aujourd'hui traverser les proxies.

dng_graph1.jpg

Il se trouve qu'il existe aujourd'hui un excellent standard dans ce domaine, le protocole WebDAV. WebDAV est un protocole qui s'appuie sur le dialecte HTTP pour permettre le partage, la recherche, la suppression et la modification de documents. L'explorateur Windows XP ou Vista fournissent en standard la notion de "Web Folder" qui constituent des liens logiques vers un serveur DAV. L'utilisateur manipule les documents comme s'ils étaient en local et lorsqu'il les sauvegarde, l'opération est traduite en requête WebDAV. Dans la pratique, il faut avouer que Microsoft a complètement loupé le virage WebDAV et Windows est loin d'exceller en la matière. Sans entrer là encore dans les détails, sous Vista un patch est nécessaire et sous XP on arrive à quelque chose d'intéressant mais les performances sont désastreuses. Pour venir à bout de ces manques, je recommande l'utilisation systématique d'une extension Shell. Web Drive fait partie de ses outils indispensables, pas très chers et d'une redoutable efficacité. Web Drive permet de créer une sorte de cache local et optimise les aller/retour serveur, le client manipule ses fichiers comme s'ils étaient dans un répertoire quelconque de son disque. S'il souhaite poser un verrou, il peut le faire. Côté performance, Web Drive est ce qui se fait de mieux. Il m'arrive souvent d'ouvrir un Shell DOS et de taper "dir W:\GED\factureXX*.doc /s" pour rechercher dans toute la GED un document en particulier.

dng_graph2.jpg

Lorsque l'utilisateur est en déplacement ou n'a pas accès à sa machine personnelle pour connecter un lecteur Web, il a la possibilité de réaliser toutes les opérations de GED en passant par le client Web d'Alfresco. Ce client propose des fonctionnalités beaucoup plus abouties que l'explorateur WebDAV. On peut commenter un document avec d'autres collègues (très efficace, surtout lorsqu'on ne comprend pas le contexte d'une mise à jour), créer ou démarrer un Workflow autour du document ou simplement rechercher sur la base de nombreux critères avancés un document bien précis.

dng_graph3.jpg

Côté connecteurs, la GED DNG permet également de partager via le protocole SharePoint des documents sous Office (en passant par les WorkSpaces) ou de créer un share "Samba" (CIFS) avec un client Linux ou MAC. La but d'une GED encore une fois est d'être ouverte.

Pour installer et configurer de manière opérationnelle une telle GED, les possibilités offertes par Alfresco sont nombreuses. L'outil est compatible avec n'importe quel système d'exploitation ou base de données du marché (attention les documents ne sont pas stockés en base, mais sur un système de fichiers propriétaire,

seules les méta-données sont en base). Il utilise Lucène pour l'indexation et une sauvegarde régulière de la base GED est réalisée à partir d'une machine dédiée hébergée chez un hosteur lambda du marché.

Lorsqu'on souhaite échanger, partager des documents avec des services externes (comptabilité, finances ou RH, juridique, ...) nous créons un utilisateur et lui donnons des droits et une vue sur le ou les répertoires en question. Plus d'échange et de copies de documents, plus d'informations dupliquées dans tous les sens. Les modifications sont versionnées, on sait qui a fait quoi, quand et comment. Une sorte de SVN documentaire.

Pour l'extensibilité, on trouve déjà sur le marché de nombreux clients Web AJAX, plus ergonomiques, comme exemple DOCASU, que certains préfèrent au client traditionnel.

dng_graph4.jpg

Le seul bémol des GED actuelles est le cloisonnement entre les outils de mail et la GED. 50% des documents créés en GED proviennent initialement d'un document attaché. Il est pénible à chaque fois de faire sous Gmail/Outlook "Enregistrer sous, puis W:\GED\Répertoire Cible". J'aurais adoré avoir une extension Browser ou Outlook qui me permette de faire click droit "Send To GED".

Bonne GED !

Auteur : Sami Jaber, Architecte logiciel, DNG Consulting

--- 25/11/2010 07:14 ---

[source: <http://www.bpms.info/index.php/Concept-Metier/La-GED-facteur-de-competitivite-pour-les-PME.html>]

La GED, facteur de compétitivité pour les PME Version imprimable

- *
- * 1
- * 2
- * 3
- * 4
- * 5

Véritable outil de productivité, la gestion électronique de documents connaît à ce jour une révolution en s'ouvrant aux PME. Les systèmes de GED se décomplexifient en effet et deviennent désormais plus accessibles.

Pour quelques centaines d'euros, il est désormais possible d'accéder à des solutions globales permettant d'industrialiser de bout en bout un Processus de gestion de documents.

Cette révolution s'explique notamment par la croissance exponentielle du nombre de documents échangés par les entreprises et par le fort développement des échanges dématérialisés qui tendent à devenir une règle de fonctionnement, notamment avec la banalisation de la signature électronique...

Il devient alors crucial pour les PME qui ne disposent pas de ressources humaines extensibles de rationaliser leur mode de gestion de documents pour permettre à leurs collaborateurs de se concentrer sur leurs missions sans avoir à rechercher manuellement des informations indispensables à la réalisation de leurs objectifs.

Un autre facteur lié à la démocratisation des outils de GED tient au lancement de nombreuses applications SaaS qui dégagent les entreprises de toutes problématiques d'installation, de maintenance, d'acquisition de licences et d'achats de nouvelles versions.

La tendance du marché est donc largement orientée vers la fourniture d'offres globales et flexibles qui peuvent aisément évoluer en fonction du développement de l'entreprise. Loin d'être des solutions « au rabais », les offres pour PME se concentrent donc sur les besoins fondamentaux de celles-ci afin de leur proposer des fonctionnalités immédiatement opérationnelles et génératrices de productivité à court terme.

Outre ces éléments, le développement de ces solutions s'explique par les contraintes d'accès à l'information imposées par les clients des PME qui attendent de ces dernières une réactivité accrue et un suivi personnel de Qualité. En s'équipant, elles améliorent ainsi leur avantage concurrentiel et augmentent leur qualité de service.

Il convient néanmoins de préciser le périmètre fonctionnel couvert par les applications dédiées au middle market. En effet, contrairement aux plates-formes destinées aux grands comptes, elles proposent des fonctionnalités plus intuitives et prédéfinies.

Plus packagées, elles offrent tout de même la possibilité de personnaliser un certain nombre de process pour être en phase avec la logique organisationnelle des entreprises. Ainsi, par exemple, des fonctionnalités liées à la mobilité sont désormais proposées dans de nombreuses offres pour répondre aux besoins des collaborateurs mobiles (forces commerciales...)

Parmi les spécificités de ces offres se distingue également le nombre important de connecteurs proposé en standard. En effet, au travers de ces derniers, les plates-formes de GED pourront intégrer aisément des données provenant d'applications bureautiques (exemple de la suite Office de Microsoft) mais également d'applications métier usuellement utilisées dans les PME (logiciel de comptabilité...).

Grâce à cette approche, les entreprises du middle market peuvent alors mettre en place un mode de traitement normalisé et bénéficier d'un outil transversal répertoriant l'intégralité de leurs données.

Enfin, cette ouverture au marché des PME s'explique également par la saturation des besoins en équipements des grands comptes et par la demande croissante des petites et moyennes entreprises en solutions pensées pour répondre à leurs besoins dès le lancement de leur activité.

Poussée par la banalisation des échanges électroniques, la GED est désormais un maillon essentiel des systèmes d'information des PME. Plus qu'un concept, elle est aujourd'hui largement adoptée et se positionne dans les premiers achats d'outils informatiques, juste derrière les suites bureautiques

Frédéric Duthiel, Directeur commercial, Créatis

Source : JDN Solutions

Dernière mise à jour : (19-03-2009)

--- 25/11/2010 07:15 ---

[source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Gestion_%C3%A9lectronique_des_documents]

Gestion électronique des documents

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Aller à : Navigation, rechercher

La gestion électronique des documents (GED) désigne un procédé informatisé visant à organiser et gérer des informations et des documents électroniques au sein d'une organisation. Il met principalement en oeuvre des systèmes d'acquisition, de classement, de stockage, d'archivage des documents (exemple d'utilisation : la numérisation de masse de documents papiers). La GED participe aux processus de travail collaboratif, de capitalisation et d'échanges d'informations. C'est un processus de finalité qui découle du cycle de vie du document. La GED peut permettre un gain de temps et d'argent énorme pour les organisations. En effet, elle permet l'indexation des documents et surtout la numérisation qui comprime le « volume papier ». La GED fait appel à des algorithmes statistiques afin de classer et retrouver les documents par pertinence. Selon une étude de serdaLAB, le laboratoire d'études du groupe Serda, le marché de la ged et de la gestion de contenu atteint 1,1 milliard d'euros en 2008, en progression de 8 %.

Il existe 4 étapes majeures dans la gestion électronique des documents : acquisition, classement, stockage

et diffusion.

Sommaire

[masquer]

- * 1 Acquisition des documents
- * 2 Classement des documents
- * 3 Stockage des documents
- * 4 Diffusion des documents
- * 5 Enjeux
 - o 5.1 Amélioration de l'accès aux documents
 - o 5.2 Limites
 - o 5.3 « Dématérialisation » et aspects environnementaux
- * 6 Tendances
- * 7 Rétrospective
- * 8 Voir aussi
 - o 8.1 Articles connexes
 - o 8.2 Liens externes
 - o 8.3 Bibliographie

Acquisition des documents [modifier]

L'acquisition peut s'effectuer par :

* L'intégration de documents papiers existants : c'est, pour les documents papiers, la numérisation grâce à des scanners. Lorsque c'est possible et utile, les documents numérisés peuvent alors être triés via une technologie de RAD. Il est possible d'extraire des informations des images numérisées en mettant en œuvre une technologie de LAD. Cette technologie peut utiliser des techniques d'OCR, de reconnaissance de codes à barres et d'ICR comportant par exemple des règles de vérifications linguistiques sur les mots reconnus.

Les documents papiers peuvent ensuite être détruits (soit parce qu'ils n'ont pas d'intérêt, soit parce que la valeur probatoire (ou probante) des copies électroniques est certaine) ou archivés.

* L'intégration de documents électroniques existants : Une autre famille de documents est constituée des documents électroniques comme les fichiers bureautiques, les fichiers PDF, ... Enfin, la dernière famille de documents intégrable est constituée des documents COLD qui proviennent de systèmes d'édition.

* La production de documents électroniques : elle peut être le résultat d'une ou de plusieurs procédures managées par différents agents de l'entreprise grâce à un logiciel d'informatique de groupe (groupware ou collectif). Le document peut aussi être obtenu par un logiciel d'informatique décisionnelle à partir d'un modèle disponible via l'outil.

* L'échange de documents électroniques : il s'effectue lorsque deux organismes partenaires souhaitent partager des documents électroniques. Ils peuvent alors procéder à une interconnexion de leurs systèmes d'information par un dispositif d'EDI (Échange de Données Informatisé) moyennant le respect d'un même format de données normalisé.

Quel que soit le moyen par lequel le document intègre le système de gestion, il peut souvent passer par une chaîne de validation ou workflow afin d'aboutir à une version finale approuvée par les utilisateurs concernés. Le workflow lié à la validation d'un document est paramétrable et prend en compte les droits d'accès et les profils des utilisateurs du système ; il agit le plus souvent sur le statut, la version et la visibilité du document.

Classement des documents [modifier]

L'indexation constitue la description du document et de son contenu en vue de faciliter son exploitation.

On distingue à ce titre :

* L'indexation par type : elle offre une description formelle du document en utilisant ses métadonnées (type, auteur, titre, source, date, etc.) dont le vocabulaire est standardisé afin de permettre l'utilisation de ces métadonnées par le plus grand nombre d'outils de recherche.

* L'indexation par concepts ou mots-clés : elle vise plutôt le contenu du document pour faciliter les opérations de recherche. Il peut s'agir ici, pour le concepteur du système ou le créateur du document, de recenser les termes qui apparaissent le plus souvent ; on parle alors d'indexation statistique. Il peut aussi s'agir d'un système plus évolué où le concepteur sélectionne les termes dans un thésaurus (liste de mots liés par des relations de hiérarchie ou d'équivalence) en rapport avec le document.

Stockage des documents [modifier]

La problématique du stockage est incontournable. La non prise en compte de cet aspect peut entraîner des situations critiques. Les problématiques sont les suivantes:

* Le support de stockage doit être adapté le mieux possible avec le volume des documents. Il doit aussi, en fonction de la fréquence de consultation et de l'importance des données, offrir un faible temps d'accès.

* L'organisation du stockage peut être hiérarchisée en fonction du contenu des documents (texte, vidéo, image, etc.) de leurs provenances, états, types, etc.

* La durée de conservation doit aussi être considérée afin de permettre une épuration périodique du système, en vue de faciliter le stockage et d'alimenter les archives. À cet effet, le système doit prendre en compte une sortie vers un archivage définitif dans une plateforme d'archivage électronique dédiée à cet usage.

* Le lieu de stockage doit être différent pour plus de sécurité de données en cas d'incendie.

* Les sauvegardes doivent être mise en œuvre avec une périodicité en adéquation avec les impératifs de l'entreprise.

Diffusion des documents [modifier]

La diffusion des documents peut se faire via l'internet ou l'intranet. Certains éditeurs de logiciels GED proposent une consultation client léger qui fournit toute ou partie des fonctionnalités de consultation et d'indexation des documents dans un navigateur web. Selon une étude serdaLAB, l'amélioration de l'accès à l'information et le partage des informations sont les principales motivations dans les projets de gestion électronique de documents.

Enjeux [modifier]

Amélioration de l'accès aux documents [modifier]

La GED est avant tout la mise en œuvre d'une méthodologie de travail (collaboratif). Une petite, moyenne ou grande organisation qui n'envisagerait la GED que sous l'angle logiciel risquerait de connaître une perte financière énorme. C'est la mise en œuvre efficace de cette méthodologie qui est le garant du succès d'une solution de GED et non le produit « seul » qui ne sert que de « support » à cette méthode. Pour être correctement appliqué et efficace, toute solution de GED nécessite que l'on consacre un budget « prestation d'accompagnement et de mise en œuvre » en rapport avec l'investissement logiciel...

Bien qu'encre peu connue de la plus grande majorité des entreprises, notamment des PME et des TPE, la GED est un enjeu économique réel. Elle peut améliorer la rentabilité de l'ordre de 3 à 5% (du chiffre d'affaires). La ruée vers la GED découle du coût de la composante (traitement, production, stockage, recherche, archivage etc.) dite « papier » dans une entreprise.

Limites [modifier]

Il est important de noter que la diversité des « contenants » ou des sources de données non structurées ou semi-structurées font que les enjeux associés à la GED deviennent de plus en plus complexes. Les entreprises doivent en effet tenir compte du volume croissant de contenus ou de données issus d'applications web, de systèmes de messagerie électronique (instantanée ou non), de formulaires ou catalogues électroniques, de nouvelles formes d'applications collaboratives comme les wikis ou les blogs, ou encore d'applications « rich media » incluant des images vidéos et du son.
« Dématérialisation » et aspects environnementaux [modifier]

La dématérialisation (terme peu approprié pour désigner le passage du support de l'information du papier à un support électronique), est la pierre angulaire d'un projet de GED. Elle est souvent présentée comme un avantage d'un point de vue environnemental, car elle serait supposée diminuer la consommation de papier. En réalité, les choses ne sont pas si simples, car si l'on fait un bilan des ressources naturelles consommées (bois dans le cas du papier, métaux dans le cas des équipements électroniques) et des déchets produits (vieux papiers d'un côté, déchets électroniques de l'autre), et des déchets papier qui contiennent d'être produits, il n'est pas évident que le bilan global soit favorable en coûts matière.[réf. souhaitée]

Tendances [modifier]

Selon le cabinet d'études serdaLAB, la mobilité est un axe de développement et de différenciation pour les éditeurs de gestion de contenu. Les premières solutions de gestion de contenu sur mobile sont apparus en 2009.

Les solutions de gestion de contenu intègrent de plus en plus de fonctionnalités collaboratives (possibilité de créer des communautés et d'échanger des informations et documents).

Représentant encore une part minime du marché, le marché de la gestion de contenu open source gagne du terrain. Les éditeurs open source enregistrent des taux de croissance cinq fois plus élevés que les éditeurs propriétaires.

Rétrospective [modifier]

Certes les écrits découverts sur les parois des pyramides de l'Égypte antique ont toujours persisté, mais les hommes ont quand même adopté le bois puis le papier (plus fragile que la pierre, le granit ou le basalte) car ce dernier est plus facile à manipuler et offre plus d'opportunités de stockage, de partage, de copie, etc. Pourquoi ne devrions-nous pas alors, pour les mêmes raisons, adopter l'électronique ? À cette dernière question les entreprises n'ont aujourd'hui trouvé aucune réponse, d'où toute cette ruée vers les outils de GED.

Voir aussi [modifier]

Articles connexes [modifier]

- * Cycle de vie (document)
- * Dématérialisation
- * Documation
- * Document électronique
- * Editique
- * Enterprise Content Integration (ECI)
- * Enterprise Content Management (ECM)
- * Gestionnaire de document multimédia
- * Lecture automatisée de document (LAD)
- * Gestionnaire d'informations personnelles
- * Instruction assistée par ordinateur
- * Métadonnée
- * Océrisation des documents
- * Reconnaissance automatisée de document (RAD)
- * Relecture assistée par ordinateur
- * Signature numérique

- * Système d'archivage électronique (SAE)
- * Système de gestion de contenu (CMS)
- * Valeur juridique des documents
- * Workflow

Liens externes [modifier]

Commons-logo.svg

Wikimedia Commons propose des documents multimédia libres sur Gestion électronique des documents.

- * Catégorie Logiciels de gestion documentaire de l'annuaire dmoz